

NUMÉRO SPÉCIAL

Forum des femmes francophones



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

NUMÉRO SPÉCIAL - MARS 2014

Catherine Samba-Panza : l'arme du dialogue



Dans un entretien exclusif accordé aux *Dépêches de Brazzaville*, la présidente de la transition en République centrafricaine revient sur les qualités que lui confère son brassage culturel, atout qui lui donne une ouverture d'esprit et lui interdit toute xénophobie. Au-delà de ses capacités, elle souligne son expérience dans le domaine du dialogue et de la réconciliation et sa force en tant que femme à gérer des situations de crise.

Page 26

Fatou Bensouda : défendre le droit de tous de vivre une vie sans crainte de violence

Dans un vibrant plaidoyer, la procureure de la Cour pénale internationale dénonce la violence sexuelle utilisée comme arme de guerre aujourd'hui au premier plan des enquêtes et poursuites de la CPI. «*Je joins ma voix à celles des défenseurs des droits des femmes, partout dans le monde, qui se battent pour mettre fin à ce fléau qu'est la violence sexuelle. Et je m'engage à défendre le droit de tous, de chaque femme, chaque fille, chaque enfant, de vivre une vie sans crainte de violence*», assure-t-elle.

Page 27

Irina Bokova	Page 6
Fatima Beyina-Moussa	Page 15
Cécile Kyengue	Page 31
Émilienne Raoul	Page 10
Denis Mukwege	Page 28
Rokhaya Diallo	Page 30
Dov Zerah	Page 14
Adelaïde Mounyany	Page 15
Calixthe Beyala	Page 33
Nicole Dibambu-Kitoko	Page 13

ÉDITORIAL :

Femmes engagez-vous !

Page 2

FORUM DE KINSHASA - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Femmes d'Afrique femmes du monde

Pivot du développement économique et social du continent, support inaliénable de la paix et des droits humains, la femme africaine se distingue par son courage. C'est cette femme que célèbrent le Forum mondial des femmes francophones de Kinshasa et la Journée internationale de la femme le 8 mars. Une manifestation, une date, pour interpeller et rappeler que les femmes sont des actrices majeures du continent.



© DR Patrick Robert

Antoinette Sassou-N'Guesso : apporter un appui multiforme



À travers la Fondation Congo Assistance, la première dame du Congo intervient depuis trente ans dans de multiples domaines. Santé, nutrition, éducation, formation professionnelle, assistance aux plus démunis. Antoinette Sassou-N'Guesso œuvre avec ses équipes sur tous les fronts pour soulager les populations les plus fragiles et soutenir le développement. Une action multiforme qui trouve une résonance à l'international en concertation avec les premières dames d'Afrique et du monde.

Page 2

FRANCOPHONIE

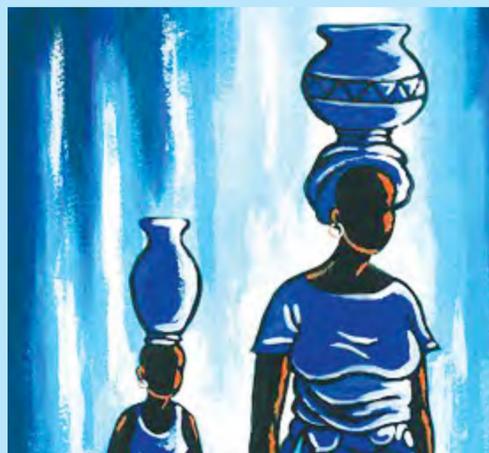
Yamina Benguigui lance une alerte face aux reculs du droit des femmes

La ministre française de la Francophonie lance une alerte face à la régression des droits des femmes dans le monde, à leurs difficultés à accéder à la santé, à l'éducation et à l'égalité, à lutter contre les violences faites contre elles dans les pays en guerre. «*Le statut des femmes est le baromètre implacable de l'avancée démocratique des sociétés*», souligne Yamina Benguigui, qui s'est engagée dans son pays à porter le droit des femmes francophones comme une priorité de son ministère.

Page 5

EDITO

Femmes, engagez-vous !



Le forum mondial des femmes francophones se tiendra les 3 et 4 mars à Kinshasa, en République démocratique du Congo, sur le thème « Femmes, actrices du développement ». Il sera une tribune supplémentaire pour réfléchir au rôle et à la place de la femme dans un monde où la bataille pour l'égalité des droits entre les deux sexes n'est plus un vain mot. Un monde où les violences faites aux femmes couplent celles des foyers conjugaux à celles des conflits armés.

Ce forum, ne l'oublions pas, est convoqué dix-neuf ans après l'historique conférence de Beijing (4-15 septembre) pour les droits des femmes, considérée comme une étape décisive dans la défense du protocole du même nom. Au terme de douze jours de travaux, la réunion de la capitale chinoise supervisée par les Nations unies se clôturait sur plusieurs engagements dont celui d'« assurer le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur promotion, y compris le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction, contribuant ainsi à répondre aux besoins moraux, éthiques, spirituels et intellectuels des hommes et des femmes, et aux niveaux individuel et collectif, leur garantissant la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel au sein de la société et de régler leur vie selon leurs aspirations. »

Cette citation, un peu longue, pour résumer sans la prétention de tout dire les 245 pages du rapport adopté par la communauté internationale à l'issue de la quatrième conférence mondiale sur les femmes alors réunie dans l'année du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations unies. Veillons, donc, pour tenir allumée la flamme de Beijing 1995, à inciter les femmes francophones qui se concerteront à Kinshasa à s'engager pleinement dans la défense de leurs droits.

Oui, engagez-vous encore davantage que vous ne l'avez fait jusque-là. Engagez-vous partout et vous ferez bouger les choses là où elles stagnent, vous les ferez changer pour le bonheur de tous. Engagez-vous en politique afin de polir les usages de ce petit monde d'initiés et d'apprentis sorciers par trop masculin et brutal. Prenez toute votre place dans les sphères de l'éducation de façon à consolider la fonction sociétale de l'école, attendu qu'école et société sont liées.

Investissez les instituts de recherche en tous domaines pour en réorienter les résultats au profit du genre humain. Vous l'êtes déjà sans doute, mais devenez de plus belle de grandes économistes, de passionnantes femmes d'affaires, d'éminentes juristes, des avocates de haut vol, des cinéastes inspirées, d'incontournables penseuses, et nul ne vous dictera jamais plus sa loi.

Adhérez en masse aux organisations de la société civile pour en comprendre les mécanismes de fonctionnement ; tournez-vous vers les confessions religieuses pour en sublimer les anachronismes ; appropriez-vous l'humanitaire en sillonnant les orphelinats, les maisons d'arrêt, les centres de détention, les centres d'accueil pour réfugiés, déplacés de guerre et des catastrophes naturelles. Faites-le, sans oublier de tenir votre place de mère au sens noble du terme. Femmes, engagez-vous en gardant les pieds sur terre.

Gankama N'Siah

CONGO

Antoinette Sassou N'Guesso : « La gestion de la cité n'est pas qu'une affaire d'homme »

Femme de tête et de cœur engagée dans le domaine social, la première des congolaises, Antoinette Sassou N'Guesso, a répondu aux questions des *Dépêches de Brazzaville* à la veille du Forum Mondial des femmes francophones. L'occasion de passer en revue le bilan des actions menées avec sa fondation Congo Assistance et la situation des femmes et des jeunes filles congolaises.

Par Rose-Marie Bouboutou et Yvette Reine Nzaba

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes très engagée au travers de votre fondation dans la lutte contre le VIH-sida, la drépanocytose, le paludisme et le cancer. Quels progrès avez-vous pu observer dans ces différents domaines ?

Antoinette Sassou-N'Guesso : Prenons les pathologies une à une et observons, depuis que ma Fondation s'est engagée dans ces combats, le chemin que nous avons parcouru. Le VIH et le sida ont bénéficié d'une mobilisation planétaire, vu les périls que l'humanité courait à travers la propagation de cette pandémie. Très tôt au Congo, les pouvoirs publics n'ont pas caché la réalité de cette maladie. Pour ma fondation, le repère historique reste l'année 2000 où nous avons effectivement inscrit la lutte contre le VIH et le sida dans nos actions. Je pense avoir été l'une des premières dames africaines à introduire, dans le programme de lutte contre la transmission du virus de la mère à l'enfant pendant l'accouchement, une réponse pratique. En effet, avec l'appui d'une amie française aujourd'hui disparue, nous avons pu obtenir en 2001 auprès des laboratoires Boehringer Ingelheim, et ce pendant cinq ans, la mise à disposition gratuite d'une molécule, la Viramune. Des vies d'enfants, qui n'avaient pas demandé à naître mais qui risquaient d'arriver sur terre avec une maladie incurable, ont été de ce fait sauvées. Aujourd'hui, dans le cadre de l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le VIH-sida, nous continuons à nous battre pour qu'à l'horizon 2020 au plus tard nous arrivions à zéro transmission du VIH de la mère à l'enfant. Concernant la drépanocytose, je pense que l'aboutissement partiel de ce combat est la construction à Brazzaville du plus grand centre de prise en charge en Afrique. Le combat que nous avons mené, Madame Wade et moi avec l'appui inestimable de l'Organisation internationale de lutte contre la drépanocytose, a été consacré par le vote de la résolution A/63/237 de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution faisait de cette maladie une priorité de santé publique et déclarait le 19 juin de chaque année Journée internationale de sensibilisation à la maladie. Enfin, nous venons d'ajouter une nouvelle pathologie dans le périmètre de nos interventions, il s'agit du cancer du col de l'utérus. Là aussi, la fondation essaie d'apporter des réponses concrètes. Nous sommes en train de finaliser avec nos partenaires allemands le projet de la clinique du cancer de Brazzaville qui verra ses travaux commencer très prochainement. À l'occasion du 8-Mars de cette année, nous allons financer la première campagne de vaccination contre le cancer du col de l'utérus des jeunes filles de huit à onze ans dans le département de la Lékoumou.

La santé de la mère et de l'enfant s'inscrit dans vos priorités. La gratuité de la



Les femmes ont le mérite d'avoir pour elles le sens pratique, et je crois que celles qui se lancent dans des activités commerciales ont fait la preuve de leur savoir-faire. Regardez dans nos marchés : qui majoritairement tient le commerce de détail ? La promotion de l'entrepreneuriat féminin contribuera à leur donner des outils modernes de gestion et à canaliser leurs efforts vers des secteurs porteurs et rentables. C'est en cela que j'encourage cette initiative.

Vous avez présidé la Mission de paix des premières dames (Mipreda) il y a quelques années et vous continuez à diriger cette mission au niveau national. Où en est aujourd'hui

prise en charge des césariennes est-elle aujourd'hui effective dans tout le pays ? Est-ce que l'on a déjà pu mesurer les effets positifs de cette mesure ?

Cela a été une décision du gouvernement, et je pense qu'au niveau du ministère de la Santé une évaluation doit être en cours. Nous jouerons notre rôle de veille, et à l'occasion nous rappellerons au gouvernement ses engagements si jamais des correctifs devaient être apportés.

La ministre Yamina Benguigui a proposé deux mesures en faveur de l'éducation des jeunes filles : la scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans et la création d'un fonds pour l'éducation. Soutenez-vous ces deux initiatives ?

Absolument. J'en ai d'ailleurs discuté avec elle, et je pense que notre soutien lui sera toujours acquis dans la mise en œuvre de ces initiatives.

Au Congo, nous avons des problèmes de grossesses précoces. Pensez-vous que ces deux mesures peuvent être une solution ?

C'est d'abord et avant tout un problème d'éducation dans la cellule de base qu'est la famille. Si les parents démissionnent face à leurs obligations, de tels drames se produiront inéluctablement. L'école prendra certes toute sa place, mais les jeunes filles doivent être encadrées par la famille. L'école est un complément pour elles dans la mesure où elle leur donne l'instruction et la connaissance que les parents n'ont peut-être pas. Ce sont donc des démarches complémentaires qui pourront s'appuyer l'une sur l'autre.

Vous avez été à l'initiative d'une rencontre des femmes entrepreneures de la diaspora à l'ambassade du Congo à Paris. En quoi ce sujet de l'entrepreneuriat féminin vous tient-il à cœur ?

cette organisation ? Comptez-vous vous investir pour la réconciliation en Centrafrique ?

La Mipreda, qui est aujourd'hui présidée par Mme Patience Goodluck du Nigeria, continue son petit bonhomme de chemin. Nous sommes en train de la doter d'un siège à Abuja. Ensuite, il faudra nommer un secrétaire exécutif pour dynamiser son fonctionnement. À ce jour, des missions ont été envoyées dans les zones de conflit, que ce soit au Mali ou au Soudan du Sud. Nous sommes en train de préparer avec mes sœurs une initiative pour la RCA, et en temps opportun nous la ferons connaître.

Est-ce de ce souci de réconciliation que vient votre implication très forte dans la municipalisation accélérée ?

Peut-être, mais vous devez savoir que je ne me suis pas autoproclamée marraine des municipalisations. Les ressortissants des départements concernés sont tour à tour venus me consulter pour que je puisse les aider dans cette œuvre de construction nationale. La noblesse de la mission ne pouvait me laisser indifférente. Si mon discours et mes actions, dans le cadre de la réconciliation des filles et fils du Congo, ont trouvé un écho auprès des populations, je ne peux que m'en réjouir et m'engager à faire mieux et plus.

Vous étiez présente lors de la création de l'organisation des femmes du PCT, et l'Association Maman Antoinette Sassou a appelé largement les femmes à participer au recensement administratif spécial. À quelques mois des élections municipales, comment encourager les Congolaises à s'investir davantage dans la vie de la cité ?

Il ne faut pas que les femmes puissent penser que la gestion de la cité n'est qu'une affaire d'hommes. Si elles ne veulent pas qu'on décide à leur place, elles doivent s'impliquer dans la vie du pays. C'est donc pour cela que les organisations de mobilisation politique qui se réclament de moi ont lancé cet appel. Je ne peux que les appuyer à continuer ce travail de mobilisation.



Communiqué de presse

8 Mars, Journée internationale de la Femme :

ECAir rend hommage à des figures féminines africaines du passé et du présent.

Exposition "Héroïnes et Femmes africaines d'exception",

du 8 au 31 mars, aéroport Maya-Maya (Brazzaville)



Equatorial Congo Airlines, la compagnie aérienne nationale du Congo, organise pour la première fois, à Brazzaville, une exposition photo dédiée aux femmes africaines d'exception qui se sont illustrées dans divers domaines. A travers cette exposition, ECAir souhaite mettre la lumière sur ces héroïnes et reines célèbres qui ont marqué l'histoire du continent et contribué à son rayonnement à l'international. Par cette rétrospective, ECAir entend sensibiliser la jeunesse africaine, sur le rôle majeur qu'ont joué les femmes dans le développement du continent.

L'exposition photo sera accessible, pendant le mois de mars, à tous les passagers qui transiteront par l'aéroport de Brazzaville dont le second terminal vient d'être mis en service.

Une entreprise engagée dans l'éducation et la formation des jeunes congolaises

ECAir est née de la volonté de l'Etat Congolais de créer une compagnie aérienne de classe internationale, leader en Afrique centrale, qui offrirait le meilleur réseau dans la sous-région, une qualité de service de très haut niveau, tout en faisant de l'aéroport de Maya-Maya un hub.

La compagnie dirigée par Fatima Beyina-Moussa, se distingue par son engagement dans la formation des jeunes et encourage les femmes congolaises à s'orienter vers les métiers de l'aviation.



Le vernissage de l'exposition-photo aura lieu le 8 Mars 2014 à Brazzaville, à partir de 13h30, dans le nouveau module de l'aéroport Maya-Maya, en présence de Sylvia Serbin, auteur de "Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire."

Contact Presse :

Samuella Madzengue

Assistance Marketing Événementiel et Relations Publiques

00242 06 518 20 10

samuella.madzengue@flyecair.com



Entretien avec la première dame du Niger, Madame le docteur Lalla Malika Issoufou Mahamadou, présidente de la Fondation Tattali-Iyali



Vous êtes à la tête de la Fondation Tattali-Iyali. Quelles sont les actions développées par votre Fondation ?

La Fondation Tattali-Iyali s’investit depuis sa création dans la recherche du bien-être des populations nigériennes, en particulier des femmes et des enfants, à travers des actions concrètes. Ces actions ont porté, entre autres, sur l’appui au développement d’activités génératrices de revenus pour les femmes et la promotion de la santé maternelle et infantile à travers des appuis aux services de santé en produits et équipements pour sécuriser les accouchements. La Fondation Tattali-Iyali

dation Lalla Salma du Maroc. Tout récemment encore, en novembre 2013, à travers un partenariat avec le ministère de la Santé et l’Institut de lutte contre les faux médicaments, la Fondation Tattali-Iyali a organisé une conférence internationale sur le thème de la lutte contre la contrefaçon de médicaments et la lutte contre les faux médicaments. Cette conférence, qui a vu la participation de nombreuses premières dames d’Afrique et de nombreux spécialistes et experts dans le domaine, a constitué une tribune pour un plaidoyer fort et de haut niveau auprès des plus hautes autorités de nos pays respectifs afin de déclencher un signal fort dans la lutte contre la contrefaçon et la vente illicite de médicaments. Ces efforts ont permis au Niger d’être désigné pour abriter en 2015 le sommet mondial des leaders contre le cancer. La fondation est engagée dans de nombreuses autres activités dans le domaine de la scolarisation de la jeune fille, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, la promotion de la paix et de la mode à travers un soutien à l’organisation du Festival international de la mode africaine.

Vous êtes médecin, et vous avez choisi, entre autres, de vous occuper des fistules. Pourquoi cet intérêt ?

Par ma formation et ma vie de médecin, j’ai conscience du fardeau que portent les femmes fistuleuses. Ces femmes sont rejetées par leur mari, abandonnées par les leurs, humiliées et exclues de la société.

Elles endurent des souffrances psychologiques atroces. Il s’agit pour moi d’œuvrer pour que ces femmes soient prises en charge, qu’elles soient entourées de tous les appuis psychologiques et sociaux, qu’elles retrouvent leur dignité et qu’elles puissent avoir une vie saine comme toutes les autres femmes. Elles ne méritent pas la stigmatisation dont elles sont victimes, et leurs droits à la santé et à un traitement social décent doivent être garantis.

Comment lutter contre les inégalités et les iniquités de santé en Afrique, et que peut faire la Francophonie pour leur réduction ?

Vous savez, les inégalités et les iniquités dans le domaine de l’accès à la santé d’une matière générale sont l’œuvre des sociétés. Elles sont construites et entretenues au fil des générations. Mais elles peuvent être combattues et éliminées dans les sociétés africaines. Déjà les textes de loi en matière d’accès à la santé doivent être sans discrimination et permettre un accès à toutes et à tous. Les femmes doivent être ensuite sensibilisées à leurs droits en matière de santé et dans toutes les actions de la vie sur le plan politique et économique. Je pense que l’une des voies par lesquelles nous pouvons lutter efficacement et durablement contre ces inégalités et les iniquités est la scolarisation. Il faut permettre à tous les enfants d’accéder à l’école et au savoir et disposer de compétences en vue de s’insérer dans la vie socio-professionnelle. La Francophonie est un instrument de promotion de

valeurs à travers la langue française. Et les valeurs de justice, de droit et d’équité sont inscrites dans l’esprit de la Francophonie. Elle peut donc servir de levier pour véhiculer des valeurs et imprimer de nouveaux esprits à tous les niveaux pour que la lutte contre les inégalités et les iniquités de santé en Afrique soit inscrite dans la culture, les esprits et toutes les actions de développement.

Peut-on défendre l’idée d’une couverture maladie universelle dans les pays francophones ?

Vous savez, l’espoir est permis si la volonté existe. Pourquoi pas ? Tout est question d’accords et de principes, et il suffit que les pays francophones s’en convainquent et s’engagent fermement à travers la création de cadres d’intégration et de partenariats synergiques.

Comment promouvoir la santé à l’échelle régionale et non plus nationale, notamment celle de la femme et de la jeune fille ?

La promotion de la santé au niveau régional est accessible, car tous les textes, cadres et conventions d’intégration pour la promotion et la protection de la femme existent. Il reste un travail important d’engagement et de bonne volonté de nos États, en prenant bien sûr en compte les spécificités de chaque pays. Les espaces régionaux et sous-régionaux peuvent servir d’outils de définition et de mise en œuvre des programmes conjoints de promotion de la santé en faveur de la femme et de la jeune fille.

Propos recueillis par N.N.

<p>LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l’Agence d’Information d’Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.fr</p> <p>DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo</p> <p>Comité de direction : Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiako, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.</p> <p>RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout Secrétaire des rédactions adjoint : Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiako, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi</p> <p>Rédaction de Brazzaville Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé Service International : Nestor N’Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Angang</p>	<p>Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire) Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys</p> <p>Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta</p> <p>Rédaction de Pointe-Noire Rédacteur en chef : Faustini Akono Journalistes : Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumant - Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. : (+242) 06 963 31 34</p> <p>Rédaction de Kinshasa Directeur de l’Agence : Ange Pongault Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali Politique : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa Société : Lucien Dianzenza Sports : Martin Enyimo Service commercial : Adrienne Londole Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC Tél. : (+243) 015 166 200</p> <p>Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama</p> <p>Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service), Cyriaque Brice Zoba,</p>	<p>Mesmin Bousa, Stanislus Okassou</p> <p>INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou Directrice du Développement : Carole Moine</p> <p>Rédaction de Paris : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma Comptabilité : Marie Mendy</p> <p>ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Chef de service : Abira Kiboi Suivi des fournisseurs : Farel Mboko Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Martial Mombongo Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba</p> <p>PUBLICITÉ Directeur : Charles Zodiako Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto</p> <p>DIFFUSION Directeur : Philippe Garcia Assistante de direction : Sylvia Addhas Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Nance Tsébé, Irin Maouakani Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundembé Ngono</p> <p>INFORMATIQUE Directeur : Gérard Ebami-Sala</p>	<p>Narcisse Ofolou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé</p> <p>IMPRIMERIE Directeur : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Chef d’atelier : François Diatoulou Mayola Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)</p> <p>LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Eyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo Tél. : (+242) 06 930 82 17</p> <p>GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Héléne Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba</p> <p>LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS Directrice : Bénédicte de Capèle Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma, Pauline Petches Assistante : Laura Ikambi Adresse : 23, rue Vaneau - 75007 Paris - France Tél. : (+33) 1 40 62 72 80 www.lagalericcongo.com</p> <p>ADIAC AGENCE D’INFORMATION D’AFRIQUE CENTRALE www.lesdepêchesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou- N’Guesso, immeuble Les Manguiers</p>	<p>(Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél. : (+242) 05 532.01.09</p> <p>Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault Bureau de Paris (France) Adresse : 38 rue Vaneau - 75007 Paris Tél. : (+33) 1 45 51 09 80</p> <p>Numéro spécial réalisé par le bureau de Paris des Dépêches de Brazzaville Adresse : 38 rue Vaneau - 75007 Paris Tél. : (+33) 1 45 51 09 80 www.lesdepêchesdebrazzaville.fr - www.adiac-congo.com</p> <p>Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Directeur des rédactions : Emile Gankama Directrice internationale : Bénédicte de Capèle Rédactrice en chef déléguée : Rose-Marie Bouboutou</p> <p>Ont participé à ce numéro : Rosalie Bindika, Morgane de Capèle, Lucien Dianzenza, Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Florence Gabay, Guy-Gervais Kitina, Grâce Loubassou, Nancy-France Loutoumba, Boniface Mongo Mboussa, Mfumu, Lucien Mpama, Armelle Myab, Noël Ndong, Patrick Ndungidi, Hermione-Désirée Goma, Marie Alfred Ngoma, Roger Ngombe, Thierry Nougou, Yvette Nzaba, Aline Nzuzi, Gypsie Oïssa-Tambwe, Bruno Okokana</p> <p>Secrétariat de rédaction : Georges Quesne</p> <p>Coordination : Carole Moine</p> <p>Maquette : Olivier Nkossi Dayoni</p>
--	---	---	--	--

Les enjeux du sommet, la Francophonie, la place des femmes dans l’avenir de l’Afrique

Yamina Benguigui : «L’Afrique porte en elle le pouls de la Francophonie»

Pourquoi la tenue de ce Forum des femmes à Kinshasa ?

Dès ma prise de fonction, j’ai fait le constat que les droits des femmes francophones régressaient et que dans tous les conflits, leur intégrité et leur dignité étaient menacées. J’ai constaté que dans certains pays de l’espace francophone, des femmes sont en perte de droit ; d’autres sont utilisées comme armes de guerre dans les conflits armés ; pour d’autres encore, l’accès à l’éducation est interdit ; d’autres, enfin, ne bénéficient pas des droits à la santé et à l’égalité. Ce forum est né d’une indignation. Les acquis des femmes ne seront jamais des acquis. Il ne peut pas y avoir de démocratie, de développement et de paix sans l’action et la participation des femmes à tous les niveaux, car le statut des femmes est le baromètre implacable de l’avancée démocratique des sociétés. J’ai annoncé le 13 octobre 2012 à Kinshasa pendant le sommet de la Francophonie la création du premier forum mondial des femmes francophones, qui a accueilli en mars 2013 plus de 700 femmes des 77 pays de l’espace francophone. Les travaux de ce forum ont posé la nécessité de porter les fondations d’un nouveau statut des femmes francophones : leur appel a été remis au président François Hollande, et je me suis engagée à porter le droit des femmes francophones comme une priorité de mon ministère en mettant en place plusieurs actions. J’ai demandé à l’OIF, au nom de ces femmes francophones, la mise en place d’un réseau francophone égalité femme-homme. En septembre 2013, en marge de l’Assemblée générale des Nations unies, j’ai réuni un groupe d’experts de haut niveau pour définir les bases du prochain forum mondial des femmes francophones. Depuis le 11 octobre 2013, j’ai obtenu

le site internet «*Terriennes*» de TV5-Monde soit désormais dédié au forum mondial des femmes francophones. Le 25 octobre 2013, le secrétaire général de l’OIF a lancé, en ma présence, le réseau francophone égalité femme-homme. Le 8 novembre, cette mobilisation extraordinaire a conduit le Sénégal à placer le quinzisième sommet sous le thème de «*Femmes et jeunes : vecteurs de paix, acteurs de développement*». J’ai demandé qu’une déclaration solennelle et spécifique sur le droit des femmes soit élaborée et annexée aux conclusions du sommet de Dakar. La République démocratique du Congo, qui assure jusqu’en novembre 2014 la présidence de la Francophonie, a souhaité avec enthousiasme accueillir le deuxième forum des femmes francophones à Kinshasa les 3 et 4 mars 2014. Il réunira plus d’un millier de femmes francophones. Les conclusions de ce forum seront leur contribution directe à la préparation de la déclaration du prochain Sommet.

Le rayonnement de la Francophonie se fait essentiellement au travers de l’Afrique, pourquoi ? Est-ce que l’on communique suffisamment sur la francophonie en France ?

La francophonie aujourd’hui, ce sont 220 millions de locuteurs dans le monde. En 2050, ils seront 800 millions, dont 80% en Afrique. Le défi qui nous est lancé est de redresser la qualité de l’enseignement du français qui s’est affaïssé depuis une dizaine d’années. Il est impératif de renouveler le corps enseignant, de former des formateurs et de tout mettre en œuvre pour que la jeunesse africaine maîtrise une langue qui est aujourd’hui et sera demain la langue du travail. J’ai décidé de lancer



F. BIR

le 20 mars le programme «*100 000 professeurs de français pour l’Afrique*». La République du Congo, où l’année 2014 est consacrée à l’éducation, sera le premier de tous les pays concernés. L’Afrique porte en elle le pouls de la francophonie, l’enseignement doit couler dans ses artères. En France, mon programme «*Le français, langue du travail*» aura les mêmes objectifs, car beaucoup de Français sont éloignés du monde du travail par un manque de maîtrise de la langue. C’est une première. La langue française est la langue du travail dans tout l’espace francophone. La maîtrise à l’écrit comme à l’oral est un enjeu fondamental dans un monde numérisé où l’écrit devient le principal vecteur d’échange et de dialogue.

L’OIF renouvelle bientôt son secrétaire général. Encouragez-vous une candidature féminine, et qu’est-ce qu’une

telle candidature pourrait apporter ?

Le président Abdou Diouf a donné depuis plus de dix ans à la Francophonie un rayonnement incontestable, aussi bien culturel que politique. Sous sa présidence, l’organisation a œuvré aux sorties de crise dans les pays francophones, à la préparation des élections... Je ne le remercierai jamais assez de m’avoir soutenue dans mon combat pour les femmes francophones et d’avoir été aussi réactif en lançant le réseau francophone égalité femme-homme. Il a fait sien le combat pour le droit des femmes. Pour une femme engagée depuis plus de vingt-cinq ans dans le droit des femmes et leur place dans les sociétés, ce serait de bon augure. Mais peu importe qu’il s’agisse d’une femme

ou d’un homme. L’important, c’est sa capacité à partager et porter les valeurs de l’OIF.

Est-ce que l’élection de Catherine Samba-Panza peut être un signal fort ?

Après la Gabonaise Rose-Francine Rogombé, qui avait assuré l’intérim constitutionnel de la présidence au décès du président Bongo, Mme Samba-Panza est la première femme élue à la présidence d’une République d’Afrique francophone. Son élection est un signe fort pour son peuple. Elle est déterminée et veut mener à bien la réconciliation et l’apaisement en Centrafrique face à des défis gigantesques.

Dans une récente interview, vous avez dénoncé le «plafond de verre» dont vous êtes victime alors que vous êtes ministre de la République de la France. Comment la France peut-elle se placer en exemple vis-à-vis

de l’Afrique ?

Si vous faites allusion à mon film *Le Plafond de verre*, qui exprime la discrimination au niveau de l’accès à l’emploi qui touche en particulier les Français bac +5 issus de l’immigration, qui, à diplôme et compétence égaux, n’ont pas de réponses à l’envoi de leurs CV, ni d’embauche, il est indéniable que ce «*plafond de verre*» qui brime leur accès au monde du travail est un apartheid invisible lié aux préjugés issus du colonialisme. Dans son projet pour la France, François Hollande fait référence aux valeurs du socle républicain pour l’édification d’une France multiculturelle, multiraciale. Aujourd’hui, le racisme, qui se nourrit de la haine de l’autre, nous concerne tous : en France, en Europe, en Afrique, dans le monde. Et comme le dit Einstein : «*Il est plus facile de désagréger un atome que de bousculer un préjugé.*»

Propos recueillis par R.M.-B. et Florence Gabay

Yamina Benguigui ministre déléguée, chargée des Français de l’étranger et de la Francophonie du gouvernement Jean-Marc Ayrault. Après avoir reçu de nombreux prix pour son engagement cinématographique en tant que réalisatrice, la cinéaste décide d’agir en politique sur les mêmes problématiques.

1984-2014

Fondation Congo Assistance, trente ans au service des plus démunis

La Fondation Congo Assistance fête cette année ses trente ans. Créée en 1984, l’association, que préside la première dame du Congo, s’est fixé pour objectif de promouvoir l’action sociale au Congo dans les domaines de la santé, de la nutrition, du développement, de l’éducation, de la formation professionnelle, et de l’assistance aux personnes âgées. Trente années de travail au service des plus démunis sur lesquelles revient sa présidente, Antoinette Sassou-N’Guesso

leur offrir un cadre de fin de vie décente qui corresponde à leur âge, des lieux d’accueil qui peuvent accueillir également des retraités qui n’ont plus de repères.

Apporter des réponses

D’une manière générale, la fondation prend en considération tous les problèmes. Des personnes désemparées viennent vers nous pour solliciter un appui dans tous les domaines : social, santé, éducation, quelquefois pour soulever les problèmes de leur propre vie. Nous essayons dans la mesure du possible d’apporter des réponses à toutes ces questions. En trente ans, notre mission a ainsi beaucoup évolué. Bien sûr, nous avons rencontré des obstacles. La fondation n’est pas prise en compte par l’État, elle repose sur le bénévolat et, comme

toutes les ONG, nous devons trouver des moyens et des hommes de bonne volonté aussi bien au Congo qu’à travers le monde. En France, j’ai mené des plaidoyers. Nous avons organisé des soirées caritatives qui ont rassemblé des fonds pour le sida, pour la drépanocytose. Les moyens pour répondre à ces problèmes ne sont malheureusement pas toujours au rendez-vous.

Premières dames d’Afrique, premières dames du monde

Toutes les premières dames d’Afrique travaillent pour aider leur pays. Elles travaillent énormément. Chacune a un but à atteindre, un appui à apporter dans le domaine social, dans le domaine de la santé en particulier. Leur avis compte. Elles apportent une réponse et font avancer les choses : quand

les premières dames sont sur un sujet, elles emportent souvent l’adhésion. Au-delà, de nombreuses anciennes premières dames dans le monde – je pense à Mme Bush, à Mme Blair – ont une association et se sont regroupées pour parler de leurs expériences et nous aider à rencontrer les hommes d’affaires et les associations qui ont des moyens pour financer des projets en Afrique. Cette rencontre a lieu tous les deux ans à New York. À Paris, j’ai beaucoup travaillé avec Mme Mitterrand qui nous a aidés dans le cadre de la lutte contre le sida, de l’apport au monde rural, ainsi que dans l’installation d’une banque du sang avec son association France Liberté ; avec Mme Sarkozy, sur le problème de la jeune fille-mère ; avec Mme Chirac, qui nous a présenté l’opération Pièces jaunes. Ce sont des expériences très intéressantes dont on peut s’inspirer.

Femme et éducation

Accès et maintien des filles à l'école, de l'école au marché du travail, éducation et développement durable

UNESCO

Irina Bokova : «L'Afrique a besoin de former une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens»

Le deuxième forum des femmes francophones consacré aux «*Femmes actrices du développement*» est l'occasion de rappeler le rôle fondamental des femmes dans le développement et la paix, et la nécessité de soutenir davantage les femmes comme force motrice du changement.

Les filles et les femmes doivent avoir les moyens de jouer pleinement leur rôle dans la société, et le moyen d'y parvenir, c'est par l'éducation et la formation. Investir dans l'éducation des filles, c'est investir dans le développement durable de toute la société, car l'éducation des filles est synonyme de lutte contre le chômage, de santé maternelle et infantile, d'inclusion, d'estime de soi, de réduction de la pauvreté, comme le démontrent l'une après l'autre les études internationales.

Au moins 57 millions d'enfants restent non scolarisés dans le monde, dont la moitié vit en Afrique subsaharienne, et les filles sont particulièrement touchées, surtout dans l'enseignement secondaire et supérieur. Pour lutter contre ce fléau, l'Unesco a lancé en 2011 le Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, en mettant l'accent sur deux aspects qui posent le plus problème : l'enseignement secondaire et l'alphabétisation.

Plusieurs centaines de projets sont en cours à travers tout le continent, avec les gouvernements, avec des partenaires privés, pour la formation des enseignants, la protection des écoles, l'utilisation des nouvelles technologies. Nous nous appuyons également sur l'action du Centre international pour l'éducation des

filles et des femmes à Ouagadougou sous l'égide de l'Unesco et du Centre de recherche et de documentation sur les femmes basé à Kinshasa. Pour réussir, nous avons besoin du concours de tous les gouvernements et des acteurs de la société civile.

Les sciences et l'éducation des filles représentent à cet égard deux enjeux vitaux et profondément liés pour l'Afrique, car le continent a besoin de former plusieurs millions d'ingénieurs et de techniciens pour soutenir le développement de ses économies, certaines parmi les plus dynamiques de la planète, et pour tirer des bénéfices durables de ses ressources naturelles. Or le moyen de faire émerger cette nouvelle génération, c'est justement de s'orienter massivement vers les filles qui représentent un immense gisement de talents potentiels. L'éducation des filles est donc à la fois une question de justice et de droits humains, mais aussi dans l'intérêt bien compris d'une politique de développement efficace.

L'Unesco a lancé plusieurs programmes spécifiques pour l'éducation scientifique en Afrique, par la formation des professeurs, le soutien aux femmes enseignantes, la distribution de kits «*microsciences*» pour développer l'enseignement des sciences. Avec le programme Unesco-L'Oréal pour les femmes et la science, qui récompense chaque année les femmes scientifiques les plus talentueuses et distribue des bourses d'études, nous voulons aussi défaire les stéréotypes sexistes et prouver que les filles peuvent réussir dans les filières scientifiques et incarner l'excellence

mondiale. Je pense à Zohra Ben Lakhdar (Tunisie, 2005), Habiba Bouhamed Chaabouni (Tunisie, 2006), Ameenah Gurib-Fakim (Maurice, 2007), Rashika el-Ridi (Égypte, 2010), parmi les lauréates.

Les femmes sont trop souvent présentées comme des victimes – de la pauvreté, de la violence, des conflits. Cette vision misérabiliste ne correspond pas à la réalité, et nous devons changer le regard sur les femmes pour donner à celles qui le veulent la confiance de s'engager. La première étape consiste à mieux faire connaître les modèles positifs d'accès sur internet qui mettent en lumière le destin de femmes exceptionnelles, comme la reine Njinga Mbande ; ou Yennega, la mère fondatrice au Burkina-Faso ; Gisèle Rabesahala à Madagascar, militante pour la démocratie au XXe siècle ; les amazones du Danxomé au Bénin ; la mulâtresse Solitude, résistante contre l'esclavage.

Dans le même esprit, nous avons lancé à l'Unesco le dictionnaire des femmes créatrices, qui présente l'incroyable diversité des figures de femmes, artistes, responsables politiques, entrepreneures qui ont contribué et contribuent au développement mondial. Parmi elles, de nombreuses femmes africaines, comme Wangari Maathai, sont des modèles positifs pour l'Afrique et pour le monde. Ellen Johnson-Sirleaf, Leymah Gbowee et Tawakkul Karman, qui ont remporté le prix Nobel de la paix 2011, sont d'autres exemples. Comme elles, ce sont des mil-



© IR

lions de femmes anonymes qui contribuent chaque jour à améliorer le quotidien de leurs familles, et le quotidien de l'Afrique et du monde. L'éducation, les femmes et la science sont les fondements d'une stratégie efficace pour le développement humain. Ce forum des femmes francophones doit être le moyen de porter ce message, et d'en faire une réalité pour tous.

Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco

Née le 12 juillet 1952 à Sofia (Bulgarie), Irina Bokova, est Directrice générale de l'UNESCO depuis le 15 novembre 2009. Mme Bokova a été réélue en octobre 2013 pour un deuxième période. Diplomate de carrière, elle est la 1e femme élue à la tête de cette organisation.

FORUM MONDIAL DES FEMMES FRANCOPHONES

Yamina Benguigui propose la création d'un fonds mondial pour la scolarisation des filles

La ministre française de la Francophonie, Yamina Benguigui, a annoncé le 10 février, à Paris, qu'elle proposerait la création d'un fonds mondial pour la scolarisation des filles au cours du Forum mondial des femmes francophones à Kinshasa les 3 et 4 mars

Cette proposition, a-t-elle dit, est justifiée par le fait que ces assises donneront la priorité, entre autres, à la scolarisation des filles jusqu'à seize ans pour faire progresser la démocratie et lutter contre les mutilations sexuelles. En plus, ce projet sera l'une des contributions des femmes de l'espace francophone au quinzième sommet de la Francophonie, qui se tiendra à Dakar (Sénégal) en novembre sur le thème «*Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs du développement*», et qui sera le dernier présidé par le secrétaire général, Abdou Diouf.

La question de la scolarisation des filles, qui est le premier des droits, sera au centre des réflexions autour de trois grands thèmes : «*Femmes et éducation*», «*Femmes et pouvoirs*», «*Femmes, paix et démocratie*». Yamina Benguigui a souligné que seule «*l'action conjuguée de l'école et de la loi* [permettait] de faire avancer les droits des femmes», citant en exemple la Tunisie, premier des pays arabes à avoir fixé dans sa constitution l'égalité homme-femme. Dénonçant les torts séculaires causés aux femmes par l'absence



© DES S

des filles à l'école, la représentante française à l'Organisation internationale de la Francophonie a assuré qu'une fille scolarisée jusqu'à seize ans ne perpétuera pas la chaîne des mutilations sexuelles, des excisions, des mariages forcés à onze ans... autant de comportements qui perdurent dans 18 pays sur 77.

Aider et convaincre les parents

Citant les progrès réalisés au Ghana, où 16% des adolescentes sont encore excisées contre 60% des femmes de plus de quarante ans, Yamina Benguigui a expliqué que rien ne pouvait être fait sans la participation des femmes à tous les niveaux, réfutant toute tentative d'ingérence dans les pays concernés. Le fonds mondial qui sera créé visera à sécuriser l'accès des filles à l'école, aider et convaincre leurs parents, former des enseignants, construire des écoles, des collèges, des centres de formation et fournir des équipements.

Roger Ngombé

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Francine Ntoumi, présidente de la Fondation congolaise pour la recherche médicale : « Peut-on parler de la recherche au féminin ? »

Femme de caractère à la tête de la FCRM depuis cinq ans, Francine Ntoumi nous livre sa vision de la recherche médicale en Afrique et au Congo en particulier. Un tour d'horizon avec la place de la femme en filigrane

Quel est l'état de la recherche en général et de la recherche biomédicale en particulier en Afrique ?

Francine Ntoumi : Le dynamisme de la recherche est évalué par des indicateurs tels que les publications et les brevets. En ce qui concerne la recherche biomédicale, qui est mon domaine, le continent africain porte le plus lourd fardeau de la maladie dans le monde, mais c'est aussi le continent qui investit le moins dans la recherche, le développement et l'innovation. Un certain nombre d'initiatives internationales, régionales, panafricaines (par exemple le plan d'action d'Accra, la déclaration d'Abuja de 2001) ont souligné la nécessité d'investir dans la recherche sur les maladies qui prédominent dans nos pays. Mais très peu de pays investissent ne fut-ce que 1% de leur PIB. La recherche actuelle vit donc essentiellement de subventions allouées par des organismes en dehors du continent. Même si des progrès notables sont observés (en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya) tirant le train de la recherche biomédicale, l'Afrique subsaharienne publie moins de 10% de l'ensemble des publications mondiales, l'Afrique centrale est la moins dynamique des quatre régions et la République du Congo est encore à la traîne.

Au-delà des investissements sous-dimensionnés, quels sont les points critiques freinant la recherche ?

F.N. : La masse critique de personnel qualifié capable de servir valablement les besoins de la recherche n'existe pas. Ce qui signifie que les équipes de recherche

sont généralement bancales. Le personnel comme les techniciens supérieurs sont essentiels dans un laboratoire, mais cette profession n'est pas encouragée et, par exemple, la fonction d'ingénieur de recherche, qui est un niveau supérieur au technicien, mais en dessous du chercheur ayant un doctorat, n'existe pas au Congo. Il est nécessaire d'avoir ce personnel généralement très qualifié pour le travail de routine, mais aussi pour l'encadrement. À la FCRM, nous mettons un accent particulier sur la formation continue des techniciens de laboratoire.

Et qu'en est-il de la représentativité des femmes ?

F.N. : Depuis la grande manifestation pour le droit de vote des femmes le 21 juin 1908 à Londres, la place des femmes dans la société s'est améliorée et, bien entendu, ce changement est visible dans les universités où de plus en plus de jeunes filles sont inscrites. Malheureusement, comme dans bien des cas, très peu de femmes accèdent aux postes universitaires importants. En Afrique subsaharienne, et en République du Congo en particulier, aucune femme n'a encore accédé au rang de recteur ou même de vice-recteur, et le nombre de femmes professeurs titulaires reste très limité. Pourtant, il existe au Congo-Brazzaville un ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement. On peut donc raisonnablement penser qu'une stratégie existe pour que les femmes puis-



ou privés ?

F.N. : Elles sont fantomatiques... La Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM) est un exemple unique dans le pays, et probablement en Afrique centrale : fonctionnant avec des subventions publiques et privées, elle conduit des activités de recherche en lien direct avec la santé de la population congolaise et la formation des jeunes Congolais. De plus, elle fait la promotion de la recherche

par des actions de visibilité basées sur des résultats validés internationalement puisque les travaux qui y sont conduits sont publiés dans de grandes revues scientifiques. La FCRM est la seule institution dans le pays à avoir publié dans le journal américain Science.

Une femme congolaise a réussi là où aucun homme congolais n'était encore parvenu puisque je me suis vu remettre le Prix scientifique de l'Union africaine en 2012... Et pourtant, le pays s'est très peu approprié ces victoires. À croire que la science représente peu de choses pour notre pays.

Malgré tous ces faits d'armes, après plus de cinq années à la présidence de la FCRM, Congolaise de nationalité (malgré plus de quarante ans passés à l'étranger), je suis souvent considérée comme un ovni par mes collègues chercheurs congolais et peut-être par les femmes congolaises elles-mêmes. Pourquoi ? Je n'ose croire qu'il s'agisse d'une mise à l'écart sexiste...

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Solange Samba-Toyo, entre communication et pérennisation de l'identité africaine

Brazzaville en 2008.

«*Le premier Salon international de la formation professionnelle est parti d'un constat : du fait de faiblesses en termes de qualification des ressources humaines, les sociétés œuvrant dans des domaines de pointe comme les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les télécommunications, l'industrie minière et pétrolière, et même le secteur aéroportuaire, font souvent appel à des compétences étrangères pour occuper les postes de maîtrise ou de direction*», relève-t-elle. Avec mission, entre autres, de sensibiliser les décideurs et les pouvoirs publics par des conférences, tables rondes et ateliers sur la nécessité d'une mutualisation des efforts pour une adéquation de l'offre en matière de formation, ce salon met l'accent sur la situation de la jeune fille en dénonçant la prédisposition de la société et de nos gouvernants à orienter les filles vers des formations dites «*féminines*» qui les cantonnent souvent dans des rôles secondaires. Solange Samba-Toyo est également l'initiatrice du Festival du

pagne et du tissu africains, qui a connu sa première édition en 2009. Cette rencontre, véritable célébration des valeurs, à laquelle prennent part artistes et artisans africains, est née du souci et de l'engagement de cette journaliste à valoriser ces pagnes et tissus souvent appréciés pour leur originalité purement africaine. Le Festival du pagne et du tissu africains, a pour objectif la mise en valeur des spécificités culturelles du continent. Car, souligne-t-elle, «*nos tenues en pagne doivent être l'un des signes de notre identité culturelle. Nous devons en être fières. Et nous devons transmettre ce sentiment à nos jeunes filles pour une pérennisation de notre culture africaine.*»

Par ailleurs, Solange Samba-Toyo dirige le cabinet-conseil Africontact, créée pour palier le déficit communicationnel observé au niveau des entreprises privées et des structures gouvernementales. Cette agence apporte aux demandeurs de services, soutien et compétences pluridisciplinaires liés aux différents métiers de la communication. «*Avec une agence de*

Homme, femme... la distinction a-t-elle encore un sens ?

F.N. : Élevée dans une famille de six enfants, étant la seule fille et l'aînée face à un père exigeant, j'ai appris la compétition et surtout à ne jamais me sentir diminuée parce que j'étais une femme. Ma carrière n'a jamais été guidée par le genre et très peu par ma couleur. Bien au contraire, dans un monde où le politiquement correct veut qu'il y ait une représentativité féminine, une représentativité ethnique, etc., j'en ai souvent tiré des avantages, car très peu de femmes africaines exercent dans la recherche, particulièrement dans mon domaine, le paludisme.

L'émergence du pays en 2025 devra se faire avec tous et toutes et avec des femmes aux plus hauts niveaux universitaires et dans la recherche, mais cela suppose une remise en question immédiate de la place de la femme dans le système éducatif congolais.

Propos recueillis par R.-M. B. et Carole Moine

Professeur, Francine Ntoumi a fait un parcours sans faute (université Pierre-et-Marie-Curie, doctorat à l'institut Pasteur). Elle a par la suite sillonné l'Afrique en menant des recherches de fond. Détentrice d'un PhD, elle a publié plus de 50 articles dans des revues scientifiques du monde entier. En 2008, elle crée la Fondation congolaise pour la recherche médicale en vue de contribuer au renforcement des capacités de recherche en santé au Congo.

Guy-Gervais Kitina

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Hortense Kavungu-Kumbi : la couture est un métier qui nourrit son homme

Encadreuse de la jeunesse et responsable de l'atelier de couture Tensia installé au quartier Banunu, dans la commune de Matete, cette styliste conseille aux jeunes d'apprendre la coupe et couture et d'aimer ce métier



Les Dépêches de Brazzaville : Êtes-vous un styliste ou un modéliste ?
Hortense Kavungu-Kumbi : Je suis une styliste dans la haute couture parce que je crée des modèles et je les couds moi-même. Cela, à l'opposé de la modéliste qui conçoit des modèles qui sont confectionnés par d'autres personnes.

Cela fait combien de temps que vous êtes dans ce métier ?

J'ai mon propre atelier depuis seize ans déjà. Mais j'ai commencé à coudre alors

que j'étais élève au lycée technique professionnel Bomengo à N'Djili, où j'ai appris la coupe et couture. Déjà, à ce moment-là, j'étais capable de coudre des habits qui m'étaient confiés par mes clientes, à leur grande satisfaction.

Qu'est-ce qui vous a motivée pour suivre cette voie ?

Depuis ma plus tendre enfance, j'aime la couture et je me suis disposée à en faire mon gagne-pain. J'ai également été guidée par des aînées. C'est pour renvoyer l'ascenseur que j'ai décidé d'enca-

drer les jeunes.

Ya-t-il un secret que l'on doit connaître pour exercer ce métier ?

La couture est un métier qui nourrit son homme, je vais dire la femme pour ce qui est de mon cas. Le secret ? Il faut savoir créer. Mais il faut également avoir différentes sortes de machines en vue d'assurer son indépendance par rapport aux autres. Cela permet de ne pas avoir à tout moment recours aux autres et de gagner en temps. Il faut également avoir un comptoir fourni en articles de couture. Cela est également un atout important, car il permet de s'approvisionner sur place.

Quelles sont les conditions que les jeunes sont censés remplir pour espérer bénéficier de votre encadrement ?

Nous encadrons deux catégories de jeunes. La première est constituée de celles et ceux qui n'ont pas appris la couture à l'école. Alors que l'autre est composée de celles et ceux qui sortent des écoles de formation technique et professionnelle. À chaque catégorie, il y a des indications particulières parce que les uns ont déjà une base alors que pour les autres, on doit tout leur apprendre, même la façon de tenir les ciseaux ou de s'asseoir devant la machine. À ceux qui viennent des écoles de formation

en coupe et couture, nous apprenons ce qui n'avait pas été enseigné à l'école, notamment les motifs de coupe. Mais sur les conditions, nous exigeons un minimum de savoir et de savoir-être. Le savoir-faire, c'est nous qui le façonnons. **Comment alliez-vous vos responsabilités de mère de famille et celles de styliste ?**

Je m'arrange pour remplir mes devoirs de mère de famille le matin avant de sortir pour continuer et finir le soir, après

On ne peut se lancer dans un métier que selon ses capacités

mon « service ». Déjà, à partir de six heures, je m'attelle à mes activités domestiques. Je fais tout pour réaliser une bonne partie de mes tâches domestiques journalières. Je quitte la maison vers sept heures trente minutes pour rejoindre mon lieu de travail, mon atelier. Toutefois, il y a quelq'un qui s'occupe

des autres aspects pendant mon absence. À mon retour, le soir, vers dix-huit heures trente minutes, je me donne le temps de vérifier l'exécution des tâches que j'avais confiées à celles qui gardent la maison pendant mon absence.

Comment ressentez-vous la présence des hommes dans la couture ?

Je ne suis pas une féministe. Je trouve normal qu'un homme se lance dans la couture même quand il se spécialise dans les habits pour dames. Je ne m'en offusque nullement. Je me dis que l'on ne peut se lancer dans un métier que selon ses capacités. C'est dans cette optique que je conseille à mes élèves, ou apprenants, de se lancer soit dans la couture dame, soit encore dans la couture homme, selon leurs capacités. Personnellement, je suis plus à l'aise dans la couture dame, mais je conçois et couds également des habits, notamment des chemises pour hommes.

Avez-vous un conseil à donner à la jeunesse ?

Il faut disposer de temps pour apprendre ce métier et le maîtriser. Il faut l'aimer. Mais, il faut également l'exercer, beaucoup l'exercer pour en avoir la maîtrise.

Propos recueillis par **Lucien Dianzenza**

Sœur Marguerite : « L'avenir des femmes et des hommes doit commencer dans l'instruction primaire qui en est le fondement principal »

Les Dépêches de Brazzaville : Le fonds de dotation Sœur Marguerite œuvre pour intensifier l'enseignement primaire. Il met en avant des slogans comme « Instruire un enfant, c'est sauver un homme. Instruire la jeunesse, c'est sauver un peuple ». Avez-vous le sentiment que l'éducation en Afrique subsaharienne va dans ce sens depuis l'installation de l'École spéciale au Congo ?

Sœur Marguerite : Je suis arrivée au Congo à l'âge de 46 ans, à l'époque où Brazzaville comptait 300 000 habitants sur une population nationale de moins de 4 millions. Brazzaville était la capitale intellectuelle par excellence. Aujourd'hui, je suis triste, car on ne retrouve plus d'écoles de la trempe de l'École des cadres qui a formé l'élite africaine. Les jeunes ont perdu la soif d'apprendre et l'envie d'entretenir la structure mentale des anciens. Ils quittent la campagne pour venir grossir l'orphelinat mental dans les villes. Leurs distractions résident autour des films de violence, de la prostitution, de la dépravation des mœurs. De plus, l'enseignement est dévalorisé : les professeurs sont mal payés, les classes comptent une moyenne de cent élèves. Le résultat ? Les cours deviennent irréguliers. Les élèves qui réussissent dans ces conditions sont considérés comme des génies. Non, vue du Congo, l'éducation doit jouir d'une large campagne de sensibilisation.

Quelle est la place des femmes dans le système éducatif ?

Parler de l'éducation avec au centre les femmes, cela me réjouit ! Pour les femmes, beaucoup de travail a été fait et elles savent en profiter, car elles sont détentrices d'un besoin non exprimé, mais sous-entendu. Elles sont avides de savoir et sont très intelligentes. Elles veulent apprendre à lire pour le bien de leur famille et faciliter le quotidien. N'ayez jamais de doute : les femmes congolaises sont très intelligentes, elles font preuve de bons sens. D'ailleurs, ce sont elles qui sont venues à nous lorsque nous avons ouvert l'École spéciale. Tout a commencé par la volonté de lire les chants à l'église dans le quartier du Plateau des 15-Ans. Mais il fallait apprendre à lire, compter et écrire. Et cela était considéré comme profane à l'église. C'est pour cela que nous avons créé un lieu d'alphabétisation en dehors de la paroisse. L'école a commencé avec ces mamans dont je garde un excellent souvenir, surtout lorsqu'elles découvraient que leur langage oral pouvait être écrit au tableau : « batekolo bani », littéralement « mes petits enfants ». Écrire une expression orale fait passer du concret à l'abstrait. La méthode gestuelle ouvrirait les capacités d'instruction comme s'ouvre le printemps : tout renaît.

L'Afrique réussira-t-elle son développement s'appuyant sur l'amélioration de la condition féminine ?

Le meilleur exemple, c'est l'actualité de la Centrafrique. Je suis contente que ce soit une femme qui hérite du lourd travail à faire dans ce pays en pleine dislocation. Hier, cela était vrai pour le Libéria. Le secret des femmes, c'est qu'elles voient la situation à court terme. L'important n'est pas de signer des accords pour l'an 2050, mais de donner à manger à tous, d'assurer l'éducation pour tous et de soigner ceux qui sont malades. Il est sûr qu'elles ont plus les pieds sur terre que les hommes... Mais bon, il faut bien de tout pour faire ce monde !

Comment assurer l'intégration après l'école ?

L'intégration après l'école est belle. En étant formé à l'École spéciale avec les sœurs de la Charité, les femmes civiles françaises, les étudiants bénévoles qui venaient dispenser des cours, il y a eu une vraie ouverture d'esprit et un beau mélange entre Congolaises et Françaises. L'intégration sociale a permis de ne pas avoir peur du Blanc. Ensuite, elle a permis aux femmes de se débrouiller toutes seules. Elles sont devenues autonomes pour pouvoir compter leurs récoltes, retrouver les services spécialisés à l'hôpital ; in fine, ouvrir

et gérer leur propre commerce.

L'avenir des femmes, vous y croyez ?

Oui, évidemment ! Il y a deux sortes de femmes. Les femmes qui ont fait beaucoup d'études et qui s'en vont vers d'autres pays. Et les femmes qui se débrouillent grâce à la lecture et au calcul et qui s'occupent de leur famille. Ça, c'est le plus important. Car ces femmes n'ont pas qu'une vie. Elles sont à la fois mère, sœur, employée... Et c'est pour cela que les bases de l'école sont importantes. Ainsi, l'avenir des femmes et des hommes doit commencer dans l'instruction primaire qui en est le fondement principal.

Propos recueillis par **Grâce Loubassou et Marie-Alfred Ngoma**

Sœur Marguerite Tiberghien est une religieuse française. Elle se rend au Congo en 1972 et y crée l'École spéciale de Brazzaville, qui scolarise gratuitement les traditionnels exclus du système scolaire : enfants et jeunes déscolarisés, adultes illettrés et handicapés. En trente ans, elle va fonder un réseau d'écoles gratuites. Depuis sa création, l'École spéciale de Brazzaville a sauvé plus de 20 000 Congolais de l'illettrisme.

ENTRETIEN

Amref : des sages-femmes pour les mères africaines

Chaque année, 162 000 femmes meurent en Afrique subsaharienne faute de soins basiques pendant la grossesse et l'accouchement. Une situation intolérable, qui affecte non seulement les enfants devenus orphelins, mais le continent africain dans son ensemble

Et pour cause, les femmes sont au cœur des communautés africaines, car sources de vie, d'eau, d'éducation, de soins et de revenus pour leur famille. Elles sont l'assurance du développement économique et social du continent et leur santé doit être une priorité.

Suivant l'Objectif du millénaire pour le développement n°5 dédié à améliorer la santé maternelle, l'Association pour la médecine et la recherche en Afrique (Amref), première ONG africaine de santé publique, s'est engagée à combattre cette injustice en lançant en 2011 la campagne Stand Up for African Mothers, avec pour marraine internationale Graça Machel Mandela. L'objectif : former 15 000 sages-femmes africaines d'ici 2015 pour contribuer à réduire la mortalité maternelle en Afrique. Grâce aux premiers fonds levés, plus de 5 300 sages-femmes ont déjà pu suivre une formation dans sept pays d'Afrique: Éthiopie, Kenya, Mozambique, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie et bientôt Sénégal.

« J'aimerais que le monde entier comprenne que les mères africaines ont besoin d'être assistées par des sages-femmes qualifiées. Cela doit être montré, les gens doivent savoir !», témoigne Esther Madudu. Elle-même, « prématurée et sauvée par les gestes de la sage-femme » à la naissance, la jeune femme a appris ces gestes qui peuvent sauver une vie grâce à une formation de l'Amref : *« Pour compléter ma formation de base, l'Amref m'a apporté les compétences nécessaires pour faire face aux complications qui peuvent survenir lors de l'accouchement. »* La jeune Ougandaise est passionnée par son métier, même si être sage-femme en Afrique est très dur, surtout en zone rurale. « Il y a beaucoup de travail, et nous sommes très peunombreuses », regrette la candidate au prix Nobel. Mais Esther Madudu est consciente de l'importance de son métier et « fière



Esther Madudu candidate au Prix Nobel de la Paix 2015

de représenter le travail des sages-femmes africaines et de sensibiliser le plus grand nombre sur la situation des femmes ici ».

En visite exceptionnelle en France en novembre dernier à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Esther Madudu a d'ailleurs été nommée dans l'ordre national du Mérite par le gouvernement français en reconnais-

à former, essentiellement en Afrique francophone où les besoins sont nombreux. Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal, Togo, sept pays d'Afrique de l'Ouest se sont d'ores et déjà engagés dans la campagne en décidant de mener un programme conjoint de formation offrant un diplôme reconnu dans toute la sous-région, en partenariat avec l'Organisation ouest-africaine de la santé.

Dans un contexte où la grossesse et l'accouchement restent une cause de mortalité majeure pour les femmes africaines, la formation des sages-femmes doit s'effectuer le plus rapidement et le plus efficacement possible. L'Amref propose donc des formations en télé-enseignement visant prioritairement les sages-femmes exerçant en zone rurale, où le manque de sages-femmes est le plus important.

Au Sénégal, la première promotion d'étudiantes débuteront leur formation dès la fin février 2014, et l'inauguration officielle du programme est prévue pour avril. La formation leur permettra de prodiguer des soins de meilleure qualité aux femmes et nouveau-nés et ainsi contribuer à réduire la mortalité maternelle et néonatale.

Pour plus d'informations sur l'AMREF : www.amref.fr

Florence Gabay



dispositif et dans l'échiquier national en termes de formation et d'employabilité ?

La recherche de la promotion de la femme congolaise et la prise en compte de sa situation professionnelle restent une préoccupation majeure dans notre dispositif. Il s'agit de permettre tant aux jeunes filles qu'aux mamans d'accéder à des formations adaptées. La solution passe par la recherche d'une adéquation entre la formation et l'emploi. Le problème se pose surtout pour les filles qui sont en échec scolaire. Il faudra bâtir des passerelles afin de permettre à ces jeunes filles de reprendre le chemin de l'école par la voie de l'apprentissage, système qui a fait ses preuves dans d'autres pays. Nos systèmes privilégient trop le diplôme au détriment de la compétence. Cherchons comment valoriser le potentiel de ces jeunes filles et nous trouvons les mécanismes pour améliorer leur employabilité.

L'économie informelle, où les femmes sont très présentes, reste très importante au Congo. Quelle stratégie pourrait y mettre fin ou la réduire ?

L'économie informelle est une réalité et une dimension très importante du tissu économique congolais. Elle fait vivre une grande partie de la population et génère des revenus

considérables qui ne transitent pas (pour une grande part) par le circuit bancaire. Elle constitue par ailleurs une des caractéristiques des économies africaines. Peut-on y mettre fin ? À court et moyen terme, cela s'avère impossible en raison même de son caractère endogène et de l'absence de justifications objectives de la part des acteurs concernés. Peut-on la réduire ? Oui, en mettant en œuvre toute une batterie de mesures (économiques, fiscales et autres) et en déployant certains dispositifs qui favorisent la bancarisation de l'économie. Cela reste un grand chantier qui devrait mobiliser l'énergie des décideurs politico-économiques.

Quels sont les freins au développement du secteur privé formel ?

Quelle est la situation actuelle ? On constate une grande faiblesse (c'est peu dire) du secteur privé local qui reste très marginal dans le tissu économique. Cette réalité provoque de grands déséquilibres dans le partage du fruit de la croissance économique puisqu'un partie de la population reste sur le bord de la route du développement économique du Congo alors que les besoins sont énormes et les opportunités d'investissement nombreuses. Les raisons à cette réalité sont multiples : la difficulté à identifier les porteurs de projets ; l'absence de mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets ; des projets mal présentés (pas de business plan) qui ne trouvent pas de financement ; l'absence de fonds propres de la part des porteurs de projets ; et surtout un système financier inadapté constitué uniquement de banques commerciales frileuses et qui ne s'engagent que très timidement dans le financement de projets de création d'entreprises.

Quel peut être l'apport de la diaspora pour l'émergence du Congo ?

Bernard Ngazo est cofondateur de la société de Bourse La Financière, du cabinet de conseil Devel, de l'École supérieure de commerce et d'industrie du Congo (Escic) de Pointe-Noire et du Fonds d'investissement solidaire du Congo. Universitaire et homme d'entreprises, il a dirigé plusieurs masters à l'IAE de Paris et à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne. Il est formateur au sein de grandes écoles parisiennes et membre du jury d'État pour l'expertise comptable en France.

Propos recueillis par **N.N.**

L'École supérieure de commerce et d'industrie du Congo (Escic) est un établissement privé supérieur qui entend mettre en avant la formation des managers. L'ambition de notre établissement est de rapprocher l'enseignement et le monde du travail par une forte intégration de l'entreprise dans la formation. Cette relation avec le tissu économique local tire ses origines du statut de l'établissement qui est une école consulaire créée par la chambre de commerce, d'industrie, de l'agriculture et des métiers de Pointe-Noire, en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France. Les formations sont en langue anglaise, le corps enseignant est composé d'universitaires et de professionnels anglophones et francophones, l'offre de formation s'adapte aux besoins du tissu économique local (formation en HQSE, transport et logistique, management des structures de santé...). Un cycle de formation est également destiné aux salariés, notamment aux managers avec le déploiement d'un MBA en français et en anglais à l'orientation prospective et entrepreneuriale.

Femme et pouvoir

Savoir/Pouvoir/Participer, Economie de l'autonomie au partage du pouvoir, combattre les préjugés pour transformer la société

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Émilienne Raoul : «Les hommes sont un frein au partage des tâches dans la gestion de la chose publique»

En sa qualité de présidente du Centre de promotion de la femme en politique (CPFP), la ministre congolaise des Affaires sociales et de la Solidarité, Émilienne Raoul, pense que les pouvoirs publics doivent réformer les lois qui régissent la République afin d'assurer une meilleure représentativité des femmes dans les sphères de prise de décisions



Les Dépêches de Brazzaville : Vous animez depuis quelques années le CPFP qui multiplie les initiatives pour amener les femmes à s'intéresser à la gestion de la chose publique. **Constatez-vous une motivation de leur part ?** Émilienne Raoul : Oui, bien sûr, et cela peut s'observer à travers le nombre croissant de femmes qui participent à nos formations, aussi bien à Brazzaville qu'à Pointe-Noire, Dolisie, Kinkala, Djambala, Ouesso, Owando. Y sont présentes celles qui sont effectivement motivées à participer à la gestion de la chose publique. Mais pour en arriver là, nous multiplions les campagnes de sensibilisation, car la femme, très réservée, ne fera pas systématiquement le premier pas si elle n'y est pas incitée et mise en confiance. Par exemple, le thème de la dernière campagne de sensibilisation a porté sur «Citoyenneté et politique». Prétendre obtenir une participation active des femmes en tant que personnes et en tant que citoyennes à la vie de la communauté et des affaires publiques requiert indubitablement l'apprentissage de ces notions entraînant une transformation du savoir-être, du savoir-faire. Nous expliquons aux femmes que faire de la politique, gérer la chose publique ne consiste pas seulement à occuper un poste de ministre, être élue député, sénateur ou conseiller municipal, mais aussi être chef de quartier,

des femmes à la politique. En 2007, un des thèmes de notre campagne de sensibilisation aux législatives était d'amener les femmes à intégrer les partis politiques. Nombreuses sont celles qui nous ont entendus et, pour celles qui voulaient se présenter, ont adhéré aux partis politiques. Malheureusement, avec les jeux d'alliances politiques, beaucoup de candidatures féminines ont été éliminées. Cela a été une catastrophe pour la représentativité des femmes au Parlement. Nous avons vu leur proportion diminuer dans l'hémicycle. Or, les partis politiques ont pour rôle de participer à l'animation de la vie politique du pays. Les partis politiques ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir afin de mettre en œuvre les programmes qu'ils élaborent. Ils ont leurs représentants au gouvernement, au Parlement, dans les conseils locaux, parmi lesquels on devrait trouver des femmes.

Aux pouvoirs publics, nous disons ceci: il faut avoir le courage d'apporter des réformes aux lois qui nous régissent pour une meilleure prise en compte des aspirations des femmes à la vie politique. En février 2012, le CPFP a fait des propositions d'amendement de la loi électorale qu'il a adressé aux pouvoirs publics. À ce jour, on n'a senti aucun frémissement de leur côté, qui

chef de village, etc.

Toutes les couches sociales sont-elles impliquées dans les projets que votre centre conçoit ?

Lorsque nous informons le public de nos activités, nous passons par les médias, cela signifie que nous touchons des femmes de toutes les couches sociales. Ne se présentent que celles qui expriment cette volonté personnelle et individuelle d'entrer en politique. Il en est de même lorsque nous menons des campagnes d'éducation de l'électorat féminin: nous touchons aussi bien les femmes qui vendent dans les marchés que les femmes qui travaillent dans les administrations. Nous avons aussi des programmes qui s'adressent à la préparation des jeunes filles en politique.

Votre plaidoyer est-il entendu par les pouvoirs publics et autres acteurs sociaux ?

De manière générale, non, mais il y a des hommes qui soutiennent le discours que nous tenons, qui nous encouragent, qui nous comprennent. Cela ne suffit pas, car il faut agir. C'est ainsi que notre plaidoyer s'adresse aux partis politiques et aux pouvoirs publics, car les femmes ont la volonté d'entrer en politique et elles en sont capables, mais ce sont les partis politiques et les pouvoirs publics qui ont la décision de la participation ou non

mais disons que c'est un alibi dont se servent les hommes pour écarter les femmes de la sphère publique.

Il faut réformer la loi pour une meilleure prise en compte des aspirations des femmes à la vie politique

Selon vous, les hommes seraient un frein à l'épanouissement politique des femmes ?

Nous partons de faits concrets: en 2002, le Parlement comptait 9,30% de femmes; en 2007, 7,29%; en 2012, 9,35%. Ce déséquilibre aurait pu se combler progressivement si les hommes avaient consenti à présenter avec équité, je ne dis pas égalité, le nombre de femmes (soutenues matériellement et financièrement lors des campagnes électorales) tel que le prévoit la loi électorale de 2001, révisée en 2007. Donc en cela, les hommes sont un frein au partage des tâches dans la gestion de la chose publique. Cependant, nous saluons la nomination des femmes aux postes d'administrateur-maire dans les communautés urbaines. Si leur nombre a sensiblement augmenté, cela tient de la volonté des hommes.

Quelles sont les activités inscrites au programme de votre centre au titre de l'année 2014 ?

La grande activité en 2014, c'est la comparaison des femmes aux élections locales. Souvenez-vous: en 2008, les femmes élues locales représentaient au total 13,66% dans les départements et les communes. Pour les prochaines élections locales, il semble que les listes soient bouclées. Est-ce vrai ? Si oui, les partis politiques appliqueront-ils le quota et un bon positionnement des femmes candidates sur ces listes ? Quant à nous, nous continuerons à marteler notre message en direction des femmes des partis politiques, qui doivent mener la lutte à l'intérieur de leurs propres formations politiques pour leur meilleure prise en compte. Nous encouragerons aussi pendant cette période préparatoire les femmes à se présenter, en suivant bien sûr les dispositions que prévoit la loi électorale pour la constitution des listes. Nous les encouragerons, disais-je, à se présenter sur des listes qu'elles auront

constituées grâce à leur appartenance aux grandes associations ou ONG apolitiques qu'elles dirigent et qui peuvent les soutenir.

Toutefois, voici la question principale qui se pose tant aux hommes qu'aux femmes: pourquoi cherche-t-on à se faire élire comme conseiller municipal ou conseiller départemental ? Cette question est le point de départ de la formation que nous donnons. Les femmes doivent s'exprimer au début de chaque rencontre sur leurs motivations réelles à solliciter les suffrages des populations. Nous leur expliquons ensuite le fonctionnement des différents organes au niveau local, comment se prépare une campagne électorale, le financement du développement local, etc. En tout cas, c'est une formation qui montre aux femmes qu'on ne s'engage pas à la légère dans cette voie. Cependant, nous disons également aux femmes qu'elles peuvent compter sur notre centre pour renforcer leurs capacités une fois élues.

Avez-vous un appel particulier à lancer aux femmes pour le Forum mondial des femmes francophones, le deuxième du genre, qui aura lieu à Kinshasa en mars 2014 ?

Vous savez, la Décennie de la femme africaine 2010-2020 a été décrétée par l'Union africaine. Au cours du Forum mondial des femmes francophones, je souhaite que les femmes lancent un appel afin d'obtenir des chefs d'État que soit inscrite dans l'agenda d'un des sommets la question sur «la place et le rôle des femmes dans l'émergence des pays africains». Ce thème nous renvoie aux décisions prises par nos chefs d'État, à savoir qu'à l'horizon 2025 nous devenions des pays émergents en Afrique. En le proposant, nous ne nous éloignons pas du thème du deuxième Forum mondial des femmes francophones, «Femmes, actrices du développement», qui met l'accent sur le capital humain féminin.

Propos recueillis par R.N.

Madame Émilienne Raoul est une femme politique congolaise. Investie dans le gouvernement, elle est l'actuelle ministre des Affaires sociales et de la Famille. Femme de terrain, elle milite pour diverses causes, comme la réduction de la pauvreté, l'assistance à la jeunesse et de nombreuses opérations rattachées à la santé.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Béatrice Badingidila : une amoureuse de la protection de l'environnement

Attirée par l'animation socioculturelle depuis son plus jeune âge, cette dame à la quarantaine révolue suit les traces de son père. Elle fait de la vulgarisation des bonnes pratiques d'assainissement et du maraîchage, son cheval de bataille

Fonctionnaire au sein du ministère des Affaires sociales depuis 1981, Béatrice Badingidila est formatrice d'assistants sociaux et animatrice socioculturelle. Les compétences acquises au fil des années lui ont donné de l'inspiration : «Je voulais utiliser mes compétences dans un cadre privé pour le bien de la communauté», confie-t-elle. En 2008, elle crée l'Association pour la promotion des initiatives sociales et agricoles (Apisa), une ONG de développement dont le siège se trouve dans la commune de Lemba.

Cette structure œuvre dans le domaine environnemental, particulièrement dans l'assainissement, à travers le traitement intégré des déchets urbains. «Nous travaillons avec le marché de Matete, où les éboueurs font le ramassage et le triage des déchets qui sont évacués vers le site de compostage de Lemba-Échangeur. Nous sensibilisons aussi les chefs de pavillon et les vendeurs de ce marché», explique-t-elle, ajoutant que les déchets sont recyclés dans le site de compostage.

Très engagée dans cette ONG qu'elle préside depuis près de six ans, Béatrice

Badingidila se dit optimiste quant à l'avenir de son organisation dans le cadre du développement communautaire. «La satisfaction n'est pas encore totale. Nous avons toujours le souci permanent d'apporter le meilleur aux autres. On doit toujours s'améliorer au jour le jour», dit-elle, tout en précisant que son association fait aussi appel à l'expertise et à la consultance pour offrir de bons services aux communautés.

Un projet de la nature

Cette animatrice socioculturelle se dit heureuse d'avoir offert du travail à plus

d'une cinquantaine de personnes, aujourd'hui éboueurs, alors qu'ils passaient la nuit sur les étalages du marché. Environ trente membres composent le staff de l'Apisa. Aussi se réjouit-elle du produit de son travail à travers cette ONG qui met des composts à la disposition des maraîchers. « Nous faisons le suivi auprès des maraîchers pour voir les produits obtenus grâce à nos composts. Le résultat est positif. Nous continuons à vulgariser le compost auprès des maraîchers habitués à la technique d'enfouissement des feuilles et à l'utilisation des engrais chimiques»,

indique Béatrice qui soutient que le compost protège le sol et répond à la nature.

Ce projet communautaire est profitable à toutes les catégories de la population, notamment les vendeurs, les acheteurs, les maraîchers, les consommateurs et les universités. C'est aussi un projet multisectoriel touchant aussi bien l'environnement, l'agriculture, le développement rural, les affaires sociales que la santé publique, l'enseignement supérieur et universitaire, la recherche scientifique, les PME et le monde du travail.

Gypsie Oïssa-Tambwe

Avancée des femmes dans la vie publique et politique : la France derrière le Rwanda et l'Angola

Bien que le principe de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives soit un principe constitutionnel depuis 1999, la France reste en milieu de classement en termes de représentation des femmes dans ses assemblées élues, loin derrière le Rwanda qui occupe la première classe, la Suède, l'Espagne, ou encore la Belgique, l'Angola ou l'Italie, souligne la députée européenne Tokia Saïfi

Des chiffres qui démontrent que légiférer reste une nécessité pour assurer une véritable représentativité des femmes dans les instances dirigeantes politiques, économiques, ou institutionnelles tant au niveau national qu'au niveau régional européen, des domaines qui restent très souvent la chasse gardée des hommes, poursuit la députée européenne.

Elle pense que la finalisation de la directive adoptée par le Parlement européen (PE) en novembre 2013 et qui fixe à 40% la proportion de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises européennes d'ici à 2020 devrait figurer parmi les priorités de l'actuelle présidence grecque du Conseil.

Elle regrette cependant que cela ne soit pas le cas.

Car il faudra probablement attendre le renouvellement du Parlement Européen et celui de la Commission européenne qui interviendront cette année pour que ce dossier soit remis sur la table de travail. «Je constate souvent cette dichotomie entre la volonté politique en faveur d'une plus grande implication des femmes et la mise en œuvre de textes existants», relève Tokia Saïfi, qui poursuit: «Reste qu'elle n'est pas, à mon sens, une fatalité: des lois existent, sur lesquelles les femmes doivent appuyer. Et surtout, des outils existent, dont elles doivent apprendre à tirer le meilleur profit. Mon rôle d'élue

étant précisément de forger, promouvoir, et aider à utiliser ces outils.»

D'après de nombreuses études, en politique ou dans les entreprises, les femmes auraient moins la culture du réseau que les hommes; elles auraient tendance à moins se mettre en avant. «C'est tout l'intrêrêt des instances informelles, comme Women's Forum for the Economy and Society, ajoute la députée. Cela favorise la mise en réseau durable et opérationnelle de professionnelles de tous secteurs et de tous horizons.»

Tokia Saïfi explique l'autre atout majeur du réseau: «Il aménage un espace public permettant aux femmes d'affirmer leurs compétences, leur

savoir-faire, en un mot de défendre leur méthode aussi bien que leur bilan», un fil rouge qui guide son action d'élue européenne: la mise en avant de l'impact socioéconomique positif d'une représentativité renforcée plutôt que de miser sur des textes parfois condescendants et sans conséquence pratique, selon elle. Elle souligne que la participation des femmes en politique connaît aujourd'hui, dans le monde entier, plus d'avancées que de reculs. Le stade des initiatives est passé et celui de la consolidation est venu. «Des lors, c'est aux femmes elles-mêmes d'en saisir toutes les opportunités et d'en développer de nouvelles», conclut-elle.

N.N.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dominique Munongo : la princesse des Bayeke vaut plus !

Elle n'est pas n'importe qui. Au Katanga, la seule invocation de son nom suscite respect et admiration. Dominique Munongo-Inamazi est une authentique princesse d'un des grands royaumes que compte la province cuprifère. C'est une évidence puisqu'elle est l'arrière-petite-fille du grand mwami (roi) Mwenda Shitambi Ngelengwa N'siri

Ce dernier, pour l'histoire, fut assassiné par les colons belges le 20 décembre 1891 pour avoir refusé que le drapeau belge soit implanté au Katanga. Elle sait ce que vaut son statut social et toute la charge qu'elle est censée assumer vis-à-vis des siens et de la communauté. Fille du mwami Mwenda Shyombeka wa Shalo Munongo Godefroid, elle est loin de se contenter des avantages que lui procure sa lignée familiale. Elle veut plus. Elle cherche à se forger une identité propre en partageant ses idées et ses convictions. Être de souche royale ne lui monte pas à la tête. Bien au contraire.

Toute princesse qu'elle est, elle a appris le sacrifice qu'imposent les études. Elle s'est formée dans plusieurs écoles de référence, tant au pays qu'à l'extérieur. Sociologue de formation, elle sait que rien ne peut lui être donné si ce n'est à force de travail et d'abnégation. Activiste des droits humains, très engagée dans la lutte contre la corruption et la pauvreté, elle a plus d'une fois dénoncé l'arbitraire et les injustices sociales dans plusieurs tribunes à travers le monde en portant haut la voix

de la femme congolaise.

C'était, dit-elle, au risque de sa vie. Convertie par la suite en politique, elle lutte, avec la même énergie, pour l'émergence d'un nouveau Congo où seules les valeurs pourront compter: «Il est grand temps que l'on soit sérieux avec nous-mêmes si l'on veut être considéré à notre juste valeur par la communauté internationale et par nos voisins avides de nos richesses potentielles. Nous avons été suffisamment humiliés !», réagit-elle, comme pour manifester son dépit vis-à-vis des antivaieurs qui gangrènent la gestion du pays à tous les niveaux.

Discrète, mais ferme dans ses positions, car dotée de grandes convictions, elle est un des acteurs majeurs au sein de son parti, l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) que dirige le vétéran Charles Mwando Simba. Elle s'y est imposée comme une des voix qui comptent. Elle a participé activement aux travaux des concertations nationales en représentant la section provinciale de l'Unadef à ces assises.

C'est sans doute ce qui lui valu d'être



préoccupations, régler les différents conflits tant fonciers, parcellaires, religieux, conjugal que familiaux me permet d'oublier mes propres préoccupations et d'être vraiment utile à la nation. C'est vraiment une grande responsabilité que de gérer les entités territoriales décentralisées», confie-t-elle.

Et d'enchaîner: «C'est un apprentissage à une autre vie d'épreuves, d'angoisse, d'endurance et de solitude. J'aime ce genre de défis». Des idées, elle n'en manque pas. Des ambitions non plus. Son souhait le plus ardent, c'est de se retrouver un jour à la tête d'une ville ou d'un ministère des affaires sociales ou humanitaires, bref, un lieu où elle pourrait «donner l'impulsion pour que les choses changent réellement dans les mentalités des gens». Faire partie de l'Assemblée nationale ou provinciale la tente également, et elle sait qu'elle a le potentiel requis pour postuler à ces niveaux de responsabilité.

La politique, elle la fait pour changer les choses de l'intérieur. Dans son fief du Katanga, elle milite pour que les mentali-

tés soient transformées et que l'autorité de l'État soit restaurée. Mais aussi pour que le trafic d'influence à divers niveaux, la corruption, la spoliation des biens de l'État et le détournement des deniers publics soient définitivement éradiqués des mœurs congolaises.

Alain Diasso

MAURITANIE

Les femmes en avant !

2014 s'annonce comme une excellente année pour les femmes mauritaniennes. Après l'élection le mardi 4 février 2014 de Maty Mint Hamady, première femme à diriger la mairie centrale de Nouakchott, la capitale du pays, le nouveau gouvernement mauritanien a été formé le mercredi 12 février avec six femmes ministres, une première dans ce pays. Loin d'être cantonnées aux affaires familiales ou sociales, les femmes ministres mauritaniennes occupent également des portefeuilles traditionnellement réservés aux hommes, tels que le commerce et l'industrie, l'urbanisme et l'aménagement du territoire et les affaires étrangères.

R-M. B.

Politique

Rencontre avec Claire Tawab, adjointe au maire de Grigny (Essonne/France)

Claire Tawab, originaire de RD-Congo, est adjointe au maire de la ville de Grigny, en Île-de-France, et membre du Collectif des élus locaux français originaires du Congo-Kinshasa (Cefock). Une rareté dans le paysage politique français où les femmes sont rares et les femmes noires encore plus. Un parcours de réussite sur lequel elle est revenue pour Les Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville : Comment êtes-vous venue en France ?

Claire Tawab : Je suis arrivée en France en 1986 pour suivre des études de droit, car je suis une personne férue de justice. Par un concours de circonstances familiales, je n’ai pu aller au bout de mes études et j’ai dû opter pour un cycle court de BTS en comptabilité-gestion, équivalent à bac+2. Mes rêves étaient brisés, et j’ai dû rentrer dans la vie active. J’ai fait toutes sortes de petits boulots pour financer mes études. J’ai été confrontée aux réalités de la vie en France et j’ai dû apprendre à me prendre en charge. À la fin de mes études, j’ai rencontré beaucoup de difficultés pour trouver un travail à mon niveau de compétences. Dans les années 1980-1990, ce n’était pas facile de trouver un bon travail avec les problématiques de statut. J’ai donc dû me résoudre à continuer à exercer des petits boulots.

Qu’est-ce qui vous a fait vous engager en politique ?

Au hasard d’une invitation, j’ai été à une première réunion politique organisée dans ma ville. J’ai pris l’habitude de me rendre à ces réunions et j’y ai pris goût, car on y parlait de choses qui touchaient le quotidien : comment aménager la ville, s’occuper des autres et du bon vivre ensemble ? J’y ai rencontré des personnes qui donnaient de leur temps et de leurs compétences au service des autres. Je venais d’avoir trentre ans, et ma fille était encore toute jeune. Dans les années 1990, je faisais figure d’exception :

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO-GOUVERNEMENT

Première femme ministre d'un portefeuille politico-technique

Par le passé, les femmes ont géré des ministères à vocation sociale, jusqu’à l’arrivée en 2007 de Jeanine Mabunda à la tête du ministère du Portefeuille, institution qui gère les entreprises publiques, une première dans l’histoire récente de la RD-Congo

Jeanine Mabunda a fait son droit à la faculté Saint-Louis et à l’université catholique de Louvain (filière droit commercial). En 1987, elle a terminé ses études avec mention. Puis, elle a débuté une formation pour obtenir une licence en sciences commerciales à l’Institut des hautes études catholiques de Bruxelles.

En 1997, Jeanine Mabunda a été la seule femme à travailler au sein de l’équipe rapprochée de l’ancien gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC). Conseillère dans ce cabinet, elle est arrivée à un moment où la BCC initiait une importante réforme monétaire, sans doute la plus importante de l’histoire économique du pays. Elle a fait aussi partie des premières femmes à occuper la fonction de *« directrice générale »* d’une entreprise publique, le Fonds de promotion industrielle.

Actuellement députée nationale, Jeanine Mabunda a été pionnière dans plusieurs domaines liés à l’économie du pays. Sa forte présence dans le gouvernement Muzito a porté ses fruits, puisqu’une autre femme a pu lui succéder au ministère du portefeuille. Son passage au gouvernement a prouvé la capacité de la femme à tenir des ministères politico-techniques au lieu de

beaucoup de gens de la communauté se contentaient d’occuper des emplois précaires, car ils avaient des problèmes de régularisation ou bien pour financer leurs études. Les gens se sont dit : *« On va voir où cela va la mener. »*

Comment vos fonctions d’adjointe au maire sont-elles perçues dans la communauté ?

Aujourd’hui, je reçois beaucoup de respect parce que ce n’est pas quelque chose de courant. La politique dans nos familles africaines est quelque chose de lointain. Ceux qui sont venus en France l’ont fait pour trouver une vie meilleure ou un épanouissement personnel au travers du travail, de la naissance de leurs enfants, mais cela ne passe pas par l’implication dans la vie politique. Les jeunes en revanche sont réceptifs à mon parcours, surtout les jeunes filles. Elles ont conscience qu’il y a de la place en politique pour faire avancer certaines choses, surtout celles qui sont nées ici en France. La politique, c’est donner à l’autre, ils s’agit avant tout de travailler pour les autres, essayer de rendre une vie sociale abordable à tout le monde et donner les moyens d’avancer.

Quelles sont vos missions à la ville de Grigny ?

Je m’occupe du suivi des conseils d’école, c’est-à-dire des réunions de parents d’élèves organisées chaque trimestre pour faire le bilan scolaire des enfants. Je vis dans un quartier populaire avec une diversité de cultures où la mentalité pour certains

est que lorsque l’on dépose l’enfant à la porte de l’école cela suffit, les enseignants prenant en charge tout le reste. Mais ici en France, cela ne se passe pas ainsi. Les parents doivent participer à l’éducation : accompagner l’enfant avec ses devoirs, s’impliquer dans les études. C’est aussi un moyen pour découvrir le système éducatif français, et c’est une forme d’éducation pour les mamans, car ce sont souvent les femmes qui amènent les enfants à l’école. Jusqu’à aujourd’hui en 2014, il y a des femmes qui restent invisibles du fait du poids des traditions et des coutumes de leur pays d’origine. Or pour s’intégrer complètement dans la société française, il faut s’assumer totalement en tant que femme.

Quels liens gardez-vous avec le Congo ?

Des liens familiaux et en tant qu’élue également dans le cadre de la coopération décentralisée. Je suis en contact avec des associations qui travaillent en direction du pays telles que Congo na Bisso et Vandale agricole. Avec la ville de Grigny, nous



sommes engagés dans des actions de solidarité avec différentes associations dans le cadre de projets de ville, mais cela reste des actions isolées. Il y a des lignes budgétaires dans les collectivités et départements de France pour accompagner des actions de solidarité, mais sur des projets et des personnes identifiés. Car lorsque nous nous engageons pour un projet en tant qu’élus, nous donnons notre parole, et la concrétisation du projet relève de notre crédibilité.

Propos recueillis par R-M.B.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Angèle Bandou ou le rêve contrarié par la réalité

En 1992, Angèle Bandou est la seule femme candidate à la présidence de la République. Elle récidive en 2002. La question du genre au Congo, avant sa vogue actuelle, avait trouvé son égérie

« Il n’est pas interdit de rêver », dit une sentence très usitée. *« Si tu sais rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître… »,* écrivait Rudyard Kipling. Entre les deux, il y a la réalité prosaïque qui exige d’avoir les pieds sur terre, même si le rêve est la chose la mieux partagée au monde. Dans l’histoire récente de notre pays, le rêve a conduit de nombreux citoyens à croire en un destin politique national. Ils se sont mis à créer des partis politiques à la faveur du multipartisme. Bon nombre se sont perdus en route, d’autres vivotent désespérément, en appendices, dans des plateformes bigarrées entretenant l’illusion d’exister, pour prendre date. Cette profusion de partis à existence administrative et confidentielle est le mal qui empoisonne la vie politique, qui a du mal à se structurer en deux ou trois partis d’assise nationale.

Dans un monde machiste, il faut avouer qu’Angèle Bandou a fait preuve d’un culot monstre en se présentant à l’élection présidentielle de 1992. Son rêve de bonheur collectif s’est brisé contre les récifs de la politique. Elle avait, se fondant sur une forme de mysticisme religieux, créé le Rassemblement pour la défense des pauvres et des

sans-emplois, premier parti politique créé par une femme. Elle résumait, à travers le nom de son parti, l’idéal qu’elle voulait réaliser au service des autres. Une touchante compassion. Mais la commisération ne peut être le socle d’une politique. Il en faut plus, indiscutablement. Elle fonde, après le scrutin de 1992, le Parti africain des pauvres. Elle élargit à l’Afrique les perspectives politiques de sa démarche. Tout à son honneur.

Par ses différentes candidatures à la magistrature suprême au Congo, Angèle Bandou a montré que la foi ne suffisait pas pour déplacer les montagnes. Elle a rêvé d’un Congo sans athéisme, sans tribalisme, sans insécurité, sans morbidité, sans mortalité et sans pauvreté. De bons sentiments pour l’émergence d’un monde idéal, mais sans réel projet politique. La croix blanche, symbole de son parti, qu’elle arborait, et sa robe de la même couleur faisaient de cette autodidacte, et couturière de son état, un personnage iconoclaste de la politique au Congo. Elle considérait sa mission comme un sacerdoce et non un moyen d’enrichissement rapide et sans cause.

Angèle Bandou est morte assassinée le 26 août 2004. Des hommes armés ont fait

Médias

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Nicole Dibambu-Kitoko : l’ascension par la méritocratie

À la tête de la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) trône aujourd’hui une femme. Qui Peût cru ? Inimaginable il y a quelques années, la réalité est pourtant là, implacable. Elle traduit, faut-il le dire, une certaine évolution par rapport aux préjugés négatifs dont ont toujours souffert les femmes dans le secteur des médias

Première femme à présider aux destinées de cette chaîne publique, Nicole Dibambu-Kitoko est venue recadrer le débat en l’orientant vers les aptitudes intellectuelles de la femme congolaise, désormais affranchie des clichés réducteurs qui lui étaient accolés, souvent à tort. Dans sa peau de directrice générale adjointe de la RTNC, elle se sent à l’aise et pilote cette entreprise audiovisuelle à la satisfaction générale. Et depuis le départ de son prédécesseur, elle est seule aux commandes de cette superstructure, avec plus de 2 500 agents et cadres éparpillés sur l’ensemble du territoire national. Un pari fou pour cette ancienne lycéenne de Kimwenza aujourd’hui rattrapée par son destin. *« Il faut que la femme soit méritante pour occuper un poste de direction »,* ne cesse-t-elle de marteler à l’endroit de ses collaboratrices, cherchant à leur inculquer le sens de l’abnégation et du sacrifice, mais aussi du travail bien fait. Ancienne présentatrice-vedette du journal télévisé de 20 heures devenue gestionnaire d’entreprise, elle doit son ascension professionnelle à ses seules compétences. Graduellement, et à son rythme, elle a gravi tous les échelons jusqu’à ce mémorable 11 avril 2011 lorsque fut publiée l’ordonnance présidentielle la confirmant dans son nouveau statut. « Si le chef de l’État a porté son dévolu sur moi, je crois que c’est l’œuvre de Dieu. Ce choix m’a beaucoup réconfortée dans la mesure où je suis une fille maison », confie-t-elle. Elle avoue, en toute franchise, n’avoir mené aucune démarche dans ces sens. Joseph Kabila pouvait tout aussi bien puiser d’autres compétences dans le grand vivier de la RTNC où le personnel féminin représente, d’après les statistiques fournies par la hiérarchie, près de 40% de l’effectif total. Un tel parcours n’avait pas effleuré son esprit lorsqu’elle ter-

Anna Mayimonna milite pour la représentativité de la femme dans les médias

Journaliste professionnelle, Anna Mayimona porte le flambeau de la lutte pour la représentativité de la femme dans les médias. Pour mieux atteindre cet objectif, cette dame de principe et de détermination milité depuis plusieurs années au sein de l’Union congolaise de femmes de médias (Ucofem) où elle occupe aujourd’hui le poste de directrice nationale



Les Dépêches de Brazzaville : Quelles sont les raisons qui ont entraîné la création de l’Ucofem ?

Anna Mayimona : En 1990, le vent de la démocratie a soufflé en RDC. Cela a eu pour conséquence la floraison des organes de presse. Dans ces structures, la femme, bien que présente, n’émerge pas. On trouve moins de femmes dans les postes de décision. Deux raisons majeures sont avancées : d’une part, la journaliste est souvent désintéressée ; d’autre part, il y a une absence de politique visant la promotion des femmes. Conscientes de cette situation et soucieuses de pouvoir améliorer les conditions de travail de la femme des médias en vue d’assurer sa promotion dans le monde communicationnel, les femmes des médias ont créé l’Ucofem en septembre 1996,

à l’initiative de sept jeunes femmes journalistes de la presse écrite et de l’audiovisuel.

Que fait l’Ucofem pour promouvoir le genre dans les médias ?

En vue d’atteindre ses objectifs, l’Ucofem a circonscrit quatre axes majeurs dans ses activités : la formation, la sensibilisation, le plaidoyer et la production à travers l’organisation de formations pour le renforcement des capacités des femmes et des hommes des médias et autres acteurs en lien avec la communication ; la sensibilisation de la population aux situations des droits des femmes et la promotion du genre ; le plaidoyer auprès des acteurs clés des médias pour la prise en compte du genre dans leur travail et, enfin, la production de programmes médiatiques aussi bien

à l’initiative de sept jeunes femmes journalistes de la presse écrite et de l’audiovisuel.

Propos recueillis par Aline Nzuji

Le trésor américain a décerné à la BAD en juillet 2013 un Prix d’honneur pour l’impact sur le développement, d’un projet portant sur la restauration des services sociaux et la lutte contre la violence sexuelle dans la Côte d’Ivoire postconflit. Pour sa nouvelle stratégie, la Banque s’engage à promouvoir une meilleure intégration de l’égalité des sexes dans tous ses programmes.

En quoi consiste la stratégie de la BAD ? Il s’agit de renforcer la capacité des pays africains à s’acquitter de leurs propres engagements en la matière. Cette stratégie insiste aussi sur la nécessité pour la BAD de montrer l’exemple dans ses efforts en vue d’aider les pays africains dans le traitement de la question de l’égalité des sexes. Elle engage la banque à transformer sa propre culture d’organisation dans ce domaine, au niveau des nominations comme dans son fonctionnement. Elle propose une consolidation des compétences de la BAD sur les questions sexospécifiques dans les activités de terrain et

audiovisuels qu’écris et des études et recherches sur les questions de genre.

La profession de journaliste se féminise de plus en plus, mais les femmes sont toujours sous-représentées, surtout dans les postes de décision. Comment expliquez-vous cette situation ?

Les femmes sont moins nombreuses aux postes de décision dans les médias, parce qu’il n’y a pas de politique pour encourager cela. Les hommes gardent leur leadership, et les femmes ne sont pas encouragées par une politique sensible au genre. Mais il faut quand même reconnaître que les choses commencent à bouger. Il y a une prise de conscience qui a commencé à naître aussi bien au niveau des hommes que des femmes elles-mêmes. Nous pensons que la situation de la femme est en train de s’améliorer. C’est donc un combat de longue haleine qui implique aussi bien la femme que l’homme.

Quelles sont les stratégies que l’Ucofem met en place pour promouvoir le genre dans les médias ?

Dans son combat pour la promotion du genre dans les médias, l’Ucofem met en place plusieurs stratégies pour atteindre tous les acteurs. C’est dans ce cadre que nous travaillons avec les différents partenaires, notamment pour le renforcement des capacités de nos membres sur les questions du genre et sur le monitoring. Nous organisons aussi des campagnes de sensibilisation aux sujets liés à la femme et nous menons également des plaidoyers auprès des décideurs pour qu’ils puissent adopter des politiques allant dans le sens de la promotion des droits de la femme dans les médias.

Propos recueillis par Aline Nzuji

la désignation de *« champions »* de l’égalité des sexes, à l’intérieur et à l’extérieur de la structure. Geraldine Fraser-Moleketi souhaite que l’égalité des sexes *« devienne l’affaire de chacun au sein de l’organisation »* et que la Banque vive *« authentiquement à l’heure de l’égalité »*. Elle pense que la présente stratégie *« donne la vision, mais aussi les outils, pour le faire. Cette action doit être mesurable, et elle le sera, comme prévoient les protocoles de suivi et d’évaluation en vigueur dans toute la banque »,* a-t-elle martelé. Le président de la BAD, Donald Kaberuka, a rappelé la dure réalité du continent, en estimant que *« la moitié de sa population supporte nettement plus de la moitié de ses problèmes »*. Il pense que la croissance réelle doit bénéficier aux femmes comme aux hommes, aux jeunes comme aux moins jeunes, aux communautés rurales comme urbaines. *« La croissance économique ne génère pas à elle seule l’égalité des sexes, il faut la volonté politique et pratique pour faire avancer les choses sur le terrain »,* a-t-il conclu.

N.N.

ECONOMIE

Banque africaine de développement : « La croissance de l’Afrique doit bénéficier à tous »

La Banque africaine de développement (BAD) vient d’adopter sa nouvelle stratégie en matière d’égalité hommes-femmes pour 2014-2018. Elle fait état de sa vision et de sa stratégie en vue de la transformation du continent africain, au profit de l’égalité des sexes

Pour l’envoyée spéciale de la BAD pour les questions de genre, Géraldine Fraser-Moleketi, cette initiative représente une étape majeure pour la BAD, *« car elle jette l’une des bases cruciales qui permettront d’assurer la réalisation des programmes de développement »*. La nouveauté dans cette stratégie est d’avoir fait de l’égalité des sexes *« un droit humain, mais aussi du fait que le développement ne sera pas possible sans l’intégration complète des femmes dans le processus »,* a-t-elle expliqué. Elle pense qu’un autre cap a été franchi, dans la recherche d’authenticité en matière d’égalité des chances entre hommes et femmes, que ce soit dans la contribution

à la transformation économique ou dans les avantages qu’en retire chacun. En effet, cette stratégie s’aligne à une autre stratégie plus générale de la BAD pour la période 2013-2022, intitulée *« Au centre de la transformation de l’Afrique »,* dont l’objectif principal est la promotion d’une croissance inclusive visant à multiplier outre les possibilités pour les femmes et les hommes, leur égalité, d’autres stratégies, notamment celle qui vise l’aide aux États fragiles, le renforcement de l’agriculture, et la sécurité alimentaire.

Les trois piliers de la stratégie du genre de la BAD

Ils sont perçus comme essentiels dans

Economie

Dov Zerah : «La solidarité familiale a joué le rôle d’amortisseur social»

Nombreux sont ceux qui découvrent ou redécouvrent l’Afrique, ses richesses, sa croissance, ses potentialités. La croissance s’est élevée à 5,7% en moyenne sur la période 2001-2011 contre 2,6% dans les années 1980 et 2,3% dans les années 1990. Au-delà des effets positifs du renchérissement des prix des matières premières, il est difficile de comprendre les raisons de ce sursaut

Le rôle de la femme dans la société et l’économie africaines est essentiel pour essayer de comprendre les évolutions de l’Afrique subsaharienne. La femme africaine s’occupe à la fois de son foyer, et cela exige encore aujourd’hui des tâches très contraignantes, comme se rendre à une borne-fontaine pour remplir des bidons d’eau ou chercher le combustible pour pouvoir faire la cuisine, s’occuper des enfants…

La femme africaine est une actrice économique essentielle dont les activités peuvent être très diverses : agriculture, vente de fruits et légumes provenant du jardin familial ou tribal, de beignets ou de mets cuisinés, de pagnes, cuisine, couture, coiffure, mais de plus en plus présente dans les usines et les administrations. La femme africaine est toute aussi active aux champs qu’à la ville. Elle est une cliente privilégiée des caisses de microcrédit. Elle emprunte pour poursuivre et développer son activité, et les opérateurs bancaires ont tendance à lui faire confiance, sans trop soupçonner !

La femme africaine est un pilier de la société africaine, peut-être le plus solide, même si cela relève du secteur informel. La femme africaine est le moteur de la société africaine marquée par les solidarités financières et par sa capacité à s’organiser en dehors des schémas occidentaux traditionnels. C’est en très grande partie grâce aux femmes africaines que l’Afrique a fait preuve dans les années 1990 d’une exceptionnelle capacité de résilience et d’une formidable vitalité pour faire face à la crise.

Dans son livre *L’Économie de l’Afrique* (Paris, Éditions La Découverte, 1993), Philippe HUGON écrit : *«Les Africains ont été capables de gérer à leur manière,*

depuis leur indépendance, un doublement de leur population, un quintuplement de leur population urbaine, la mise en place d’appareils d’État et le maintien de frontières constitutives d’États-nations malgré le caractère artificiel et les clivages ethniques transfrontaliers.»

Les *«acteurs du bas»*, et principalement les femmes, ont inventé, innové, créé des activités satisfaisant de nombreux besoins essentiels. Ils ont démontré une formidable capacité de résistance face à la crise, une incroyable capacité de survie et de rebond. C’est du bottom up, la réponse africaine bien différente des préconisations top down des institutions de Bretton Woods.

Il existe une exception africaine qui se manifeste par des comportements et des logiques distributives atténuant les clivages sociaux et géographiques. Les riches entretiennent tous les membres de la famille du clan, les entreprises publiques engagent des villages entiers provoquant ainsi la privatisation de la sphère étatique et l’appropriation des biens publics par les individus. Si cela favorise, voire justifie la corruption, cela évite les explosions sociales, et l’on peut parler de l’étonnante vitalité des sociétés africaines.

Les Européens, marqués par le matérialisme individualiste occidental, peuvent être surpris par le vitalisme africain où les relations sociales, dans le cadre de la famille, de la tribu, prennent le pas sur l’individu. Ce qui est encore plus surprenant, c’est que la solidarité familiale ne s’inscrit pas dans une structure monoparentale ; compte tenu de la polygamie, la solidarité transcende le fait de ne pas avoir la même mère ou le même père. La femme, la mère, est le ciment de tous

les membres de la famille, de la tribu. Elle incarne la stabilité. Dans ce contexte, la solidarité familiale, tribale, a joué le rôle d’amortisseur social en lieu et place de tous les mécanismes sociaux qui existent dans nos pays européens et qui permettent d’amortir aujourd’hui les effets collatéraux de la crise. Sans les mécanismes familiaux et tribaux de redistribution en Afrique, ce continent aurait connu des drames encore plus aigus. Mais les femmes africaines ont prouvé qu’elles pouvaient s’intégrer dans le secteur formel, comme le démontre la success-story des célèbres Nana Benz togolaises (Comi Toulador, *«Les Nanas Benz de Lomé, mutations d’une bourgeoisie compradore, entre heur et décadence»*, Afrique contemporaine, n° 244).

Marchandes de tissus imprimés, ces commerçantes ont fait fortune au point d’en porter la marque dans leur surnom, *«Benz»* pour signifier qu’elles roulent en Mercedes Benz. Elles sont représentées par un ensemble d’éléments vrais ou supposés : corpulentes, elles pratiqueraient des sciences occultes, vivraient sous le régime de la polyandrie, affichant des biens de consommation ostentatoire pour bien marquer la réussite économique…

Exclusivement féminin, dénotant la vitalité du rôle de la femme dans la société africaine, le mouvement a commencé il y a plus de soixante ans, et n’a cessé de se développer, le fonds de commerce se transmettant de mère en fille, ou au sein de la tribu. Depuis est apparue une deuxième, et aujourd’hui une troisième génération. À elles seules, elles sont un élément constitutif d’une classe moyenne, voire une caste, avec ses codes et ses règles. Elles incarnent la bourgeoisie d’affaires, petite,

moyennee et grande, citadine et commerçante. Cet ensemble est structuré en quatre strates : une vingtaine de grossistes disposant d’un monopole d’approvisionnement ; les demi-grossistes, avec ou sans exclusivité ; les détaillantes travaillent à leur propre compte, ou pour le compte d’une patronne ; les petites revendeuses ambulantes.

Elles ont connu des moments difficiles dans les années 1990 avec notamment la crise économique-politique et la suppression des quotas d’importation en décembre 2004. Mais la nouvelle génération a réussi à s’adapter, à faire évoluer ses modes de fonctionnement et à perdurer, ce qui constitue un indiscutable exemple en Afrique subsaharienne.

La femme africaine est bien une actrice majeure du développement économique africain.

Dov Zerah

Conseiller maître à la Cour des comptes, ancien directeur général de l’Agence française de développement
Ancien directeur de l’Agence Française de développement (AFD), Dov Zerah, âgé de 59 ans, est diplômé de l’Institut d’études politiques de Paris et de l’ENA, promotion Voltaire. Il a pu démontrer sa sensibilité à l’avenir du Continent au cours de sa présidence de la Compagnie cotonnière (Copaco) et de Dagrif (Développement des agro-industries du Sud), entre 1999 et 2002, deux holding en contact permanent avec une trentaine de pays africains.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Une femme à la tête d’une banque

Félicitée Singa-Boyenge est l’une des rares femmes à avoir gravi les échelons jusqu’à occuper la plus haute fonction au sein d’une banque commerciale en RD-Congo



jusqu’à la fonction de vice-président résidentiel. L’étape de la Citibank est importante pour elle et tant d’autres cadres femmes qui ont formé, à l’époque, une équipe mixte très dynamique. Elle a continué à évoluer dans le secteur bancaire, même si sa carrière a progressé moins rapidement que ses collègues masculins. En dix ans, certains cadres hommes sont arrivés au sommet. Pour elle, il a fallu 24 ans de ténacité dans le travail. À ce jour, il n’y a pas ou très peu de femmes *«directrice générale»* dans certains secteurs clés de l’économie nationale, comme les télécommunications et les banques.

En 2001, elle a rejoint la Standard Bank, alors en difficulté. La branche de RD-Congo, en mauvaise posture et même menacée de fermeture, devait être remise à niveau. Cette deuxième grande expérience lui a permis de gagner des galons. Elle a pris la direction des opérations de réorganisation. Pendant quatre ans, elle a fonctionné comme chief operating officer. Elle a été aussi directrice exécutive. Ses efforts ont permis de stimuler le marché et de faire face à la forte concurrence. Aujourd’hui, Standard Bank a tourné la page des années sombres.

Première vice-présidente au sein du nouveau comité de l’ACB, élue en décembre 2013, Félicitée Singa est à la tête de la Fi-Bank Congo depuis plusieurs mois. Comme pour les autres femmes exerçant dans un secteur dominé par les hommes, il y a des exigences de résultats. Pour les jeunes désireux de se lancer dans le secteur bancaire, l’apprentissage demeure la clé du succès.

L.E.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Marie-Chantal Kaninda prend ses marques

Le secteur minier de la RD-Congo a connu une ascension fulgurante des femmes à tous les niveaux, jusqu’au sommet de commandement tant dans l’Administration que dans le privé



Marie-Chantal Kaninda, économiste sortie en 1994 de l’université de Liège, en Belgique, a appris à travailler dans un milieu d’hommes comme un homme. Âgée d’une quarantaine d’années, elle évolue depuis plus d’une quinzaine d’années dans le secteur minier. Elle est passée par plusieurs services : administration, ressources humaines et gestion. Au-delà, elle a assumé des fonctions à caractère international. En tant que gestionnaire communautaire, elle a mené avec brio la relocalisation d’une communauté en Angola, pour permettre à son groupe de débiter la phase d’exploration. En Centrafrique, elle a mené à son terme une douloureuse opération de fermeture des bureaux de son groupe. À cet effet, elle a rencontré les plus hautes autorités centrafricaines. Cette expérience l’a amenée à s’ouvrir davantage aux autres cultures, africaines et européennes. Elle a intégré les valeurs des grandes multinationales, notamment le sens du respect des droits de

L.E.

Fatima Beyina-Moussa : «Tout est possible»

La directrice générale d’ECAir (Equatorial Congo Airlines) a à son actif le lancement de la compagnie aérienne nationale du Congo. Deux ans plus tard, le cap des 300 000 passagers est franchi

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes directrice générale d’ECAir, avec un long cursus derrière vous. Parlez-nous de votre expérience et de votre formation…

Fatima Beyina-Moussa : Je suis diplômée de l’HEC Montréal et titulaire d’un MBA de l’université d’Ottawa que j’ai complété par un DEA en économie internationale à Sciences-Po Paris. À l’issue de mes études, je suis revenue au Congo pour intégrer le cabinet d’audit et de conseil Ernst & Young. J’ai ensuite été recrutée par la Banque des États d’Afrique centrale. Promue chef de service à la direction nationale, j’ai pris en charge la balance des paiements. En 2004, je suis partie aux États-Unis avec mon mari où j’ai j’intégré le Programme des Nations unies pour le développement, en charge plus spécifiquement de la coopération Sud-Sud.

En mars 2011, après un passage à Lagos, au Nigeria, où mon mari avait été muté, nous sommes rentrés au Congo. J’ai alors intégré le cabinet du ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public en tant que conseiller à l’économie et aux réformes. Dans ce cadre, j’ai assuré la restructuration des Assurances et Réassurances du Congo en tant qu’administrateur général. Parmi les dossiers qui m’étaient confiés figurait la mise en place d’une compagnie aérienne nationale, ECAir. En mars 2011, j’en prenais la direction générale.

Vous avez travaillé sur le projet et dirigé sa création pour en obtenir la direction. Comment êtes-vous arrivée à la tête de la compagnie ECAir ?

En tant que conseiller à l’économie et aux réformes du ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, l’une de mes missions a porté sur la création et la mise en place d’une compagnie aérienne nationale, projet faisant partie du plan de développement des infrastructures aéroportuaires du pays qui a permis la réhabilitation des aéroports de Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo. J’ai donc travaillé sur ce projet avec le cabinet de conseil et les différents partenaires qui nous ont accompagnés jusqu’à sa réalisation. Lorsque s’est posée la question de la gestion de cette compagnie fraîchement créée, le choix s’est porté sur moi.

Au bout de deux ans, quel bilan tirez-vous de votre action à la tête d’ECAir ?

Dès le départ, notre ambition était de devenir la compagnie leader en Afrique centrale. Pour y parvenir, nous nous sommes entourés de partenaires solides et d’expérience. Afin d’être à la hauteur de cette ambition, nous nous sommes fixé des objectifs et nous sommes sur le terrain. Nous avons franchi le cap de 300 000 passagers ; la flotte a été agrandie : fin 2013, nous avons accueilli notre nouveau 757-200, le Rivière Sangha ; le nombre de destinations s’est développé : Paris en 2012, Douala et Cotonou en 2013, et Dubai au premier trimestre 2014. Nous poursuivons notre lancée dans la formation du personnel. La deuxième vague de recrutement de nos pilotes cadets vient d’avoir lieu. Nous les formerons pour qu’ils puissent travail-

ler sur les avions opérés par ECAir. Enfin, la Fondation ECAir, reflet de la responsabilité sociale de l’entreprise, a vu le jour en août dernier.

Quelles sont vos perspectives pour faire d’ECAir une compagnie aérienne de référence ?

Le développement de nos destinations africaines est notre première ambition : cette année nous avons pour objectif d’ouvrir des escales à Kinshasa, Libreville, Luanda, Bamako, Dakar... Cet accroissement du réseau va de pair avec l’agrandissement de notre flotte : nous venons d’acquérir deux nouveaux Boeing 737-700 et un Boeing 767 qui seront opérationnels au cours de cette année. L’objectif final est de redonner à Brazzaville sa place de ville de transit en faisant de l’aéroport de Brazzaville un véritable hub de la sous-région.

En tant que femme, vous vous êtes engagée dans un domaine que d’aucuns croient réservé aux hommes. Quels sont vos atouts ?

Je ne pense pas avoir plus d’atouts qu’un homme. J’ai été victime du virus de l’aviation, qui vous attrape dès que vous commencez dans ce métier. C’est devenu une véritable passion, et je doute que le fait d’être une femme y soit pour quelque chose. Je me donne à mon travail à 100% comme le ferait tout cadre nommé par l’État aux mêmes fonctions. Tant mieux si cela donne des résultats positifs. Toutefois, diriger une compagnie tout en étant épouse et mère demande une logistique toute particulière. Je m’organise donc pour gérer tout cela de concert.

Quelle est la place du genre au sein de votre compagnie ? Avez-vous une politique spécifique pour que la femme ne joue pas le second rôle au niveau d’ECAir ?

Nous encourageons l’égalité sans particulièrement définir de politique pour favoriser l’insertion des femmes. Nos recrutements sont basés sur le talent, et il se trouve que nous recrutons de nombreuses femmes talentueuses. L’équilibre s’établit de lui-même, et nous avons autant d’hommes que de femmes chez ECAir. L’idée est justement d’arriver à casser certains stéréotypes fortement ancrés dans nos traditions. Notre première vague de jeunes pilotes cadets en formation intègre des jeunes filles congolaises. Nous encourageons, mais nous n’imposons pas.

Votre message en conclusion de cet échange ?

Je voudrais inviter tous les Congolais à s’approprier ECAir, qui est leur compagnie. Si le fait que la compagnie est dirigée par une femme attire encore des curiosités, des questionnements, je souhaite en profiter pour matérialiser le fait que dans la mission qui m’a été confiée, c’est mon expérience et mon parcours qui ont primé. Alors un message particulier aux femmes qui hésitent encore à se lancer dans des métiers jusque-là perçus comme réservés aux hommes : tout est possible !

Propos recueillis par G.G.K.

CONGO

Yvonne-Adélaïde Mougany : la dévotion au service d’un secteur privé dynamique au Congo

Ministre congolaise en charge des PME et de l’Artisanat, Yvonne-Adélaïde Mougany, à la tête de ce département depuis 2007, œuvre en droite ligne de la directive du gouvernement pour dynamiser le secteur privé congolais afin d’appuyer la croissance de l’entrepreneuriat et lutter contre la pauvreté et le chômage des jeunes

Actrice dévouée au développement des petites et moyennes entreprises (PME), cette femme aux qualités exceptionnelles se bat pour l’émergence de ce secteur confronté à plusieurs défis, notamment celui du financement et du manque d’engagement des femmes congolaises. *«Le financement du secteur privé est un véritable problème au Congo, et ce n’est pas le premier. Il trouvera une solution lorsqu’un certain nombre d’autres problèmes seront réglés»*, a indiqué le secrétaire général du forum des jeunes entreprises du Congo, une plateforme qui accompagne les entreprises et les entrepreneurs depuis la phase de conception jusqu’à la réalisation.

La situation actuelle des PME-PMI et leurs perspectives constituent au niveau national un des principaux problèmes auxquels les Congolais détenteurs de petits projets restent confrontés. Pourtant, selon le ministère de tutelle, seul un recensement devrait permettre de se faire une idée du paysage des PME au Congo. *«De manière générale, une meilleure connaissance de leurs situations et attentes permettra de mieux élaborer, en réponse, l’intervention du ministère en particulier, des autorités nationales en général»*, a-t-elle rappelé.

Afin de favoriser son développement et permettre à ce secteur de contribuer à la diversification de l’économie congolaise fortement dépendante du pétrole, l’action d’Yvonne Adélaïde Mougany suscite une grande attention au sein du gouvernement qui entend y accorder une place de choix. En effet, les défis que cette ministre a à cœur de relever ont souvent guidé son action pour la promotion d’un secteur capable de jouer pleinement son rôle à l’heure où le Congo veut disposer d’un tissu de PME pérenne.

Selon elle, l’objectif primordial à atteindre consiste, en termes d’entreprises et en activités dont le nombre devrait augmenter, à viabiliser les PME et faire en sorte que les Congolais développent un esprit entrepreneurial et la culture managériale. La ministre des PME estime que la réussite de ce combat passe avant tout, au-delà du problème financier, par la formation professionnelle, technologique et managériale, gage d’une meilleure gestion des petites entreprises qui sont censées intervenir dans tous les domaines du développement.

«Pour réussir, il nous faut être compétitifs. C’est dire qu’il y a un combat qui demande certaines dispositions à prendre», déclarait la ministre des PME-PMI, soulignant qu’*«au-delà de tout, le gouvernement doit relever le défi de la disponibilité des services non financiers, l’accompagnement des PME, les appuis multiples pour la réalisation d’études de marché, l’assistance dans tous les domaines»*. Avec une part considérée comme la plus importante dans le processus de la diversification de l’économie, soit 90% tel que retenu par le gouvernement congolais, le secteur

des PME-PMI appelle encore à la mise en place d’une politique d’incitation et d’accompagnement.

Pour y parvenir, Yvonne Adélaïde Mougany travaille avec des associations et organismes internationaux, dont la Banque mondiale, pour favoriser des joint-ventures entre les PME et les grandes entreprises. Une voie de sortie étudiée par son ministère afin d’envoyer un contenu local qui permette d’attirer les investisseurs.

La lutte contre le chômage, un engagement

Déterminée à insuffler l’esprit d’entreprise chez les Congolais de tous les âges, Yvonne Adélaïde travaille pour faire de son ministère *«l’entreprise des entrepreneurs»*. Six priorités sont dégagées pour 2014. Elles sont tout à la fois d’ordre institutionnel et infrastructurel. La stratégie permet de briser les obstacles et de relever les défis qui s’imposent au tissu des PME.

En effet, si des lois et décrets s’avèrent nécessaires pour rendre plus opérationnel le dispositif juridique de ce secteur, la mutation du Centre de formalités d’entreprise, de l’Agence d’investissement des petites et moyennes entreprises, du Fonds de garantie et de soutien aux PME ainsi que l’Agence nationale de l’artisanat est un atout pour plus d’autonomie et de flexibilité dans la gestion des PME.

Par ailleurs, si la réaffectation des ressources financières fait également partie des priorités de 2014 (des actions à mener tout au long de cette année), l’organisation de rencontres, avec l’appui des partenaires techniques et financiers, répond au besoin de voir se créer plus d’entreprises. *«Nous avons retenu le projet d’organiser, outre la deuxième édition de la convention Trois Jours pour la création d’entreprises, une session des Journées congolaises de l’entreprise»*, avait-elle annoncé, précisant que cette rencontre pluridisciplinaire serait l’occasion de rechercher un consensus national sur le rôle moteur qu’entend jouer le secteur des PME dans la modernisation de l’économie.

Toutefois, afin d’encourager les initiatives privées, la question de la couverture universelle déjà programmée est aussi prioritaire. Elle permettra de donner aux artisans, sur la base d’une contribution portant sur les risques professionnels, la santé et les prestations familiales. *«Le moment venu, ils seront consultés pour bien prendre en compte la réalité de leurs attentes»*, a expliqué Yvonne-Adélaïde Mougany.

Impliquer davantage des femmes dans l’entrepreneuriat

Réduit à une petite portion, l’entrepreneuriat féminin fait partie des combats primordiaux. Yvonne-Adélaïde



Mougany considère que la femme peut trouver d’égal en matière d’économie domestique. En vue de lever ces obstacles et d’écarter toutes discriminations, l’option envisagée est de libérer le potentiel féminin qui vit en elle pour qu’elle retrouve l’assurance qui lui permet d’évoluer dans ce domaine, à l’instar des hommes. *«La femme à des capacités extraordinaires»*, pense-t-elle.

G.G.K.

Née en 1944 à Brazzaville, Yvonne-Adélaïde Mougany, fille d’Édouard Mougany, a occupé de hautes fonctions dans l’administration congolaise, notamment au sein d’Hydro-Congo, où elle fut en charge de l’exploration et de l’exploitation du pétrole (1986-1994). Elle a également participé à la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes en tant que déléguée du Congo-Brazzaville en septembre 1995. Membre du bureau exécutif national du Club 2002 sous le label duquel elle a été élue, en 2002, députée de la première circonscription de Mindouli, dans le Pool (Sud) avant sa réélection en août 2007 pour le compte du Parti congolais du travail. Nommée ministre du Commerce et de la Consommation en août 2002, cette femme dévouée a joué entre 2002 et 2003 un rôle clé pour le retour de la paix compromise par des conflits sociopolitiques armés. En 2009, alors que le président Denis Sassou-N’Guesso est candidat à sa propre succession pour un second mandat, Yvonne-Adélaïde Mougany a été désignée, seule femme parmi les hommes, comme porte-parole.

Anne-Émilie Carlos-Poto : une femme en avance sur son temps

Cette femme dynamique et pleine d'énergie a tissé sa toile très tôt et s'est constituée un réseau international. Dotée d'une solide expérience professionnelle dans les affaires, elle est aujourd'hui à la tête de Consult Trade, une société de consulting et d'import-export qu'elle a créée à Brazzaville en 2002. Femme d'affaires avisée, Anne-Émilie Carlos-Poto se considère comme une femme épanouie, mais toujours prête à affronter de nouveaux challenges, notamment en politique. Rencontre avec une femme aux multiples facettes

Anne-Émilie Carlos-Poto, qui se dit être une enfant de l'indépendance (elle est née en 1960) est le produit d'un métissage culturel. «*Je suis une métisse, et je trouve que tout être humain est métissé. Cela veut simplement dire que je peux aller partout et me sentir chez moi*», confie-t-elle aux Dépêches de Brazzaville. La chef d'entreprise a passé une grande partie de sa jeunesse en Belgique, où elle a étudié et obtenu une licence en gestion des entreprises et sciences de l'information et une maîtrise en management dans les meilleures institutions scolaires supérieures de Bruxelles. «*J'ai estimé que toutes ces disciplines étaient complémentaires. Être chef d'entreprise suppose qu'on est un fin communicateur et un habile manager. J'ai compris très jeune que suivre toutes ces formations me permettrait de développer mes capacités et réaliser mes ambitions.*»

C'est lorsqu'elle était étudiante en gestion des entreprises qu'Anne-Émilie a découvert le monde de la communication. Passionnée par la com, elle effectuera plusieurs stages, notamment dans le secteur du bâtiment au sein de la société Ilpa, une société de construction bruxelloise qui a à son actif la construction de l'hôpital de Dolisie, que sa société Consult Trade a du reste réhabilité il y a quelques années. Après cette expérience dans le secteur du bâtiment, elle

réintègre le domaine de la communication dans une société luxembourgeoise et travaille avec le célèbre journaliste sportif belge Michel Lecomte à la Radio-Télévision belge francophone. «*Mon travail consistait à redorer l'image de marque d'une personne ou d'une société. Je devais à cette époque redorer l'image écornée des Lions indomptables qui venaient de perdre la Coupe d'Afrique*», se rappelle-t-elle. Il sied également de signaler son passage dans le Groupe Pierre Otto-Mbongo, où elle a eu à développer ses talents dans le domaine du négoce et à apporter sa vision dans le cadre des activités du groupe.

Le retour au pays

À la fin de ses études en 1983, elle rentre au pays avec son fiancé, décidée à mettre en pratique les différentes formations suivies en Europe. Fille de la célèbre femme d'affaires congolaise Mama Poto, c'est tout naturellement qu'elle intègre la société familiale, composée d'une usine de production de pagnes, la S-Intexkin, d'une société de commercialisation de pagnes et de l'Usine de panification de Kinshasa (Upak). «*Ma mère était mon amie, ma confidente, j'ai beaucoup appris auprès d'elle. Mon père m'a légué son sens de prévenir les événements dans le cadre des affaires. C'est ainsi que je suis souvenue en avance sur mon époque, comme*

il l'était à la sienne.»

Néanmoins, c'est au bas de l'échelle qu'elle débute dans l'entreprise familiale : «*J'ai commencé comme simple vendeuse. Puis, comme je m'intéressais à tout ce qui est artistique, je suis passée au service dessin. Je ne sais pas dessiner, mais j'ai appris auprès d'un groupe de bons dessinateurs. Là, j'ai voulu créer un service de communication, mais cela n'a pas été bien perçu, car à l'époque la publicité ne semblait pas utile à l'entreprise. La marque était déjà bien ancrée dans les esprits.*»

Après un passage dans toutes les directions de l'entreprise de conception de pagnes, Anne-Émilie intègre l'Upak où elle exerce son management «*avec un peu plus de liberté*». Elle opère par la suite un retour dans l'usine de production de pagnes au poste de directrice commerciale. Entretemps, toujours dotée de l'esprit d'entreprise, elle avait déjà créé sa propre boutique d'habillement, Les Folies de Zelda, fréquentée aussi bien par les autorités que par les jeunes branchés du pays.

Participation significative à la reconstruction

En 1998, le Congo-Brazzaville sort de la guerre. Tout est à refaire et à rebâtir. Anne-Émilie Carlos-Poto, toujours en avance sur son temps, crée Consult Trade afin d'inciter les investisseurs à



venir participer à la reconstruction du pays. Elle convainc le groupe Bouygues de se rendre au Congo. Les deux partenaires créent la Société de gestion d'électricité du Congo et installent l'éclairage public. C'est également grâce à elle et à ses partenaires que le pays se dote de ses nouveaux documents de valeur. Elle se lance aussi dans la fabrication d'imprimés sécurisés : «*Chaque fois que je me lance dans un domaine, je me forme pour mieux en appréhender les contours. C'est ainsi que je suis allée à Lyon, en Suisse et à Paris pour apprendre.*» Les valeurs de respect de l'autre, d'humilité, d'amour du prochain et de tolérance lui ont permis de gagner la confiance et le respect de ses nombreux partenaires avec qui elle collabore jusqu'à aujourd'hui.

Complémentarité homme-femme

Épouse comblée et femme d'affaires accomplie, Anne-Émilie Carlos-Poto se

veut être le symbole de la femme africaine moderne universelle, même si elle avoue être «*un peu de la vieille école*» face à certaines prises de position. «*Est-ce un héritage de ma mère ? Peut-être. Toujours est-il que je pense que dans le foyer, l'homme doit avoir un peu plus d'aura que la femme et cette dernière lui vient en appui. Les femmes doivent se mettre en tête que l'homme et la femme sont complémentaires.*» C'est ainsi que de retour d'Europe avec son fiancé, fait-elle savoir, elle a refusé une offre d'emploi afin d'attendre que le futur père de ses enfants puisse avant tout trouver du travail. Néanmoins, préciset-elle, «*je suis un peu féministe, et je sais quand il faut l'être*». Pour la directrice générale de Consult Trade, la journée du 8 mars consacre la lutte de l'émancipation de la femme et de sa liberté : «*La femme peut aujourd'hui accéder à n'importe quel poste et exercer n'importe quel métier, autant que l'homme. C'est une grande évolution.*» Dans ce sens, elle félicite l'action que mène le président Denis Sassou-N'Guesso pour promouvoir et valoriser le rôle de la femme dans la société. Femme active et afro-optimiste, Anne-Émilie Carlos-Poto a désormais comme priorité l'éducation en Afrique qui, pour elle, est aujourd'hui en régression. Cette éducation, souligne-t-elle, concerne aussi bien les enfants que les adultes. Pour ce faire, indique-t-elle, les dirigeants du continent devraient mener des actions pour permettre à la jeunesse africaine d'avoir un avenir meilleur. Elle-même se dit très tentée par une carrière politique afin d'apporter «*quelque chose de plus*». «*Je suis une femme épanouie, mais je ne pourrais être heureuse que si mon voisin vit dans de bonnes conditions*», conclut-elle.

Patrick Ndungidi

Des politiques de développement toujours inégales après l'adoption des OMD

Près de quatorze ans après l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000, les femmes et les filles continuent à faire face à des difficultés spécifiques liées à leur statut dans la société et à des discriminations de genre

Faut-il rappeler que la majorité des pauvres dans le monde, notamment en Afrique subsaharienne, sont des femmes, et qu'elles travaillent principalement dans le secteur informel et non rémunéré, en particulier lorsqu'elles vivent en milieu rural; qu'elles assurent quasiment toutes les tâches domestiques non rémunérées et non comptabilisées dans le calcul du produit intérieur brut ? On compte plus de 33 millions de jeunes filles qui ne vont pas à l'école en Afrique, plus d'un tiers n'achevent pas un cycle complet d'éducation, à cause de la pauvreté, des coûts de scolarité, de l'insécurité, des mariages et grossesses précoces non désirées. Au moins huit cents femmes meurent chaque jour de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Le

risque de mourir en couches est de 1 sur 39 en Afrique subsaharienne, le plus élevé au monde. Plus de dix millions de subsahariennes vivent avec le VIH. Les jeunes femmes de 15 à 24 ans sont les plus vulnérables, avec un taux d'infection deux fois plus élevé que chez les jeunes hommes de leur âge. On sait désormais que les premières victimes de la raréfaction des ressources naturelles sont les femmes et que leur non-participation aux instances locales ne permet pas de prendre véritablement en compte leurs besoins à cause aussi de leur sous-représentation dans les espaces décisionnels et que les filles sont souvent victimes de mutilations génitales féminines.



N.N.

Édith Itoua, chef du département des Congolais de l'étranger

Édith Itoua a été nommée en mars 2013, deux mois après son retour au pays, conseillère du président de la République, chef du département des Congolais de l'étranger, après avoir travaillé de longues années au côté de l'ambassadeur du Congo en France.



Diplômée d'un Master de diplomatie de l'European Business School, après un DEA en langues et civilisations slaves, Édith Itoua a travaillé pendant 16 ans au côté de l'ambassadeur du Congo en France.

Véritable bras droit de l'ambassadeur, Édith Itoua a pratiquement fait toute sa carrière professionnelle à l'ambassade du Congo: «*C'est la première fois en réalité que je viens travailler au pays, c'est une nouvelle expérience. Je suis rentrée en février 2013; un mois plus tard, le président me confiait cette tâche exaltante et difficile*», a expliqué la conseillère.

Elle a géré en 2011 la trésorerie du Réseau international des Congolais de l'extérieur, dont elle est membre fondatrice. Dès sa nomination, son premier réflexe a été de participer à différentes conférences internationales pour s'imprégner des expériences des autres pays, voir comment ils gèrent la problématique de la diaspora et organiser des rencontres avec leurs compatriotes de l'étranger pour étudier leurs difficultés, ce qu'ils attendent du pays et vice-versa (en France, aux États-Unis, au Canada, en Suisse...). Entre autres missions, son travail est de mobiliser et d'expliquer aux Congolais de l'étranger la démarche du président de la République qui leur demande de revenir travailler au pays pour son développement, faciliter l'insertion des Congolais de l'étranger, leur trouver un emploi car certains ne savent pas à quelle porte frapper: «*J'ai le devoir d'être le relais entre les*

ministères et ceux qui veulent rentrer au pays.»

Fière des résultats obtenus, la conseillère se dit satisfaite: «*Pour preuve, hier soir j'ai reçu l'appel d'un Congolais qui est rentré, m'informant qu'il avait été embauché comme attaché dans un cabinet ministériel. J'étais très contente*», révèle-t-elle. Elle prépare pour cette année 2014 une tournée en Afrique de l'Ouest et du Nord. Deux projets sont prévus: «*J'ai eu la chance de m'impliquer dans le processus de l'aboutissement de ces deux projets. Avant que je sois nommée, il existait déjà au ministère des Affaires étrangères une cellule de mobilisation de la diaspora. Pour animer cette cellule, il y avait un homme très dynamique qui avait pris contact avec l'Organisation internationale pour l'émigration et la Banque africaine pour le développement pour qu'elles aident à mobiliser la diaspora. Une étude a été déclenchée. Le projet avec l'Organisation internationale pour l'émigration est un projet-test qui consiste à faire venir une dizaine d'experts de la diaspora de France, mais pas de partout. Le pays-test, c'est la France. Nous allons sélectionner des experts dans le domaine de la santé et de l'enseignement supérieur qui viendront rendre un certain nombre de services en fonction des besoins que l'Organisation internationale pour l'émigration aura détectés au Congo. C'est ainsi que des formations sont prévues.*»

Rosalie Bindika

Développement

Catherine Garetta : «L'égalité femmes-hommes est au cœur de la politique française de développement»

Les Dépêches de Brazzaville : Catherine Garetta, pourquoi l'AFD soutient-elle le forum mondial des femmes francophones ?

Catherine Garetta : L'Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui se trouve au cœur du dispositif français de coopération. Cette agence finance le développement des pays du Sud, dont une grande partie est située dans l'espace francophone africain. Ce forum mondial des femmes francophones, événement international qui mobilise de très nombreuses femmes africaines, permet à l'AFD d'une part de valoriser des femmes impliquées dans nos projets, leurs engagements, leurs parcours ainsi que les actions qu'elles mènent en faveur du développement tout en partageant leurs expériences de terrain. Il permet, par ailleurs à l'AFD de prendre part à la dynamique internationale actuelle, dynamique qui s'articule autour des questions de développement et de genre dans l'agenda politique post-2015. C'est enfin l'occasion pour l'AFD de contribuer au renforcement du rôle des femmes dans l'espace francophone et leur mise en réseau. Ces femmes francophones sont



des actrices du développement à part entière et des partenaires engagées pour l'agence.

Comment la question des femmes est-elle prise en compte dans les opérations de l'AFD ? Quels sont vos objectifs ? L'AFD agit depuis plus de soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Par le biais de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'agence finance des projets, des programmes et des études; elle accompagne

ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités. Elle intervient prioritairement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, du soutien au développement durable, autant de secteurs qui concernent aussi les femmes. La France a adopté une stratégie transversale genre et développement pour 2013-2017. Cette stratégie a pour ambition de mettre l'égalité femmes-hommes au cœur de la politique française de développement, de façon à ce que les femmes et les hommes puissent bénéficier également des fruits du développement. Cette nouvelle stratégie de la France a conduit l'AFD à élaborer un cadre d'intervention transversal sur le genre, qui entend contribuer à un développement durable, inclusif et équitable entre les hommes et les femmes. Nous voulons favoriser l'égalité des opportunités ainsi qu'une meilleure prise en compte des femmes dans leurs projets.

L'ONU célèbre en 2014 les agricultures familiales. Comment, dans le domaine du développement rural,

l'AFD intègre-t-elle l'approche genre (ou la question des femmes) dans les projets qu'elle finance ?

L'objectif de cette initiative de l'ONU vise à mettre les projecteurs du monde entier sur la contribution significative de l'agriculture familiale à l'éradication de la faim et de la pauvreté. L'agriculture et le développement rural sont des secteurs prioritaires de l'AFD. Nous avons pour finalité d'améliorer durablement la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains d'Afrique subsaharienne par un soutien aux exploitations agricoles familiales, aux filières et aux politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles, en intégrant les enjeux de développement durable. Notre conviction est que les petites exploitations familiales sont des acteurs majeurs dans ce domaine et que tout l'enjeu est d'accompagner leur développement. Selon la FAO, plus de 1,6 milliard de femmes vivent de l'agriculture et sont à l'origine de la moitié de la nourriture produite dans le monde. Elles représentent 43% de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Cependant, leurs revenus sont plus faibles que ceux des hommes, avec des écarts pouvant aller jusqu'à 50%. Mieux prendre en compte l'impli-

cation des femmes dans le monde rural et dans les exploitations familiales est donc une préoccupation majeure de nos interventions dans ces pays.

Propos recueillis par F.G.

Diplômée de Sciences Po et ancienne élève de l'ENA, Catherine GARRETA a consacré l'essentiel de sa carrière aux questions d'aide au développement et de protection de l'environnement. Elle a été en particulier Chef du Département des affaires multilatérales au Ministère de la Coopération (1993-1996), responsable du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (1996-2000), Directrice-adjointe du Conservatoire du littoral (2001-2005) et Directrice exécutive de l'Iddri (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales). Elle a rejoint l'AFD en 2009, où elle a dirigé le Département des Appuis Transversaux, avant d'être nommée en 2013, Directrice exécutive en charge des Relations Extérieures et des partenariats.

Les députés français sanctuarisent l'aide publique au développement

L'Assemblée nationale française a adopté le 10 février un projet d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale

Ce vote mérite d'être gravé dans le marbre des engagements de la France en matière d'aide au développement, car il marque une volonté d'inscrire la politique de développement dans un cadre transparent. Si les sénateurs français, qui examineront le texte au printemps prochain, allaient plus loin dans les engagements en matière de cohérence globale, il y aurait un impact certain sur le développement, le pilotage de l'aide publique au développement (APD) et dans les encadrements des activités des entreprises françaises.

Une rupture avec les politiques d'APD depuis les indépendances africaines

Ce nouveau texte rompt complètement avec le caractère discrétionnaire des politiques d'APD de la France depuis les indépendances des pays africains. Cet examen de loi est aussi l'occasion pour les parlementaires de faire entendre leur point de vue sur la politique de développement.

L'objectif des députés est d'inscrire la problématique des moyens de financement du développement dans un texte. Soutenu par le ministre chargé du Développement, Pascal Canfin, ce projet de loi intègre les priorités suivantes : la lutte contre la pauvreté et le changement climatique, la lutte contre les inégalités, la promotion de la paix, des droits humains, des valeurs de la démocratie et de l'état de droit, de l'égalité hommes-femmes, etc.

Ce texte, qui consacre pour la première fois l'approche par les droits, la participation des personnes en situation de pauvreté et le soutien aux agricultures familiales, prévoit qu'un certain nombre de pays africains recevront la majorité du budget de l'aide française en priorité.

Adopté le 5 février par les députés du groupe socialiste, un amendement fixe l'objectif de consacrer, à l'instar des grands pays donateurs, 0,7% du revenu brut national (RNB) et d'en affecter 0,2% en faveur des pays les moins avancés. Pour autant,

la mention de l'objectif de 0,7% dans la loi n'a aucune portée contraignante pour la France.

Tendance à la baisse de l'APD en Europe

La France n'est pas le seul pays européen pour qui l'objectif de 0,7% reste hors de portée. À l'exception du Royaume-Uni qui atteint l'objectif en 2013, de nombreux pays européens se réfugient derrière la crise économique pour justifier la suspension de leur effort. La France est la quatrième contributeur mondial d'APD, avec un montant total supérieur à 10 milliards d'euros en 2014, représentant 0,48% de son RNB.

Le point de vue des ONG françaises

Les ONG françaises reconnaissent certaines avancées, mais regrettent que le texte de loi n'inscrive pas l'APD dans une réforme plus profonde du pilotage de l'aide et dans le sens d'une «*plus grande transparence des opérateurs impliqués*». Coor-

dination Sud s'est félicitée des efforts réalisés pour veiller à une plus grande cohérence des politiques impactant sur le développement. Mais elle pense qu'un plan d'action s'impose pour que ces efforts soient suivis par des actes. Nombreuses sont les ONG qui ont pointé la nécessité d'un meilleur encadrement des activités des multinationales dans les pays du Sud, «*surtout lorsque ces dernières bénéficient d'appuis de la France dans leurs investissements à l'étranger*».

Elles pensent que les clauses sur la responsabilité sociale et environnementale, sur la responsabilité fiscale et sur la lutte contre l'évasion fiscale manquent d'ambition dans ce premier texte de loi, alors «*même qu'elles constituent des conditions fondamentales d'un développement juste et durable*». Mathilde Dupré, de CCFD-Terre solidaire regrette que le volet «*programmation budgétaire*» soit resté en «*sourdisse*».

N.N.

Seli Safari Zongo

Chambres, Tentés, Paillotes, Bungalow, Attraction, Piscine, Feu de Camp, Villas

Zongo Seli Safari Resort CHUTES DE ZONGO

Visitez le Premier Site Touristique de la République Démocratique du Congo

Réservation
N° 45, BOULEVARD DU 30 JUIN, BUILDING IMMOBILIA, KINSHASA GOMBE
Tél : +243 - 998131210 / +243 - 999802280 / +243 - 998116325
www.zongosafari.com
info@zongosafari.com

VISITES
Visite Etaka piscine naturelle
Visite La plage Seli Safari

DaViva Life is beautiful

Distributeur exclusif L. HASSON & frère

BOUTIQUE DAVIVA
Nouvelle Galerie (à l'étage) de l'Hypermarché ESPACE HASSON
site du Commerce des Avenues des Aviateurs et de la Paix
Kin / Gombe (derrière SOTACOM)

BOUTIQUE DAVIVA
HYPERMARCHÉ PLAZA VILLAGE
14ème RUE LIMETE/INDUSTRIEL

FRANCE 24
FRANCE24.COM

Actuelles

VIRGINIE HERZ

Le nouveau magazine interactif de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes

SAMEDI 13H10

KWILU BAR RHUMERIE

Ouvert tous les jours

Lundi HAPPY MONDAY by DJ COSTA

Mardi HAPPY HOURS Ambiance détente

Mercredi SALSA NIGHT Cours de Salsa Ambiance caribbes

Jeudi KARAOKE Sois la star de la soirée...

Vendredi AMBIANCE IBIZA Avec DJ COSTA

Samedi DISCO FUNK Ambiance Electrique

Dimanche CHILL OUT PARTY Soirée relax

The Place To Be...

Retrouvez-nous **de 17h à 2h**

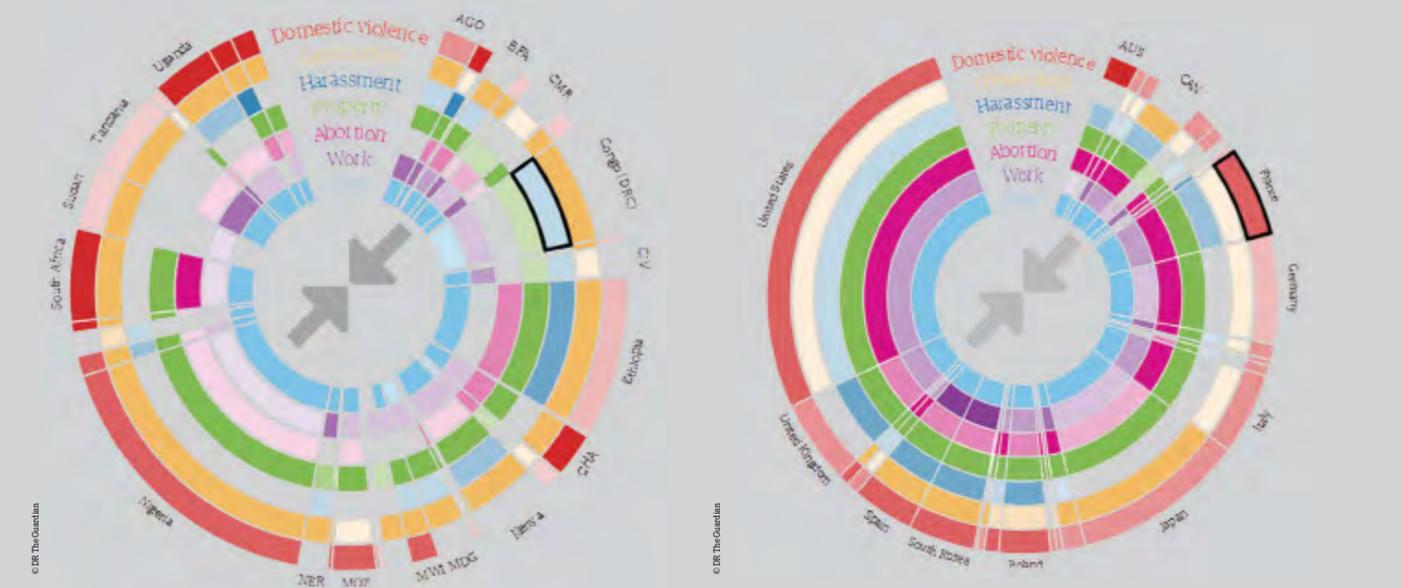
3, avenue de la Justice
En face de la Commune de la Gombe
Tél : 0819923227 0820170979

Droit des femmes

SITUATIONS DES DROITS DE LA FEMME

Étude comparée entre RDC – France, d'après *The Guardian*

The Guardian propose un aperçu des droits des femmes basé sur les données de la Banque mondiale et des Nations unies et fait le point sur la législation liée à la violence, le harcèlement, l'avortement, ou encore la discrimination et l'égalité



République démocratique du Congo

France

• Violence domestique

loi qui traite spécifiquement de la violence conjugale
législation qui prévoit la violence psychologique
législation qui comprend la violence physique
législation qui inclut la violence sexuelle

RDC	FRANCE
■	■
■	■
■	■
■	■

• Droits dans la constitution

clause de non-discrimination
égalité des sexes devant la loi

RDC	FRANCE
■	■
■	■

• Harcèlement

sanctions pénales pour harcèlement sexuel
Ministère chargé de lutter contre le harcèlement sexuel
législation sur le harcèlement sexuel dans l'enseignement
législation sur le harcèlement sexuel dans l'emploi
législation sur le harcèlement sexuel dans les lieux publics
législation sur le harcèlement sexuel dans les services
sanctions pénales pour harcèlement sexuel au travail

RDC	FRANCE
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■

• Avortement

sauver la vie de la femme
préserver la santé physique
préserver la santé mentale
dans les cas de viol ou d'inceste
en cas de malformation du fœtus
des raisons économiques ou sociales
sur demande

RDC	FRANCE
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■

• Vie professionnelle

droit aux congés maternités payés
droit aux congés de paternité
loi qui impose un salaire égal pour un travail de valeur égale
loi qui interdit la discrimination entre les sexes dans le recrutement
loi qui pénalise ou empêche le licenciement des femmes enceintes
les employeurs doivent-ils fournir un temps de pause pour les mères qui allaitent

RDC	FRANCE
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■
■	■

■ Oui ■ Non
G.L.

ARCHE sarl

Architecture Elyone



Nous bâtissons votre rêve

6, avenue Marinel,
Immeuble La Concorde 2^{ème} étage à côté de SOFIDE

+243 819 934 488 ou +243 999 934 488 (RDC)
+27 8181 933 (RSA)

E-mail : gibalebrunel@hotmail.com - gbrunel@webmail.co.za
- gibalebrunel@yahoo.fr

Site web : www.arche.net

Marie-Léontine Tsibinda, une hirondelle qui fait le printemps

Le 31 Décembre 1977, Léopold Sedar Senghor, écrit, après avoir lu Les Feux de la planète ceci à Tati-Loutard : « Je trouve que la plus grande grandeur du Congo est dans la poésie de ses poètes ». La critique Arlette Chemain, qui nous donne à lire cet extrait dans la préface qu'elle consacre aux œuvres complètes de Jean-Baptiste Tati-Loutard, ajoute ce commentaire éloquent : « phrase deux fois redondante coulée dans un double alexandrin qui dit toute la considération pour le confrère apprécié. » Ce détour par Senghor situe bien le Congo dans le champ littéraire. La différence entre les deux pays réside en ceci : la place des femmes écrivains. Alors que le Sénégal exhibe la subtile Aminata Sow Fall, la « sulfureuse » Ken Bugul, la caustique Fatou Diome, Khady Hane ou encore feu Mariama Bâ, auteur d'une Si longue lettre, le Congo-Brazzaville tout en recelant des figures féminines historiques mémorables (Kimpa Vita, la Reine Galifourou, etc.) peine à aligner de grandes plumes. Constat que le professeur Mukala Kadima Nzuzi met en exergue dans le supplément littéraire des Dépêches de Brazzaville du 13 Mars 2009. Voici ce qu'il écrit « Il ne se passe pas un jour, sans que la littérature congolaise ne reçoive diverses distinctions honorifiques : Médaille de Vermeil de l'Académie française, Grand prix littéraire de l'Afrique noire, prix Simba, Renaudot, prix des cinq continents, etc. Peut-être demain s'offrira-t-elle le Nobel ! Toujours est-il qu'au cours de cette première décennie du vingt-unième siècle, la litté-

ture congolaise fait preuve d'une exceptionnelle vitalité et d'une grande maturité. C'est qu'elle a su trouver sa voie, creuser son propre sillon, se dévoiler au monde à partir d'une réflexion personnelle sur ce qu'elle est elle-même en tant que discours et en tant que projet sur ce qu'elle est en droit d'apporter à l'humanité. Elle s'est assurée une visibilité remarquable sur le plan international. Elle a reçu ses lettres de noblesse au sein de ce que Goethe appelle la « littérature visible » remarquable sur le plan international. Mais depuis quelque temps, une question préoccupe tous les observateurs de la vie littéraire congolaise : où sont les femmes ? ».

De la mer au Mayombe

Née à Girard dans le Kouilou, Marie-Léontine Tsibinda, titulaire d'une maîtrise d'anglais, ancienne bibliothécaire au Centre culturel américain de Brazzaville, ancienne comédienne dans la troupe Rocado Zulu de Sony Labou Tansi réside au Canada, après avoir quitté son pays natal en 1999. Novelette (Prix Unesco-Aschberg en 1996 pour Les pagnes Mouillés), elle est l'auteur de cinq recueils de poèmes. Une poésie simple, directe, qui est parfois un dialogue avec son aîné Tati-Loutard. A ce dernier qui dès 1968 donne à lire Les poèmes de la Mer, l'expression du passé/présent de l'homme congolais à partir d'un paysage privilégié : la mer, Marie-Léontine Tsibinda oppose les poèmes de la terre (1980) célébrant souvent un paysage d'enfance et lieu de mémoire de l'histoire congolaise : la forêt du Mayombe. En témoigne cet extrait de Mayombe, ma tombe que l'on peut lire dans Moi, Congo sorte de « palabre plurielle » réalisée en 2000 en collaboration avec le poète Bilombo Samba :

bonheur, parce que ma poésie a été discutée, critiquée sans complaisance et acceptée. »

Mayombe, ma tombe

« Mayombe, ma tombe Mvougouti ah ! Comment crier comment cracher Cette brûlure Cette déchirure ? Une nuit un instant Et se fige la lumière Combien pleurent encore ces morts Ferraille contre terre Ferraille contre chair Ferraille dans la chair »

« Mayombe, ma terre »

Prolifique, Marie-Léontine Tsibinda explore plusieurs genres littéraires. Elle vient de publier au Canada aux éditions l'Interligne, La porcelaine de Chine, une pièce de théâtre conçue comme un huis clos entre Bazey, épouse trahie, s'acharnant sur sa bonne Maya, qui, elle, se venge à son tour sur la porcelaine de Chine de Madame, et puis Bissy, mari volage, veule. Tout un drame qui se déroule sur un arrière-fond d'un passé violent : la guerre. Il s'agit d'une pièce qui donne à voir trois personnages qui, (comme l'indique la quatrième de couverture) « entretiennent chacun à leur façon un passé regretté et depuis longtemps ruiné, et cherchant la fuite vers un avenir promoteur improbable. La porcelaine de Chine - symbole d'une gloire ancienne, de la ruine actuelle et de l'éclatement de toutes les illusions personnelles, familiales, professionnelles et sociales - est, de scène en scène, progressivement réduite en miettes. Seules deux assiettes résisteront et serviront à l'ultime repas, annonciateur d'une possible reconstruction ». Introduit par une préface du romancier et dramaturge Guy Menga, La porcelaine de Chine sert par une langue sobre, un ton juste confirme le talent littéraire de Marie-Léontine Tsibinda et l'installe encore une fois, comme pionnière dans l'écriture théâtrale au Congo : genre littéraire, qui jusqu'à présent était l'apanage des hommes. C'est d'ailleurs à mon sens au théâtre qu'elle excelle. Qu'à cela ne tienne, Marie-Léontine Tsibinda est à l'heure actuelle une figure essentielle non seulement de la scène littéraire congolaise, mais

aussi une passeuse émérite, qui a su avec l'anthologie Moi, Congo ou les rêveurs de la souveraineté (conçue avec son compagnon Jean-Blaise Bilombo Samba) fédérer les écrivains, intellectuels et artistes congolais autour du rôle de la culture dans un pays en guerre.

Vers une sororité littéraire au Congo

Il y a dans une telle démarche une foi en l'Homme, qui ne peut que susciter une admiration. Pour Marie-Léontine Tsibinda, « l'âge d'or est peut-être pour demain même si le monde s'effondre sous le soleil accablant des indépendances et que l'état honteux dresse ses moignons. L'art doit être au service du monde et de son devenir. Les hommes et les femmes que nous sommes doivent porter des rêves qui, hors la nuit, bâtiront un autre espoir ». Le lecteur averti reconnaîtra dans ces propos, à première vue grandiloquents, la dimension ludique au cœur de tout un collage paratextuel, où l'on rencontre tour à tour, le ghanéen Ayi Kwei Armah, les congolais Sony Labou Tansi et Jean-Blaise Bilombo Samba, l'ivoirien Ahmadou Kourouma, sans oublier le nigérian Chinua Achebe. Gageons donc avec la poétesse et dramaturge congolaise que demain sera un autre jour, puisque son pays compte dorénavant deux jeunes plumes féminines prometteuses : Liss Kiyindou, Ralphanie Mwana Kongo, qui progressivement s'installent (en tous cas à Paris) dans l'espace littéraire africain.

Boniface Mongo-Mboussa

OPTIMUM

FAÇONNER L'AVENIR



Le magazine des leaders



POUR VOUS ABONNER, CHOISISSEZ VOTRE FORMULE:

• ABONNEMENT D'HONNEUR: 100 USD • ABONNEMENT INDIVIDUEL: 32 USD
• ABONNEMENT ASSOCIATIF: 24 USD (entre 50 & 100 membres) & 20 USD (+ de 100 membres)

Retrouvez votre magazine dans vos points de vente habituels:
Grand Hotel de Kinshasa, Memling, Saitani Hotel, Peloustore, Nerty's, Kin Marché, Hesson & Frères, Régat, Librairie des grands Lacs (LEL), Supermarché Michael, African Queen (sur Moogala), City Market, Station de service Total (Kinshasa Magasin), Aéroport de Ndjili.

Contact: +243 843966031 - Email: anzongo@optimum-corporate.com

Catherine Vidal : « Hommes, femmes, avons-nous le même cerveau ? »

À la lumière des progrès des connaissances en biologie, une réflexion a été développée récemment pour traiter de l'origine innée ou acquise des différences entre les sexes. Pour les tenants d'un déterminisme génétique de l'identité sexuelle, les femmes et les hommes seraient par nature différents dans leurs comportements et leurs personnalités. D'après ceux qui s'appuient sur cette thèse, nos aptitudes, nos émotions, nos valeurs sont câblées dans des structures mentales immuables

Neurobiologiste, directrice de recherche à l'Institut Pasteur, auteur d'Hommes, femmes, avons-nous le même cerveau ?, Catherine Vidal donne à comprendre le rôle de la biologie, l'influence de l'environnement social et culturel dans la construction de nos identités d'hommes et de femmes. Si le cerveau de la femme est plus petit que celui de l'homme, les capacités intellectuelles se situent ailleurs, dans les neurones. À la naissance, seulement 10% de nos 100 milliards de neurones sont connectés entre eux, les 90% restant « vont se fabriquer après la naissance, en interaction avec notre environnement familial, social, culturel qui va contribuer à forger nos cerveaux ».

La plasticité cérébrale : un déterminant pour tout individu, homme ou femme

À écouter Catherine Vidal, le cerveau fabrique de manière illimitée de nouveaux circuits de neurones en fonction de l'apprentissage et de l'expérience vécue. Ces propriétés de « plasticité cérébrale » ont révolutionné la conception du fonctionnement du cerveau. Elle considère que dans ce domaine, rien n'est figé ni programmé à la naissance. C'est donc la notion de plasticité du cerveau qui détermine tout.

Les différences entre les individus d'un même sexe sont si importantes qu'elles dépassent les différences entre les sexes

Cette plasticité cérébrale apporte donc un éclairage nouveau sur le processus contribuant à forger



nos identités. Le nouveau-né humain ne connaissant pas son sexe, apprendra à distinguer très tôt le masculin du féminin. Or depuis la naissance, il évolue dans un environnement sexué : « On lui fait une chambre rose ou une chambre bleue. On lui donne des vêtements différents, des jouets différents. » C'est l'interaction avec l'environnement qui va orienter ses goûts, ses aptitudes et contribuer à forger ses traits de personnalité en fonction des normes du masculin et du féminin

données par la société.

Lorsqu'on regarde deux cerveaux, il n'est pas possible de deviner s'il s'agit d'un cerveau d'homme ou de femme, explique Catherine Vidal. Car « il n'existe pas de traits anatomiques spéciaux qui différencient les deux sexes », les différences entre les individus d'un même sexe étant « tellement importantes qu'elles l'emportent sur les différences cérébrales qui pourraient exister entre les sexes. » Par conséquent, les vieilles idées prétendant entre autres que les femmes sont naturellement douées pour le langage ou que les hommes sont naturellement doués pour faire des maths sont « caduques ».

Les cerveaux ne pensent, ne décident et ne gouvernent pas, ce sont les individus

Catherine Vidal appelle à la lutte contre les stéréotypes qui limitent les ambitions des garçons et des filles dans leur vie : « C'est-à-dire que lorsqu'on dit aux filles qu'elles ne sont pas capables de faire des maths, par la suite elles ne vont pas s'engager dans des filières pour devenir des ingénieures. De même pour les garçons, les stéréotypes vont faire qu'ils ne vont peut-être pas aller s'engager dans les langues ou dans les métiers artistiques. » Elle invite à ne pas réduire les individus à leur cerveau, c'est-à-dire à une machine chimique et électrique qui guiderait leurs conduites. Elle appelle à prendre garde aux descriptions simplistes, car « ce ne sont pas les cerveaux qui pensent, décident ou gouvernent, ce sont les individus qui possèdent ces cerveaux ».

Mais si la science se traduit dans des réalités socia-

les, la société influence aussi la science. « Ce qui est encore plus vrai quand on travaille sur le cerveau », dit-elle. Elle s'oppose à la vision « fixiste » du fonctionnement du sexe en totale contradiction avec les progrès des connaissances, et se dit en « lutte contre les stéréotypes » grâce au nouvel éclairage neurobiologique qu'apporte le concept de plasticité cérébrale sur les processus de construction sociale et culturelle des identités de femmes et d'hommes.

« Si longtemps la réponse est venue des dogmes religieux, l'évolution de la société vers la laïcité explique de nouvelles raisons à ces différences », il est donc important de donner « au grand public les moyens de se forger un esprit critique à la lumière des connaissances scientifiques, mais aussi philosophiques, historiques, sociologiques... », a relevé Catherine Vidal.

N.N.

Neurobiologiste, directrice de recherche à l'Institut Pasteur, auteur de plusieurs ouvrages, membre du conseil scientifique de la Mission pour la mise en place des femmes au CNRS, Catherine Vidal mène des recherches fondamentales, notamment sur le rôle du cortex cérébral dans la mémoire. Elle porte aussi un intérêt particulier aux rapports entre science et société, en particulier les préjugés idéologiques sur le cerveau, le sexe et le déterminisme en biologie.

CONGO

Marguerite Homb, une Congolaise engagée dans le développement

Spécialisée en gestion et administration des entreprises ainsi qu'en commerce international, Marguerite Homb, la soixantaine souvent vêtue de noir, est engagée depuis plus de vingt ans au Congo dans le domaine du développement

Tour à tour, elle a mis en place et animé le bureau de liaison de la Fondation américaine pour le développement en Afrique (USADF) avant de rejoindre la plateforme associative Espace Créateurs. L'USADF avait pour mission, d'une part, d'identifier, d'appuyer et d'accompagner les populations locales engagées dans des activités productrices sur une base communautaire, et, d'autre part, d'organiser et de diriger le département des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat à la chambre nationale de commerce d'industrie et d'agriculture du Congo.

Puis Marguerite Homb a mis en place et animé pendant plus de dix ans le centre de formalités des entreprises du Congo. Sa bonne connaissance et sa maîtrise du monde de l'entreprise au Congo lui ont permis de focaliser son intérêt sur une catégorie d'entrepreneurs, notamment les femmes entrepreneures. Un choix qui prend en compte leur forte présence dans la communauté des gens d'affaires au Congo et de leur esprit d'initiative et de créativité en matière d'entrepreneuriat. Plusieurs d'entre elles mènent des activités qui ne sont pas durables, car elles ne sont ni viables, ni pérennes.

C'est pour y remédier que Marguerite Homb a animé l'Espace Créateurs, avec pour projet la création d'un bureau pour le renforcement des capacités des femmes entrepreneures.

Pendant quinze ans, cette plateforme a capitalisé une bonne expérience en matière de formation en commerce international et surtout de facilitation à la création et au développement des petites entreprises, notamment l'appui et l'accompagnement institutionnel, organisationnel, technique et managérial de la population cible. De même, l'identification, le développement et l'animation de filières économiques porteuses constituent actuellement quelques-unes des compétences dont elle dispose pour assurer l'intégration des femmes dans la filière agroforestière, dont celle du Moringa. Une disposition pour lutter contre la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis par les femmes agricultrices en milieu rural. À la filière Moringa s'ajoutent d'autres plantes aromatiques et médicinales, comme l'eucalyptus citriodoras, la citronnelle, le lippia multiflora, dans le cadre de l'appui à la production et la mise sur le marché domestique et à l'export d'huiles essentielles.



L'équipe d'Espace Créateurs

Toujours à son actif, elle représente depuis 2010 le collège des partenaires au développement au sein de l'Agence de développement du Pool, une agence régionale de développement économique (Ardé). Membre du bureau exécutif, elle a la possibilité de sensibiliser les élus locaux à l'importance d'une Ardé afin de développer un territoire et d'atteindre ainsi cet objectif de développement éco-

nomique local par l'adoption d'une approche par filière ou de la chaîne globale des valeurs. Cette action a pour objectif la réussite de l'insertion socioéconomique de populations vulnérables, notamment les femmes entreprenant en milieu rural dans une région. Durant la même année, elle a suscité la création d'un réseau de femmes-chefs d'entreprise du Congo, la Maison de la femme

entrepreneure.

Cette femme imposante et convaincante lors des débats est formatrice certifiée par l'ITC de femmes entrepreneures africaines au commerce international. Elle fait partie intégrante du point focal du programme ACCES au Congo. Quarante femmes-chefs d'entreprise formées et mises en réseau dans le cadre de la signature d'un memorandum of understanding. Il s'agira de leur assurer l'appui et l'accompagnement dont elles ont besoin pour bien développer leurs activités à l'export.

Marguerite Homb ne s'arrête pas là, elle est membre de la commission nationale Redd+ Congo dans le cadre des changements climatiques. Son organisation a été identifiée pour réaliser la phase pilote de la séquestration du carbone de l'essence forestière du Moringa. Enfin, elle est membre du Comité national pour la promotion des produits forestiers non ligneux, programme sous-régional promu par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en tant que filière à développer et à promouvoir dans les pays du Bassin du Congo.

Nancy-France Loutoumba

So Fashion Boutique

03, Av. Mutombo Katshi C/ Gombe - R.D.C
Contat : +243 85 38 97 114 / +243 82 10 20 180

CONGO

Catherine Embondza-Lipiti : son combat pour un meilleur statut de la femme

Nommée ministre de la Promotion de la femme et de l’Intégration de la femme au développement le 25 septembre 2012, Catherine Embondza-Lipiti semble se sentir bien dans ses habits de porte-flambeau du combat féminin au Congo-Brazzaville



« Il y a encore des verrous à ouvrir pour que les femmes, qui représentent près de 52% de la population congolaise, atteignent les principaux objectifs de leur émancipation », reconnaissait-elle au mois de janvier devant ses collaborateurs. Forte de ce constat, Catherine Embondza Lipiti a fait, entre autres, de la parité aux fonctions politiques, électives et administratives un des piliers de son combat à la tête de ce ministère. Elle définit cette notion comme « l'égale répartition du nombre de femmes et d'hommes dans les instances de prise de décision ». L'impulsion est certes venue du président de la République du Congo, Denis Sassou-N'Guesso, qui, dans un discours sur l'état de la nation le 13 août 2010, annonçait la mise en chantier d'une loi sur la parité aux fonctions politiques électives et administratives. Depuis, la loi tant attendue par les Congolaises tarde à venir. Elle figure tout au moins parmi les grandes attentes du département de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement au cours de cette année. Selon le directeur de cabinet de la ministre, Ludovic Oniangue, l'avant-projet de la loi sur la parité a été élaboré et transmis au secrétariat général du gouvernement pour examen en conseil des ministres. Il en est de même pour plusieurs autres textes légaux relatifs aux violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que le plan d'action de politique nationale genre 2014-2016. On peut également ajouter à cela un projet de décret portant organisation et fonctionnement de l'observatoire de la parité.

Tout reste à faire pour la femme congolaise
Parmi les avancées citées régulièrement pour illustrer la volonté des gouvernants de donner sa juste place à la femme congolaise, on prend souvent la nomination ces dernières années des administrateurs-maires des communautés urbaines dont un tiers, nommés en conseil des ministres, sont des femmes. À l'actif de l'État, on met aussi la loi électorale congolaise qui oblige les partis politiques à accorder un taux de 15% à 20% de femmes sur chaque liste de candidature à l'élection législative ou locale. Mais, en réalité, la femme est loin d'être à la place qui lui

Thierry Nougou

TROIS QUESTIONS À AZEB RUFIN

Originaire d’Éthiopie, épouse de Jean-Christophe Rufin, écrivain, académicien et ex-ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie

Quelle perception avez-vous de la condition féminine en Afrique, au-delà de l’image d’Épinal (la femme avec un pot d’eau sur la tête et une ribambelle d’enfants) ? Les choses ont-elles beaucoup bougé, par exemple en Éthiopie avec le boum économique ?
La situation des femmes en Afrique est extrêmement contrastée. Le continent est vaste, et il est impossible de le décrire dans sa globalité. C'est vrai depuis toujours, et si l'on observe les sociétés africaines traditionnelles (en milieu rural, par exemple), on notera de grandes différences entre les régions. L'Éthiopie, à cet égard, constitue un cas remarquable, car la condition des femmes y a toujours été plus favorable. Leurs droits ont toujours été protégés et leur rôle social éminent. Je me souviens de ma mère allant à cheval inspecter les propriétés

Jean-Marc Ayrault vante le modèle français en matière de droit des femmes de troisième génération

Dès sa prise de fonction comme Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a réuni le comité interministériel aux droits des femmes (CIDF) dont l'objectif était de définir et de présenter la vision française de l'égalité entre les femmes et les hommes. Un modèle qui peut inspirer d'autres pays de la Francophonie. Ce rendez-vous a été la première des actions inscrivant les droits des femmes dans les politiques publiques



Après les droits civiques reconnus à la Libération, après les droits économiques et sociaux des années 1970-1980, le nouveau gouvernement socialiste voulait définir des « droits porteurs d'égalité réelle pouvant constituer une troisième génération » des droits des femmes.

Le nouveau modèle français des droits des femmes
« La promotion des droits des femmes est un enjeu pour notre société et la politique d'égalité entre les sexes. Elle doit être un pilier du nouveau modèle français », a déclaré Jean-Marc Ayrault. Sous l'intitulé « Pour une troisième génération des droits des femmes : vers une société de l'égalité », le Premier ministre engageait tous les ministres. Les décisions prises étaient la traduction des propositions de chacun. Et ce premier CIDF aboutissait à une série de mesures déclinées en six axes :

1. S'attaquer aux inégalités dès le plus jeune âge

2013 aura été une année de mobilisation pour « l'égalité à l'école » en association avec l'ensemble des acteurs éducatifs et associatifs ainsi que les mouvements de la jeunesse. Parmi les actions mises en œuvre, notons, entre autres, un programme « ABCD pour l'égalité » pour les élèves de la grande section de maternelle au CM2, et un plan d'action permettant de rendre pleine-ment effective l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées.

2. Alléger les contraintes de la vie quotidienne des femmes et lever les obstacles à l'égalité professionnelle

À l'issue de la négociation avec les partenaires sociaux sur la qualité de la vie au travail et l'égalité professionnelle, un projet de loi-cadre sur les droits des femmes a

été présenté par le gouvernement. Ils agissaient, entre autres, de faire évoluer les modes de garde des jeunes enfants, le dialogue social dans l'entreprise et de repenser les incitations fiscales et sociales pour ne pas entraver le niveau d'activité des femmes.

3. Placer la réduction des inégalités au cœur de la démocratie sanitaire

Les femmes ont une espérance de vie supérieure aux hommes. Pourtant, elles se perçoivent en moins bonne santé que les hommes et déclarent plus de maladies. Elles ont aussi un taux de renoncement aux soins pour des raisons financières plus important. Des campagnes

de prévention, de sensibilisation et d'information ont été envisagées dès le plus bas âge, avant l'exposition aux risques. Par ailleurs a été visée l'amélioration du dépistage des maladies chroniques qui touchent particulièrement les femmes.

La promotion des droits des femmes doit être un pilier du nouveau modèle français

4. Protéger les femmes contre les violences

Le président français, François Hollande, avait demandé au gouvernement de préparer et de mettre en œuvre un plan

N.N.

HISTOIRE

Dix femmes puissantes !

La très riche histoire africaine a été marquée par les épopées de plusieurs reines et femmes puissantes au destin marqué au fer rouge. Des femmes d'influence qui ont transformé le cours des choses et constituent une source de fierté et d'espoir pour le continent

Toutes ces reines antiques ou ces égéries contemporaines se sont fait valoir grâce à leur personnalité, leur beauté, mais pour beaucoup par leurs actes. Toutes différentes, mais portées par un désir commun : contribuer à un avenir meilleur pour leur peuple. Voici une mince sélection de dix femmes qui ont marqué l'histoire du continent.

Égypte : Cléopâtre (av. J.-C.)

Cléopâtre est un personnage phare dont la légende s'est emparée de son vivant et à sa mort tragique. C'est sans aucun doute la femme la plus célèbre d'Égypte, mais aussi la femme la plus célèbre de toute la période de l'Antiquité. Elle est considérée comme le dernier pharaon que l'Égypte ait connu. L'histoire raconte qu'elle était une négociatrice hors pair et d'une beauté atypique, comme le montrent les représentations. Même si son objectif était de protéger l'indépendance de l'Égypte, elle s'est engagée dans une relation avec César en 48 av. J.-C. Elle le suivit à Rome et s'y installa avec ses traditions. Cependant la mort de son bien-aimé l'a contrainte à un dur retour à la réalité. Le futur Auguste mène une bataille contre l'Égypte afin de l'annexer. Cléopâtre aime mieux mourir que de voir l'Égypte envahie.

5. Décliner l'égalité dans tous les pans de l'action publique

L'exigence de parité était à prendre pleinement en compte dans les ministères institutionnelles. Chaque ministère a été chargé d'adopter un plan d'action pour permettre la mise en œuvre de la parité, des principes d'action de l'égalité entre les femmes et les hommes qui seront diffusés par l'ensemble des ministères auprès de leurs opérateurs.

6. Affirmer les droits des femmes au niveau international

La France s'est engagée à faire des propositions pour définir un cadre permettant d'assurer une véritable « diplomatie des droits des femmes ». Par exemple, apporter son soutien à l'adoption par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen d'une directive relative à un meilleur équilibre femmes-hommes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse. La réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée consacrée au renforcement du rôle des femmes fut une autre rencontre importante. Le Forum mondial des femmes francophones pourra faire partie des rendez-vous dans l'élargissement de cette affirmation des droits des femmes remodelés par la France.

Éthiopie : Makeda, la reine de Saba (av. J.-C.)



Makeda, surnommée la reine de Saba, est une femme mythique. À l'époque antique, les femmes noires étaient considérées comme très belles et dotées d'une

Journée internationale de la Femme 2014

Célébrée tous les ans le 8 mars, la Journée des Nations unies pour les droits de la femme et la paix internationale, communément appelée Journée internationale de la femme, aura pour thème en 2014 « L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous ». Elle coïncide cette année avec la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, qui se tiendra au siège des Nations unies à New York à partir du 10 mars.

Officialisée par les Nations unies en décembre 1977, la Journée internationale de la femme est une journée de manifestations pour l'amélioration de la condition féminine, de bilan sur la situation des femmes dans la société et de revendications en faveur de l'égalité homme-femme.

La Journée internationale de la femme est un jour férié en Angola, au Burkina-Faso, en Guinée-Bissau, à Madagascar, en Ouganda et en Zambie.

Rose-Marie Bouboutou

flèche trouve toujours le but».

Congo : Dona Beatriz-Kimpa Vita-Nsimba (XVIIe siècle)



Kimpa Vita était une prophétesse congolaise. Kimpa Vita grandit dans un climat de guerre civile entre les différentes tribus du royaume Kongo. Dès son enfance, elle est reconnue comme nganga marinda, autrement dit une intermédiaire entre le monde des hommes et celui des esprits. Celle qu'on surnomme la Jeanne d'Arc du Kongo a acquis au fil des années une puissance qui menace celle du roi et des missionnaires. La Dona Vita était devenue une figure mystique, vénérée par les gens qui écoutaient ses propos. En 1706, deux ans après son arrivée à Mbanza-Kongo, c'est un spectacle horrible qui se déroula sur la place de la capitale : un sécher avait été préparé pour la prêtresse et sa famille. C'est deux siècles après Jeanne d'Arc que Kimpa Vita mourut, avec le nom de Jésus en bouche, disent les témoins.

Afrique du Sud : Nandi de Zululand (XIXe siècle)

Nandia a été la reine du Zululand (une partie de l'actuelle Afrique du Sud). Elle est connue pour avoir eu une extrême estime d'elle-même. Dans tous les ouvrages, elle est décrite comme la femme la plus belle du territoire zulu. Les prétendants lui couraient après, et c'est finalement le prince de Zulu, Senzangakona, qui la séduira. Homme fort de sa patrie, Nandi n'était pas sa seule femme, mais la mère de son enfant le plus célèbre, Chaka Zulu. Chaka Zulu a tout appris de sa mère. Et en devenant roi, grâce à son exemple, il établit une armée composée strictement de femmes. Reine, Nandi avait élevé son fils en vainqueur, et c'est ce que fut Chaka Zulu : une véritable fierté de l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, lorsqu'on parle de Nandi de Zululand, c'est une référence à une « femme de haute estime ».

Guadeloupe : la mulâtresse Solitude (XVIIIe siècle)

La mulâtresse Solitude est la figure historique des esclaves noirs en Guadeloupe. Née du viol d'une femme africaine par un colon marin durant la traite négrière, elle a le teint métissé, d'où l'ap-

pellation de mulâtresse. En grandissant, elle se rallie à l'appel de Louis Delgrès pour combattre au nom de la liberté après que Napoléon Bonaparte a rétabli l'esclavage. Dans les encyclopédies guadeloupéennes, elle est considérée comme le bras droit des rebelles, pleine de fureur et de haine. Cependant, son engagement lui coûta la vie : elle fut exécutée un jour après avoir donné naissance à son fils.

Sénégal : Ndete Yalla Mbo dj (XIXe siècle)



La reine Ndete Yalla Mbo dj est la dernière grande reine du royaume

Waalo (au nord-ouest de l'actuel Sénégal). Avec sa descendance, elle est une figure de la résistance contre la colonisation française. C'est aussi la mère du puissant Sidyá Ndaté Yalla Diop qui suivras traces. La reine Yalla Mbo dj s'est battue contre l'invasion européenne et contre les Maures, car elle réclamait un droit de passage pour le peuple soninké vers l'île de Sor (actuelle Saint-Louis) très convoitée par les gouverneurs occidentaux. C'est le Père Boilat, tout droit venu de France, qui nous décrit la vie de la reine lors de sa visite au Sénégal.

Ghana : Yaa Asantewa (XIXe siècle)



Durant le règne de son frère, Yaa Asantewa fut témoin d'une série d'événements menaçant le futur de la Confé-

dération Asante ou Ashanti (futur Ghana), notamment la guerre civile de 1883 à 1888. À la mort de son frère, elle utilisa ses droits en tant que reine pour nommer son petit-fils. Ce dernier obligé de partir se former aux Seychelles avec le roi d'Asante, Prempeh Ier, Yaa Asantewaa devint la reine de la confédération. Le rêve d'Yaa Asantewa s'accomplit en mars 1957, quand le protectorat d'Asante obtiendra son indépendance et fera partie du Ghana, première nation africaine à atteindre une telle victoire. Yaa Asantewa représente le symbole du courage contre l'injustice du colonialisme britannique.

Côte d'Ivoire : Abla Pokou (XVIIIe siècle)

Abla Pokou est une reine d'Afrique de l'Ouest qui mena le peuple baoulé du Ghana vers la Côte d'Ivoire pour le libérer d'une guerre fratricide pour le contrôle du royaume d'Ashanti au Ghana. La légende est bien connue de tous : elle raconte que la reine a dû sacrifier son fils pour traverser la rivière avec son peuple. Cette histoire serait à l'origine du mot baoulé : lors du sacrifice de son enfant, elle s'exclama « ba oulié », ce qui peut se traduire par « l'enfant est mort », d'où le nom baoulé. C'est le nom que portera son peuple qu'elle installa en Côte d'Ivoire. Abla Pokou, princesse ashantie est devenue la reine des Baoulé et a régné avec splendeur jusqu'en 1760.

Gambie : Aminatu (XVIe siècle)

La reine Aminatu de Zaria est surnommée la reine guerrière. Elle avait de nombreux objectifs, dont l'extension de son territoire jusqu'au nord-est de l'actuel Nigeria, mais aussi de développer les villes conquises. Pendant plus de trente ans ses conquêtes firent de ce royaume le rendez-vous du commerce transsaharien, une région puissante qui dominait le commerce d'Afrique subsaharienne. Selon une légende, Aminatu refusait de se marier et d'avoir une descendance. C'est pourquoi dans chaque territoire qu'elle récupérait elle passait la nuit avec l'homme de son choix. Qu'elle tuait au petit matin pour que ce dernier ne se vante pas d'avoir eu des relations intimes avec elle.

Bénin : Seh Dong Hong-beh (XIXe siècle)

Son nom se traduit par « Dieu dit la vérité ». Elle était la chef des fameuses amazones, bien ancrées dans l'histoire, mais dont on oublie souvent la provenance. Aux alentours de 1850, Seh Dong Hong-beh dirige cette armée composée de plus de 5 000 combattantes. Leur combat le plus connu est celui contre la forteresse d'Egba d'Abeokuta. À la fin du XIXe siècle, le roi Behanzin du Dahomey (Bénin) mena la guerre au colon français. Dans son armée de 10 000 hommes, il eut besoin des amazones qui se battirent jusqu'à la mort. On raconte qu'elles ont préféré brûler leurs villages plutôt que de les laisser au colon.

G.L.

Femmes/Paix et démocratie

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Catherine Samba-Panza, force et diplomatie

Elue le 20 janvier 2014, présidente de la transition, Catherine Samba-Panza concentre en elle seule la diversité du peuple centrafricain, et de l'Afrique centrale. Cette richesse fait d'elle un espoir de paix en Centrafrique et d'une plus grande intégration en Afrique centrale.

Catherine Samba-Panza, un concentré de la diversité, signe de modernité

Catherine Samba-Panza a grandi à Bangui et a fait ses études universitaires en France, à l'université Panthéon d'Assas, couronnées par un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en droit des assurances. Bien que de confession chrétienne, Catherine Samba-Panza, a toujours été en phase avec toutes les croyances qui respectent la dignité humaine et le vivre ensemble. Elle parle couramment français, Sango et arabe, les trois langues dominantes en Centrafrique, ainsi que les autres langues locales et d'autres régions africaines.

Catherine Samba-Panza connaît très bien les arcanes politiques de la Centrafrique. Son mari, Cyrriaque Samba-Panza, avec qui elle a trois enfants, a été plusieurs fois ministre, notamment sous André Kolingba et François Bozizé.

Catherine Samba-Panza, une femme de dialogue issue de la société civile
Battante, moderne, Catherine Sam-



« Je suis l'exemple même de l'intégration sous-régionale tant souhaitée dans la sous-région Cémac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale). Mon brassage culturel constitue un enrichissement qui me donne une ouverture d'esprit et m'interdit toute xénophobie. Au plan international, j'ai une longue expérience de l'observation électorale dans plusieurs pays de la sous-région, sous le label de la Cééac (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). La RCA, notre pays, traverse l'un des pires moments de son histoire, marqué par une insécurité généralisée, des actes de violence sans précédent sur fond de considérations inter-religieuses, de violations massives des droits de l'homme et de milliers de déplacés internes et externes. Le pays est au bord du gouffre et de l'implosion. Face à cette situation catastrophique, la communauté internationale, notamment les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine, la Cééac, et la France, sont venus à notre chevet. Mais nous, Centrafricains, devons assumer notre part de responsabilités en nous engageant corps et âme pour une sortie durable de la crise actuelle. Aujourd'hui, plus que jamais, le pays a besoin d'un leader en mesure de rassembler et réconcilier les Centrafricains, de redonner espoir aux uns et aux autres, de répondre à l'urgence sécuritaire et humanitaire,

de relancer la machine administrative et économique grippée et de redonner confiance à nos partenaires au développement. J'ai vécu la crise de bout en bout, avec les populations. Cette situation chaotique qui interpelle toute sensibilité nationale, éprise de paix, de justice, de prospective m'a interpellée. C'est pourquoi je réitère solennellement mon engagement en tant que présidente de la République, chef de l'État de transition afin de jeter chevet. Mais nous, Centrafricains, devons assumer notre part de responsabilités en nous engageant corps et âme pour une sortie durable de la crise actuelle. Aujourd'hui, plus que jamais, le pays a besoin d'un leader en mesure de rassembler et réconcilier les Centrafricains, de redonner espoir aux uns et aux autres, de répondre à l'urgence sécuritaire et humanitaire,

de l'Association des maires francophones (AIMF). Cette élection lui donne plus de visibilité et de lisibilité des instances francophones. Ce fut d'ailleurs l'occasion pour Catherine Samba-Panza d'entamer une tournée dans plusieurs communes francophones pour sensibiliser les autorités françaises sur l'état de la Centrafrique, et y nouer des partenariats de développement décisifs.

Elle appellera d'ailleurs la France à « un retour d'ascenseur », à son « devoir de solidarité pour un regain d'espoir, [manifestant] la joie des Centrafricains lors de l'arrivée des forces françaises à Bangui, [et rappelant la] mobilisation des Centrafricains lors de la seconde guerre mondiale pour une France libre. »

Catherine Samba-Panza face à une mission de pacification nationale, régionale et internationale cruciale

Catherine Samba-Panza est élue le 20 janvier 2014, pour poursuivre à son terme la transition après la démission de Michel Djotodia. Elle est la première femme élue

Femmes actrices de Paix, Justice et Paix, Protéger la paix et la démocratie

à la tête du pays, la deuxième en Afrique centrale. Elle choisit André Nzapayéké, comme Premier ministre d'un gouvernement de technocrates composé de vingt ministres, dont sept femmes.

Dans son discours d'investiture, la présidente centrafricaine a lancé un vibrant appel à la réconciliation de tous les Centrafricains et Centrafricaines, y compris ses « enfants anti-balaka et ex-séléka », et s'est fixée comme objectifs : le désarmement des milices ; l'organisation du retour des exilés et la réconciliation nationale. Une mission qui a besoin de la mobilisation internationale.

Après s'être adressée aux Centrafricains, et avoir rencontré les forces de paix de l'opération Sangaris et de la Misca, les différents émissaires du continent africain, les ONG internationales, pour se nourrir de leurs expériences et connaissances, Catherine Samba-Panza s'est rendue à Brazzaville, pour rencontrer le président congolais Denis Sassou Nguesso, médiateur de la crise centrafricaine. Elle a également reçu plusieurs dirigeants de la communauté internationale, notamment les ministres français des Affaires étrangères et de la défense, Laurent Fabius et Jean-Yves Le Drian. La France vient de renforcer son dispositif Sangaris de 400 soldats. Sont attendues les forces Eufor de l'Union européenne UE).

Dans un pays qui compte aujourd'hui près d'un million de déplacés, plusieurs milliers de morts, asphyxié économique-

ment et entré dans une crise humanitaire, en proie à des violences interconfessionnelles entre des populations manipulées, qui ont toujours vécu en parfaite intelligence et harmonie, sans considération ni religieuse, ni ethnique, ni d'origine, la présidente centrafricaine, l'Onu et la France ont promis des sanctions et des poursuites à tous ceux nuisent à la paix et à la stabilité du pays, aux conséquences régionales incalculables.

N'djamena, la présidente de transition a reconnu l'incapacité du moment de son gouvernement à assurer la sécurité des musulmans, mais s'est engagée à assurer leur retour dans le pays dès que la situation se sera améliorée, tout en prônant le dialogue avec la Séléka. « La question primordiale c'est le problème de sécurité, qui a obligé nos frères musulmans vivant en République centrafricaine, à vouloir quitter le pays pour se mettre à l'abri dans un pays qu'ils ne connaissent pas souvent, parce qu'ils n'y sont pas nés, ils n'y ont pas grandi. Beaucoup de Tchadiens vivant en Centrafrique y sont depuis au moins plusieurs générations. Et donc les voir quitter notre pays nous déchire le cœur. [...] Le jour où la sécurité reviendra, il m'appartient, avec tout le peuple centrafricain, de revenir vers ces frères et leur demander de revenir à nouveau dans leur patrie », a déclaré Catherine Samba-Panza, le 17 février, à l'issue de sa visite de travail avec le président Idriss Deby Itno.

M. d. C.

La communauté internationale au chevet de la Centrafrique

Les dirigeants de l'Union Africaine ont promis 315 millions de dollars en faveur de leurs forces militaires présentes dans ce pays d'Afrique centrale à l'occasion du vingt-deuxième sommet de l'Union africaine (UA) qui s'est tenu les 6 et 7 février à Addis-Abeba (Éthiopie). Un montant en deçà des 410 millions de dollars pourtant jugés nécessaires par l'UA pour financer pendant une année supplémentaire la force africaine en Centrafrique (Misca).

Les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cééac) ont promis à eux seuls 100 millions de dollars. Le président congolais, Denis Sassou-Nguesso, médiateur de la crise centrafricaine, a expliqué que « ces 100 millions de dollars serviront à soutenir les efforts de la Misca et à assister le gouvernement de la République centrafricaine dans le processus de relance de fonctionnement de l'État ». Il a ajouté, au nom de la Cééac : « Il nous faut absolument stabiliser ce pays pour démontrer les capacités du continent à relever ses défis. » En réaction à cet élan de solidarité, le nouveau Premier ministre centrafricain, André Nzapayéké, a déclaré : « L'engagement pour la Centrafrique démontre une très forte mobilisation » pour ce pays plongé dans une spirale de violences interconfessionnelles qui ne cessent de faire des victimes en vies humaines, des déplacés et des réfugiés. Le secrétaire général adjoint de l'ONU, Jan Eliasson, a lancé un appel pour « fournir à la Misca le soutien nécessaire pour empêcher de nouvelles atrocités ». Il a fait part de la requête de la nouvelle présidente de transition Catherine Samba-Panza, de pouvoir bénéficier des renforts nécessaires pour stabiliser le pays estimés par l'ONU à 10 000 soldats. De son côté, l'Union européenne (UE) a promis 200 millions d'euros pour la sécurité et l'organisation élections d'ici 2015. Elle va y

Catherine Samba Panza

dépêcher 500 hommes dans un pays une fois et demi grand comme la France, et dont le sol attire aussi des convoitises qui ne disent pas toujours leur nom : diamant, uranium, pétrole, manganèse, bois, cobalt, coltan, etc.

L'action française en Centrafrique

Forte de 1 600 hommes, la France a été le premier pays occidental à envoyer des troupes dans le cadre de l'opération Sangaris, pour accompagner la Centrafrique dans ses efforts de sortie de crise. Elle entretient un dialogue suivi avec les nouvelles autorités locales, les encourageant à rétablir la sécurité et à renforcer leur légitimité. Sur le plan bilatéral, elle a accru son aide alimentaire et humanitaire au profit des populations locales, et assure la protection de l'aéroport. Elle apporte également son appui à l'action de la Cééac, au Conseil de sécurité des Nations unies comme au sein de l'Union européenne, et soutient le pays auprès des autres institutions internationales. Grâce à l'action française, près de 1000 soldats d'Eufor-RCA vont contribuer aux opérations de sécurité et de protection des populations civiles. Le président François Hollande, a souligné qu'il n'y aurait pas d'impunité pour tous ceux qui auront commis des crimes en Centrafrique. Paris a annoncé l'envoi de 400 hommes supplémentaires en renfort à la Misca et à la force Sangaris qui arrivent dans les prochains jours. La France devrait prolonger sa mission Sangaris à la demande de la présidente, Catherine Samba-Panza, jusqu'en 2015. Une délégation de parlementaires français, conduite par Elisabeth Guigou, vient de séjourner à Bangui pour mesurer l'ampleur de la situation sécuritaire dans le pays avant le vote de sa prolongation au-delà du mois d'avril.

N.N.

Justice/Paix/Conflits

La justice pénale internationale comme bouclier de l'humanité contre les crimes sexuels et à caractère sexiste

La violence sexuelle est une arme de guerre parce qu'elle est utilisée contre les populations civiles pour les humilier, pour détruire les liens sociaux et communautaires. Les femmes et jeunes filles violées sont souvent exclues de leurs communautés



seront parfois hais par les communautés et par leurs parents, perçus comme une prolongation du viol. Les hommes violés devant leurs familles et leurs communautés sont humiliés et ne sont plus capables d'assurer leurs rôles de chefs de village ou de leaders communautaires.

Les crimes sexuels sont au centre et au premier plan des enquêtes et poursuites de la Cour pénale internationale (CPI), car les abus sexuels sont instrumentalisés dans chaque conflit. Pourtant, il reste

que la violence à l'égard des femmes est un concept récent dans le droit international. Pendant trop longtemps, les mécanismes utilisés par la justice contre les crimes internationaux n'ont tout simplement pas pris en compte la perspective des droits de la femme. Ce n'est qu'au début des années 1990 que

les crimes de violences contre la femme et les filles ont été enfin pris en compte. Le procès qui marque un changement radical est le jugement du cas d'Akayesu, au Tribunal pénal international du Rwanda, en 1998 : pour la première fois de l'histoire, le viol a été reconnu comme instrument de génocide, changeant la définition du viol. Comme les juges l'avaient reconnu dans la décision, le viol est utilisé pour « tuer la volonté, l'esprit, la vie elle-même ».

Depuis ce tournant crucial dans l'histoire de la justice pénale internationale et la reconnaissance des violences faites aux femmes, le bureau du procureur de la CPI a pour priorité claire de prendre en compte les crimes sexuels dans chaque enquête, chaque poursuite. Notre personnel reçoit des formations à cet égard. Nous avons une unité qui traite spécifiquement des violences faites aux femmes et aux enfants. Mon bureau est également en train de finaliser un document de politique générale sur les crimes sexuels que nous comptons lancer d'ici quelques jours. De fait, l'existence de ces crimes est reconnue au cœur

même de chaque procès, ce qui démontre à quel point les abus sexuels sont instrumentalisés dans chaque conflit. Nous travaillons avec de nombreux partenaires externes pour assurer la poursuite et contribuer à l'éradication des crimes sexuels et sexistes.

De plus, nous collaborons étroitement avec la société civile ; les ONG ont un rôle essentiel, et je salue le travail important des groupes locaux investis dans la question des violences sexuelles dans les pays touchés par une affaire. Ces groupes sont parfois les seules formes de soutien aux victimes de crimes sexuels.

En effet, au-delà de la furie et l'horreur de ces actes, les crimes de violence sexuelle sont une source de honte et de nombreux maux entendus. Ils ont été oubliés, sont restés impunis pendant trop longtemps. Je suis convaincue que le droit et les procédures judiciaires peuvent faire la lumière sur des crimes de cette nature, punir leurs auteurs et donner la parole aux victimes. Et que le droit, l'application systématique et juste du droit, contribuera à faire évoluer les comportements.

Les droits des femmes et des filles sont également des droits humains. Je joins ma voix à celles des défenseurs des droits des femmes, partout dans le monde, qui se battent pour mettre fin à ce fléau qui est la violence sexuelle. Et je m'engage à défendre le droit de tous, de chaque femme, chaque fille, chaque enfant, de vivre une vie sans crainte de violence.

Fatou Bensouda, procureur de la Cour pénale internationale

Originaires de la Gambie, Fatou Bensouda est Procureur de la Cour pénale internationale depuis le 15 juin 2012. Avant d'occuper cette fonction, Fatou Bensouda a occupé le poste de procureur adjoint chargé des poursuites de la CPI de 2004 à 2012. Avant d'exercer à la Cour pénale internationale, Mme Bensouda a occupé les postes de conseiller juridique et de substitut du procureur au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha (Tanzanie). Précédemment elle a été Attaché General et Ministre de la Justice de la République de Gambie.

Marie-Noëlle Koyara : le rôle de la femme au-delà de la crise, le cas de Côte d'Ivoire et de Centrafrique

Réfléchir sur le rôle de la femme dans la crise politique, tel est le but de ce témoignage. Ma tâche sera de répondre clairement à la question suivante : quels sont les rôles joués par les femmes pendant la crise ivoirienne et centrafricaine dont j'ai été le témoin ? Avant de répondre à cette question, il est important de souligner que la femme, par sa constitution, telle qu'elle est et paraît, a un statut de douceur

Ce statut fait d'elle un être qui ne cherche pas à conquérir le monde, ni à le dominer, mais à l'affiner. Ainsi, la femme répond à la solitude de l'homme qui est un être du dehors, de l'extérieur. Naturellement, elle est là pour humaniser l'essence masculine, adoucir la vie de l'homme, et rendre habitable son monde, un lieu de vie, de paix, de douceur, une terre natale.

J'étais Côte d'Ivoire, en tant que représentante de la FAO quand la crise postélectorale de 2010 a éclaté. Ce qui nous intéresse ici, c'est le comportement des femmes ivoiriennes pendant cette crise. Malgré la situation difficile pendant laquelle les gens ne sortaient pas de leur maison, les femmes partaient aux champs en acceptant de parcourir à pied de longues distances pour ravitailler leurs foyers avec des produits champêtres. Il y avait toujours quelque chose à manger.

Ce fait témoigne bien que la Côte d'Ivoire, malgré la guerre, a su garder ses fondements en matière agricole. Bien qu'il y ait eu quelques carences de nourriture dans certains quartiers, les Ivoiriens n'ont pas connu la famine en tant que telle durant toute cette crise postélectorale. Ceci suppose qu'une bonne stratégie de l'agriculture peut sauver des vies humaines, même dans des situations de crise. On peut voir en cela que Félix Houphouët-Boigny, président fondateur de la Côte d'Ivoire avait compris l'importance de l'agriculture et en avait fait la promotion en son temps.

En plus de cette initiative du père fondateur de la Côte d'Ivoire, j'ai aussi remarqué que presque tous les fonctionnaires ivoiriens ont des champs, des fermes, de grandes plantations dans leur village. En clair, la Côte d'Ivoire est pour moi un des pays

africains qui a réussi à faire de l'agriculture sa priorité, son moteur de développement. Et pourtant la Côte d'Ivoire a aussi du pétrole, de l'or, et bien d'autres richesses. Mais ce pays donne de l'importance à l'agriculture, perçue comme base du développement.

Comparativement à la Côte d'Ivoire, et sans accuser qui que ce soit, la crise centrafricaine pose plus de difficultés. Or à une certaine époque de l'histoire de la révolution verte en Afrique, quand on parlait de l'agriculture, on parlait de la Centrafrique et la Côte d'Ivoire. Que s'est-il passé ? Certes, nous avons des leçons à tirer afin de remettre en marche de bonnes stratégies agricoles. Il y a un choix à faire pour sortir le pays des difficultés qu'il traverse, étape par étape, domaine par domaine, en commençant prioritairement par le domaine de l'agriculture. Pourquoi l'agriculture ? Parce qu'avant même de réunir les gens, avant de les écouter et de dialoguer avec eux, il faut manger et surtout bien manger. C'est alors que le dialogue peut commencer avec l'autre.

Comprendre cette réalité de la vie, c'est aussi une manière de mettre en pratique cette déclaration de Jésus selon saint Matthieu : « Car j'avais faim, et vous ne m'avez pas donné à manger ; j'avais soif, et vous ne m'avez pas donné à boire » (Mt 25, 42-43). Cette parole est capitale pour moi. Parce qu'elle est une interpellation humano-divine qui doit motiver tout homme et toute femme de bonne volonté à être le gardien de son frère et de sa sœur afin que chacun trouve au moins de quoi manger.

En République centrafricaine, nous avons une bonne terre, nous avons de l'eau, les fondements



son là ; le minimum pour faire vivre toute une population est là. Il faut une volonté et du courage ; il faut mettre en place des stratégies dynamiques avec des résultats fixés dans le temps et dans l'espace. C'est difficile, mais c'est possible si l'on considère qu'on est ensemble pour le bien. Il faut que nos frères et sœurs se tiennent la main

et se disent : il est temps que les choses changent en bien et pour le bonheur de tous, un bonheur partagé et entretenu par tous et par chacun de nous.

Je souhaite remettre l'agriculture centrafricaine à sa juste place et qu'elle devienne la source principale de richesse, d'emploi, d'alimentation et surtout source de paix et de joie d'être avec l'autre. En fait, celui qui a faim n'est pas libre, il peut être manipulé à tout moment. Si nous arrivons à développer l'agriculture, il y aura à manger, et si on mange bien, je pense qu'on pourra parler de paix, de réconciliation, de tranquillité, de justice, et de cohésion sociale au niveau national. Voilà mon témoignage et mon expérience au service de la vie humaine. C'est aussi un chemin de la non-violence. Parce que la femme est par nature un être non violent, un être de douceur.

Marie-Noëlle Koyara

Marie-Noëlle Koyara a 58 ans et est ingénieur agronome. Elle est actuellement ministre d'État du Développement rural et de l'Agriculture en Centrafrique, poste qu'elle aura aussi occupé sous Michel Djotodia. Marie-Noëlle Koyara a été la représentante de la FAO pendant seize ans en Côte d'Ivoire (pendant et après la crise), au Burkina-Faso et au Cap-Vert (pendant la crise). Avant la FAO, Marie-Noëlle Koyara a été ministre de l'Agriculture et de la Promotion rurale (1993-1996), puis ministre de la Promotion de la femme, en charge des actions sociales. Elle parle couramment sango, français, anglais et portugais. Elle est détentrice de plusieurs distinctions nationales et étrangères.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Denis Mukwege : «Le viol utilisé comme arme de guerre constitue un génocide»

Les Dépêches de Brazzaville : L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques chargée de superviser le démantèlement de l'arsenal syrien s'est vu décerner le prix Nobel de la paix 2013. Vous étiez un prétendant sérieux à cette distinction prestigieuse. Le fait de ne pas l'avoir obtenue nous a-t-il pas déçu ?

Docteur Denis Mukwege : Notre travail consiste à restaurer la dignité ainsi que l'intégrité physique et psychique de nos patients, et plus particulièrement des femmes victimes de violences sexuelles à l'est de la RD-Congo. Nous n'avons jamais été à la recherche d'honneurs. À l'instar de la ligne rouge établie par la communauté internationale concernant les armes chimiques, nous considérons que le viol utilisé comme arme de guerre ne peut plus être toléré et doit être réprimé par la justice tant nationale qu'internationale. Ces crimes à caractère sexuel détruisent la femme et la société et engendrent des enfants qui n'ont pas de filiation. Ils peuvent être des actes constitutifs de génocides, car quand l'appareil génital de la femme a été détruit, il n'y a plus de procréation possible.

Dans vos interventions sur les différents médias, vous ne cessez de dénoncer les viols massifs utilisés comme arme de guerre tout en établissant un lien étroit entre ce phénomène et les conflits armés, notamment au Nord et Sud-Kivu. Qu'attendez-vous de la traque des forces négatives et des groupes armés enclenchée récemment par les FARDC dans cette partie du pays ? Quelle peut être votre contribution en appui à cette dynamique ?

Oui, nous dénonçons les viols massifs utilisés comme une stratégie de guerre, qui détruisent non seulement la femme, matrice de la vie, mais qui minent aussi toutes perspectives de développement social et économique. Il faut arrêter la violence, il ne s'agit pas d'une utopie, il faut une volonté politique pour mettre un terme aux cycles récurrents de la violence en RD-Congo, mais aussi dans la région des Grands Lacs.

Nous portons nos espoirs dans la mise en œuvre effective des engagements pris par les onze États signataires de l'accord-cadre d'Addis-Ababa et nous sommes encouragés par le nouveau leadership de la Monusco, qui opère avec un mandat renforcé à l'est de la RDC depuis 2013, ainsi que par le dynamisme des envoyés spéciaux des Nations unies, des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Union africaine pour trouver une solution durable et s'attaquer aux causes de la violence.

La défaite du M23 a été vue par tout le monde comme un prélude à la paix, et nous avons observé une reddition significative d'autres mouvements armés dans la foulée de la défaite du M23, notamment les groupes Mai-Mai, qui s'étaient constitués en forces d'autodéfense face aux forces étrangères. Nous pensons qu'il faut maintenant mettre la priorité sur les seuls groupes ayant une idéologie, à savoir les ADF-Nalu concentrés dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, et pour lesquels la solution militaire semble s'imposer. Pour le FRLR, la situation est plus complexe : ils sont éparpillés à l'est du Congo depuis plus de vingt ans. Certains sont nés en RDC, et nous estimons avant tout qu'il faut poursuivre et juger les auteurs du géno-

cide au Rwanda et tous ceux qui ont commis des crimes graves en RDC. Pour les autres, nous pensons qu'il faut être plus nuancé, créatif et humain, et qu'ils doivent soit être rapatriés au Rwanda dans le cadre des programmes de démobilisation et de réinsertion sociale, soit être relocalisés individuellement sur l'ensemble du territoire de la RDC, soit être pris en charge par le HCR vers des pays tiers. Pour ceux qui ne rentreraient pas dans ces catégories, l'option militaire doit s'imposer, mais nous pensons que l'usage exclusif de la force peut entraîner des conséquences collatérales graves. Fondamentalement, nous rejetons toute culpabilisation collective, car nous ne pouvons faire une assimilation entre les FDLR et les Hutus, une simplification extrêmement dangereuse, qui est trop souvent entretenue et qui peut porter les germes d'un nouveau génocide.

Aujourd'hui, avec le recul du temps, comment décryptez-vous la tentative d'assassinat dont vous avez été victime en octobre 2012 de la part d'hommes armés, laquelle a du reste motivé votre évacuation en Europe ? Qu'est-ce qui vous a convaincu de rentrer à Bukavu alors que vous étiez à l'abri du danger ?

Il ne s'agit pas juste d'une tentative, un homme est mort en me protégeant : mon fidèle gardien a été assassiné, et sa famille attend toujours de savoir qui sont les coupables. À ce jour, l'enquête n'a pas progressé à ma connaissance, et aucune lumière n'a été faite sur cette attaque. C'est la mobilisation des femmes congolaises qui m'a décidé à revenir à Bukavu pour poursuivre mon travail à l'hôpital de Panzi. Ces femmes courageuses ont



lancé des appels tant au niveau des autorités congolaises qu'aux Nations unies pour réclamer le retour de leur médecin. Ce sont mes héroïnes. J'ai été très sensible à cette mobilisation qui m'a poussé à revenir au pays.

Quel est présentement le niveau de la prise en charge médicale des femmes violées à l'hôpital de Panzi ? La tendance (3 500 victimes par an, selon les dernières statistiques) est-elle maintenue ou a-t-elle régressé ?

Nous avons toujours constaté une corrélation entre le nombre de femmes violées et la situation sécuritaire. Nous avions misé sur une réduction du nombre de victimes en 2012 et 2013, car la situation s'était stabilisée en 2011 et 2012, mais avec le phénomène du M23 et la dégradation sécuritaire, nous avons connu à nouveau une recrudescence du nombre de cas pris en charge à l'hôpital.

Votre mot de la fin ?
Le changement, la paix et le développement viendront des femmes, et nous

pensons que leur voix doit être entendue à tous les stades du processus de paix.

Propos recueillis par A. D. et F.G.

Né le 1er mars 1955, Denis Mukwege est un médecin et militant des droits de l'homme congolais. Après la guerre de 1996, il fonde l'hôpital de Panzi à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, à l'Est de la RDC avec l'aide d'un organisme caritatif suédois. Il y prend en charge des femmes victimes de viol collectifs, utilisés comme arme de guerre dans le conflit qui ravage cette région. Il a reçu à ce titre de nombreux prix internationaux et distinctions dont le Prix des droits de l'homme des Nations unies et le Grand Prix de la fondation Chirac pour la prévention des conflits. Cité pour le Prix Nobel de la Paix 2013, il vient d'être fait docteur honoris causa de l'Université Catholique de Louvain (UCL).

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

SOS Sida en guerre contre le VIH-sida et les violences sexuelles au Sud-Kivu

SOS Sida, ONG implantée dans le Sud-Kivu, lutte activement contre le VIH-sida et contre les violences sexuelles. Elle éditera au premier trimestre 2014 le deuxième tome de sa BD destinée à sensibiliser au dépistage du VIH-sida, Les Diamants de Kamituga. Diffusée à 200 000 exemplaires, cette BD a été dessinée par Séraphin Kajibwami sur un scénario d'Apollo. Gratién Bisimwa Chibungiri, fondateur et directeur de SOS Sida, a répondu aux questions des Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourquoi vous êtes-vous engagé dans la lutte contre le VIH-sida ?

Gratién Bisimwa Chibungiri : J'en ai eu l'idée en 2002, une période très difficile. Notre pays était coupé en deux par la rébellion du RCD. Il y avait beaucoup d'ingrédients favorisant la propagation du VIH-sida : de nombreuses violences contre les femmes, la misère, la promiscuité, les déplacements de population, etc. Or au Sud-Kivu, il n'y avait plus de programmes de lutte contre le VIH-sida, ceux mis en place sous Mobutu avaient été arrêtés à cause de la guerre. J'ai commencé avec des amis par faire de l'information et de la sensibilisation en milieu rural avec les associations villageoises. Ce travail nous a amenés à rencontrer des femmes violées dans le contexte d'insécurité généralisée, mais nous ne pouvions pas les prendre en charge, car nous n'avions pas de structures médicales. Médecins sans frontières (MSF) avait mis en place des cliniques pour traiter les infections sexuellement transmissibles pour les populations habitant à Bukavu, notamment des traitements antirétroviraux. Nous nous sommes rapprochés d'eux, et ils ont accepté de monter un partenariat avec nous. Nous avons donc fait venir les femmes de zones rurales à Bukavu pour recevoir leurs traitements (les équipes de MSF ne pouvaient se déplacer vers l'intérieur pour des raisons de sécurité). Mais s'est très vite posé un problème d'hébergement de

ces patients sur place à Bukavu, car les traitements contre le VIH-sida sont très lourds et exigent un suivi de proximité.

Comment avez-vous fait pour remédier à cette difficulté ?

En 2004, au cours d'une formation sur le VIH-sida reçue en France, j'avais rencontré l'association Solidarité Sida. Ils ont lancé un appel à projet fin 2005, et j'ai soumissionné pour faire financer la création d'un centre d'hébergement pour les femmes séropositives. En 2006, nous avons ainsi pu créer le Centre intégré d'appui aux personnes séropositives avec une capacité de départ de dix lits. Rapidement, nous avons été très sollicités, nos équipes ont été formées pour le suivi médical, nous avons recruté des infirmières. En 2008, quand MSF a fermé son programme VIH-sida en RDC, les autres hôpitaux, qui ont pris le relais, nous ont sollicités. Aujourd'hui, nous avons une capacité de vingt-cinq lits et grâce au soutien de la Fondation de France nous allons acheter une maison.

Une de vos particularités est également la prise en charge des enfants séropositifs. Pouvez-vous nous en dire deux mots ?

Depuis 2010, nous prenons en charge les enfants séropositifs qui sont souvent oubliés. Ainsi dans les programmes officiels, il n'y a pas d'antirétroviraux pédiatriques. Ces enfants sont souvent discriminés par leurs propres parents

qui se culpabilisent de leur avoir transmis la maladie et qui considèrent que ce sont des enfants qui vont mourir. De plus, ces parents séropositifs sont déjà submergés par leur propre prise en charge. Nous avons mis sur pied un programme appelé «Grandir» afin de leur apporter un suivi de proximité, inspiré par Sidaction qui a développé un programme spécifique pour les enfants infectés par le virus du VIH-sida. Nous avons constitué une équipe médicale itinérante avec un médecin femme et deux infirmières qui fait des tournées dans les villages et travaille en lien avec les médecins points focaux de chaque hôpital. Ils éduquent les parents à la prise en charge de leurs enfants ainsi qu'aux risques de transmission mère-enfant, suivent les enfants à domicile, surveillent les infections opportunistes afin qu'ils aient accès à un soécin le plus rapidement possible. Nous faisons également un suivi anthropométrique (taille, poids et âge des enfants) pour détecter les cas de malnutrition et les problèmes liés à la croissance. Et nous venons en appui en compléments alimentaires pour les enfants et les femmes enceintes séropositives souffrant de malnutrition. Aujourd'hui, nous suivons près de 300 enfants sur un rayon de 100 km autour de Bukavu, et nous effectuons quatre à cinq missions de dépistage par mois dans les villages. Sur la base de notre expérience, il y a 6% de contamination d'enfants nés de mères séropositives et peut être 10% de cas d'infections dus aux viols sur des enfants de

moins de quinze ans. Ces viols d'enfants ont lieu afin de détruire le tissu social, viol utilisé comme arme de guerre, mais il y a aussi un aspect lié aux croyances magiques de guérison.

La violence sexuelle est un réel fléau. Est-ce qu'avec tout le travail et la sensibilisation faits sur ces questions depuis plus de dix ans, vous avez pu noter une amélioration dans la condition des femmes violées ?

Traditionnellement, les trois communautés qui vivent au Sud-Kivu condamnent le viol. Les violeurs étaient bannis de la communauté, et les sanctions contre le viol pouvaient aller jusqu'à la mort. Il y avait des rites de purification destinés à réhabiliter la femme violée et lui permettre de se réinsérer dans sa communauté ou dans son couple. Or on constate que c'est le contraire qui se passe aujourd'hui. Les femmes violées sont dépossédées de leurs biens et parfois même de l'éducation de leurs enfants. Nous nous sommes rendu compte que l'approche focalisée uniquement sur la femme violée ne favorisait pas sa réinsertion. Tout le soutien social, psychologique, médical dont elles bénéficient nourrit en fin de compte la récrimination des hommes envers les femmes. Ils disent: «Vous recevez des aides gratuites, et nous ne ramassons que les maladies contractées chez les violeurs.» Ces réactions de rejet des hommes se nourrissent de leurs propres expériences traumatiques. Car les

hommes aussi subissent de grands traumatismes psychologiques: devoir assister impuissant au viol de sa femme ou de ses enfants est une expérience terrible! Nous avons donc changé de stratégie pour prendre en charge également les hommes. Cette reconnaissance de leur statut de victime permet aux hommes de mieux appréhender les femmes. Nous assurons une prise en charge psychologique à 3000 femmes et 1 300 hommes. Ce sont ces hommes qui ensuite sont les plus ardens défenseurs des femmes dans leurs communautés.

Comment regardez-vous les derniers développements avec le M23 ? Est-ce que cela vous rend optimiste pour l'avenir ?

Aujourd'hui, c'est la fin de la guerre, mais pas de l'insécurité. On démantèle les groupes rebelles entant qu'organisations, mais si on ne donne pas un avenir aux hommes qui les composent, ils vont se reconverter en coupeurs de routes, en bandits armés ou se reconstituer. C'est une avancée, mais qui exige des mesures d'accompagnement afin que tous ces combattants puissent se réinsérer dans la vie civile. La nouvelle loi sur l'exploitation minière est également une avancée dans le bon sens, car au Sud-Kivu les 40 groupes rebelles qui déstabilisent la région cherchent tous à mettre la main sur des mines pour se financer. Avec cet encadrement légal plus strict, certains ne sont déjà plus en mesure d'exploiter ces mines.

Propos recueillis par R.-M.B.

Accord-cadre de coopération entre l'UA et l'ONU sur la prévention et la réponse aux violences sexuelles dans les situations de conflit et de postconflit en Afrique

La Commission de l'Union africaine (UA) et le bureau du secrétaire général des Nations unies sur les violences sexuelles dans les situations de conflit ont signé, le 31 janvier 2014 à Addis-Abeba (Éthiopie), un accord-cadre de coopération sur la prévention et la réponse aux violences sexuelles dans les situations de conflit et de postconflit en Afrique.

C'est le commissaire à la paix et à la sécurité, Smail Cherqui, qui a signé l'accord au nom de l'UA et la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, Zainab Hawa Bangoura, au nom des Nations unies. En vertu de cet accord-cadre, les deux institutions s'engagent à travailler ensemble dans plusieurs directions, notamment dans la lutte contre l'impunité et la promotion de l'obligation de rendre compte ; l'identification de stratégies de prévention et de dissuasion ; la promotion du leadership et de l'action politique ; la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et de formation en vue d'améliorer la réponse à tous les niveaux ; la promotion d'une coordination plus étroite.

Les deux parties se sont également engagées à faciliter la fourniture de services multisectoriels pour les rescapés et la lutte contre la stigmatisation des victimes. Bineta Diop, Prix 2013 de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits, présidente de Femmes Africa Solidarité, et nouvellement nommée envoyée spéciale de l'UA sur les femmes et les enfants dans les conflits, a pris part à la cérémonie.

« C'est le commissaire à la paix et à la sécurité, Smail Cherqui, qui a signé l'accord au nom de l'UA et la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, Zainab Hawa Bangoura, au nom des Nations unies. En vertu de cet accord-cadre, les deux institutions s'engagent à travailler ensemble dans plusieurs directions, notamment dans la lutte contre l'impunité et la promotion de l'obligation de rendre compte ; l'identification de stratégies de prévention et de dissuasion ; la promotion du leadership et de l'action politique ; la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et de formation en vue d'améliorer la réponse à tous les niveaux ; la promotion d'une coordination plus étroite. Les deux parties se sont également engagées à faciliter la fourniture de services multisectoriels pour les rescapés et la lutte contre la stigmatisation des victimes. Bineta Diop, Prix 2013 de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits, présidente de Femmes Africa Solidarité, et nouvellement nommée envoyée spéciale de l'UA sur les femmes et les enfants dans les conflits, a pris part à la cérémonie. »

Les défis à relever dans les situations de conflits armés et les périodes de reconstruction postconflit

Les situations de conflits armés et les périodes de reconstruction postconflit posent des défis particuliers à l'avancement de l'égalité des genres et à la protection des droits des femmes. Il est aussi important d'accroître les connaissances

C.M.

Lydie Pongault : «Les femmes luttent toujours pour la parité avec les hommes»

Conseillère au cabinet du chef de l'État au département de la Culture et des Arts, Lydie Pongault est parmi les femmes qui se battent pour donner à la culture congolaise une visibilité hors frontières. Plusieurs fois commissaire d'exposition, cette comptable de formation veut faire de la culture une des parties prenantes de l'économie congolaise

Les Dépêches de Brazzaville : Dans les tout prochains jours se tiendra le deuxième Forum mondial des femmes francophones. Que pensez-vous de la condition féminine ?

Lydie Pongault : Aujourd'hui, la condition féminine s'améliore, surtout dans les milieux urbains. Elle reste à améliorer dans les contrées où les femmes travaillent dans des conditions difficiles, pénibles, notamment pour ce qui concerne les travaux champêtres. En Asie, et parfois même en Europe, la condition des femmes est toujours difficile. La femme citadine voit son état s'améliorer et évoluer parce qu'elle bénéficie des facilités logistiques de l'urbanisation, mais les mentalités pèsent dans notre façon d'être et de vivre. Les femmes luttent toujours pour la parité du genre parce que la condition de la femme n'a pas atteint le niveau où elle devrait être, cela même dans les entreprises. Je prends un exemple au

niveau du cabinet du président de la République : nous ne sommes pas nombreuses, pourtant il ne manque pas de femmes à la hauteur des fonctions à remplir. Les choses évoluent, mais la parité n'est pas encore atteinte pour des raisons sociales, économiques, et culturelles.

Ce forum a pour thème «Femmes actrices du développement». Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je pense que ce thème veut mettre l'accent sur la contribution de la femme au développement au plan mondial et dans le cadre spécifique de l'environnement francophone. Je pense effectivement que les femmes apportent beaucoup, et nous allons découvrir lors du forum tout ce que les femmes de l'environnement francophone ont fait pour nous permettre d'avancer dans ce domaine.

Après un parcours riche d'expériences diverses, vous vous retrouvez au



cabinet du chef de l'État, au département de la Culture et des Arts. Quels combats menez-vous ?

La culture fait figure de parent pauvre de

l'économie et du développement, et pourtant cela ne devrait pas être. Nous essayons de prendre au maximum en compte la culture dans nos économies. Il est essentiel que l'on se rende compte que la culture c'est notre identité. On a parfois l'impression que le président de la République est le seul à se l'approprier, alors il nous faut absolument trouver les voies et les moyens pour que la culture intègre notre économie à part entière.

Vous avez commencé votre carrière dans la finance. Rien ne vous dissuait à vous orienter dans la culture...

Effectivement, mais je pense que la culture, nous l'avons tous en nous. Chacun de nous vit la culture, car pour moi la culture c'est tout ce que nous vivons et faisons. Nous avons des identités qui nous caractérisent les uns par rapport aux autres, nous avons des diversités culturelles, mais cela ne nous empêche pas de vivre ensemble. Au contraire,

c'est un enrichissement qui nous permettra d'évoluer.

Quel est votre parcours ?

J'ai un diplôme d'études supérieures de comptabilité et de gestion. J'ai fait de l'audit comptable pendant dix-sept ans, j'ai été alors à la tête d'un cabinet d'audit et d'expertise. Ensuite, j'ai occupé le poste de directrice administrative et financière et des ressources humaines au sein des *Dépêches de Brazzaville*. Et aujourd'hui, je suis au cabinet du chef de l'État où j'ai en charge la Culture et les Arts. Étant femme, j'ai assumé des tâches très exigeantes, tout autant qu'un père de famille qui a d'importantes obligations professionnelles et qui a envie de réussir. Il doit savoir ce qu'il veut, aimer ce qu'il fait et bien le faire et servir les autres. J'ai eu ce même type de contraintes, finalement propres à tout être humain.

Propos recueillis par Hermione-Désirée Ngoma

N.N.

Diaspora, intégration, racisme

Rokhaya Diallo : «*Je ne ressens pas le besoin de me définir*»

Rokhaya Diallo est une femme engagée. Inutile de la définir, car ses activités touchent de multiples domaines qui poursuivent le même objectif, l'égalité pour tous. Femmes et hommes, Noirs et Blancs. Et c'est pour Les Dépêches de Brazzaville qu'elle revient sur son parcours.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous avez une personnalité unique ; or vous portez beaucoup de casquettes différentes. Comment vous positionnez-vous ? Activiste militante, journaliste chroniqueuse ou essayiste engagée ?

Rokhaya Diallo : Cette remarque revient souvent lors des entretiens, car il est difficile de me définir par une seule activité. Je pars du principe que nous sommes de cette génération de «*flashers*», car nous avons plein d'activités avec des flashes entre chacune. De manière générale, il est difficile aujourd'hui d'être cantonné à une seule activité. Pour moi, toutes les activités vont dans le même sens. Simplem­ent j'utilise différents supports pour m'exprimer. Et la finalité, c'est ce qui compte le plus. En définitive, je ne ressens pas le besoin de me définir. Je m'adapte selon les circonstances, avec une nouvelle casquette maintenant : celle de réalisatrice de documentaires, dont je vous parlerai après.

Depuis 2011, on observe une bibliographie florissante. Par quelle volonté écrivez-vous ces ouvrages ?

Il y a d'ores et déjà de nombreux ouvrages contre le racisme. Cependant, j'ai ressenti le besoin d'écrire avec des propos intelligibles et compréhensibles par le plus grand nombre. Pour moi, c'est important de parler le langage de tous. De plus, en utilisant des exemples qui font écho à la majorité, je pense que l'ouvrage est plus utile.

Damarys Maa : «*Les femmes doivent être actrices et citoyennes là où elles résident*»

Les Dépêches de Brazzaville : Vous avez milité pour un droit au travail décent. Ce droit est-il respecté en France malgré la conjoncture ou y a-t-il encore des progrès à faire ?

Damarys Maa : C'en est pas une question de conjoncture. Le migrant, quand il quitte son pays d'origine, aspire à trouver un travail décent à l'étranger. Beaucoup ne savent pas ce qui les attend, ils ne sont pas préparés à ce que la réalité diffère de ce qu'ils ont dans leurs rêves. Le migrant qui quitte son pays pour poursuivre ses études et décide de rester pourra se débrouiller. Le migrant qui part à l'aventure pour faire fortune, mais sans maîtriser la législation du pays d'accueil, ni le fonctionnement de ses administrations sera surpris à son arrivée. Parmi ceux qui partent à l'aventure, certains ne savent ni lire ni écrire, parlent peu ou pas la langue du pays. Beaucoup décident de rester et vivront dans la clandestinité, dans la peur, la précarité et la promiscuité. Certains s'en sortiront à la faveur d'une régularisation massive, d'autres pas, vivant du travail «*au noir*», sans protection.

Aujourd'hui, compte tenu de la hausse du chômage en France et en Europe, trouver du travail relève d'un exploit, si bien que le migrant malgré ses diplômes doit quelquefois accepter tout travail qui se présente à lui. Trouver un travail décent reste difficile. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille est toujours inapplicable, car elle n'a jamais été rati-

fiée. Qu'attend donc la France, pays des droits de l'homme pour le faire, comme plusieurs pays du monde d'ailleurs ? Les migrants eux-mêmes devraient davantage se mobiliser pour demander aux pays qui n'ont pas ratifié cette convention de le faire.

Est-ce que les femmes migrantes s'en sortent mieux ou moins bien que leurs homologues masculins dans leur intégration socio-économique ?

Cela dépend des conditions dans lesquelles la femme est partie de son pays et quel statut elle avait au départ. Aujourd'hui, les statistiques indiquent qu'en France comme dans toute l'Europe, la migration se féminise. Certaines fuient les violences dont elles sont victimes dans leurs pays. Il faut donc distinguer la femme migrante réfugiée, la femme venue poursuivre ses études, ou bien rejoindre son mari. Parmi toutes ces catégories de femmes le facteur clef est le niveau d'ins­truction de ces femmes avant leur départ. La femme migrante qui a bénéficié du dispositif «*regroupement familial*» et qui possède un niveau scolaire ou une formation pourra une fois son statut administratif régularisé, accéder au marché du travail. Pour celle au contraire qui ne sait ni lire ni écrire, son intégration socio-économique va être plus compliquée, car elle va être totalement de son mari, du bon vouloir de ce dernier, y compris pour faire les démarches qui vont lui permettre d'obtenir un titre de séjour. La migrante venue poursuivre ses

études, mais qui n'a pas pu changer son statut d'étudiante en statut de travailleur rencontrera également des difficultés.

Africains et Européens ont une longue histoire de vivre ensemble. Arrivez-vous à jeter des ponts entre l'Afrique et l'Europe ?

Tout le monde a sa place pour mener des actions vers l'Afrique. En se mettant ensemble, nous serions plus visibles et plus fortes et beaucoup viendraient à notre soutien. Il a été prouvé au monde entier que ce sont les femmes qui tiennent le continent africain, par le travail, l'énergie, la force, la persévérance qu'elles déploient au quotidien. Elles sont dans les champs, sur le marché, s'occupent des enfants, des vieillards... Malgré les violences, elles ne baissent pas les bras. Les ponts existent, la fédération Ifafe fait un travail de renforcement des capacités auprès des femmes en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment.

En ce qui concerne la fédération Ifafe, lorsque nous identifions un besoin spécifique, ou recevons une demande venant d'organisations de femmes, nous répondons dans la mesure de nos moyens. Les 8 mars prochain, nous voulons donner la parole aux femmes centrafricaines, par exemple, pour évaluer avec elles les besoins qu'ont les femmes et les enfants

dans la crise que traversent actuellement le pays. Si toutes les organisations de femmes africaines se mettaient ensemble, nous serions plus visibles et plus fortes et beaucoup viendraient à notre soutien. Il a été prouvé au monde entier que ce sont les femmes qui tiennent le continent africain, par le travail, l'énergie, la force, la persévérance qu'elles déploient au quotidien. Elles sont dans les champs, sur le marché, s'occupent des enfants, des vieillards... Malgré les violences, elles ne baissent pas les bras. Les ponts existent, la fédération Ifafe fait un travail de renforcement des capacités auprès des femmes en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment. Nous leur apportons le soutien en matière de formation, l'orientation vers de potentiels partenaires financiers locaux. Nous soutenons les chiffres ronds en ville et en milieu rural, et ce, en fonction des besoins qu'elles expriment.

Comment les femmes peuvent-elles être actrices du développement ici et là-bas ?

Nous leur demandons d'être d'abord actrices et citoyennes là où elles résident. Si ici elles ne sont que consommatrices, elles ne peuvent être actrices du développement là-bas. Ici, il faut qu'elles soient visibles et qu'elles fassent tout pour devenir des citoyennes à part entière dans leur quartier, leur immeuble, dans les écoles de leurs enfants. Qu'elles prennent position partout, qu'on les voie, qu'on les entende et qu'elles soient responsables. Il ne faut pas se limiter à travailler, faire les courses à Château-Rouge

ou percevoir les aides administratives. Il faudrait de temps à autre qu'elles se posent la question : *« Quelle est mon implication dans les activités de mon quartier ? Quelle a été ma contribution dans la réalisation de tel projet ? Est-ce que je participe aux réunions de parents d'élèves ? Est-ce que je m'inquiète pour le sort des autres enfants que les miens ? Comment puis-je contribuer au mieux vivre ensemble dans ma commune ? »*. Participer à la fête des voisins, aller donner quelques heures de bénévolat auprès des associations qui aident les autres, par exemple, les Restos du cœur, le Secours populaire, etc. Elles y apprendront beaucoup et trouveront la force d'entraîner d'autres personnes pour aller peut-être réaliser des projets dans leurs pays d'origine. Bref, ne restez pas passives ! Se mobiliser ne rapporte pas des millions pour soi-même, mais au moins on a la satisfaction d'agir et d'être utile à quelque chose.

Propos recueillis par R-M. B.

Damaris Maa, présidente d'Iafe (Initiative des femmes africaines de France et d'Europe) une fédération d'association de femmes visant à aider d'autres femmes africaines et leurs familles. Consultante en communication événementielle, c'est pour ses activités diverses qu'elle a reçu en 2006 le titre de chevalier de la Légion d'honneur pour trente ans de vie professionnelle et de lutte contre les discriminations. Riche d'une vie associative et passionnée par l'Afrique, elle n'hésite pas à faire rayonner des projets afin de lutter contre toute forme de discrimination.

Cécile Kyenge : «*La question de la citoyenneté concerne tout le monde*»

Racisme et xénophobie sont des formes d'ignorance qui peuvent se combattre par l'éducation. La femme politique italienne et ex-ministre de l'intégration en est convaincue

Cécile Kyenge

Il n'y a pas plus de racisme en Italie qu'ailleurs. Les actes d'hostilité à l'encontre de la première Noire ministre dans un gouvernement en Italie sont, dit celle-ci, les effets combinés d'une crise économique financière grave et d'une mauvaise connaissance des faits liés à l'immigration. Surtout, soutient Cécile Kyenge dans un entretien qu'elle nous a accordé en marge de la présentation à Rome du dernier rapport Caritas sur les migrations, c'est en agissant sur la femme immigrée, grand vecteur de formation de la famille, que les valeurs de respect, de tolérance et de coexistence seront renforcées et la loi observée dans la société.

Les Dépêches de Brazzaville : Madame, ces derniers temps vous insistez beaucoup sur l'octroi de la citoyenneté aux enfants nés de parents étrangers en Italie. Pourquoi ?

Cécile Kyenge : Notre gouvernement a ramené l'immigré au centre de ses agendas. Depuis le 3 octobre dernier (avec le naufrage de plus de 300 clandestins à Lam-

Michaëlle Jean, ex-gouverneure générale du Canada, engagée pour Haïti

Michaëlle Jean est haïtienne, née à Port-au-Prince en 1957. Elle fuit son pays tenu par François Duvalier, et, comme beaucoup de ses compatriotes, se réfugie au Québec. Elle y suit des études de langues (elle parle couramment le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et le créole haïtien) et de littérature.

Michaëlle Jean

Parallèlement, elle se joint à un groupe de soutien aux femmes victimes de violences conjugales et contribue à la réalisation d'un réseau de refuges d'urgence dans la province québécoise. Elle coordonne un travail de recherche approfondi sur le sujet, qui donne lieu à la première enquête jamais effectuée en Amérique du Nord sur les agressions sexuelles. Michaëlle Jean se fait remarquer par les médias canadiens et devient journaliste au sein des plus grandes rédactions du pays, réalisant des documentaires engagés, traitant souvent de la situation haïtienne sous Duvalier.

Le 4 août 2005, elle devient la vingt-septième gouverneure générale du Canada, et première Noire à occuper cette fonction. Dès son installation, elle développe sa volonté d'unir le pays (le Canada est anglophone, le Québec est francophone) en «*brisant les solitudes*», une volonté qui s'inscrit pour le bien des relations entre les différentes communautés d'un Canada multiculturel.

Quelques mois après la fin de son mandat de gouverneur du Canada, elle est nommée envoyée spéciale de l'Unesco en Haïti et affirme ses priorités d'action pour son pays natal dès son investiture : «*J'accepte cette importante mission qui m'est confiée par l'Unesco, armée de la conviction profonde qu'il ne peut y avoir de développement humain nidurable en Haïti sans mettre un accent fort sur la construction d'un système d'éducation publique accessible et de qualité*». Six mois auparavant, les aléas de la nature ont fait 300 000 victimes et ravagé 80 % des infrastructures scolaires à Haïti. La communauté internationale s'est engagée à consacrer 11 milliards de dollars à la reconstruction du pays. Aujourd'hui,

Michaëlle Jean



Michaëlle Jean se bat pour que ce pacte se traduise par des fonds, des sommes concrètes versées au pays.

Au moment de sa nomination à l'Unesco, Michaëlle Jean crée une fondation à son nom grâce à une contribution de 3 millions de dollars, don du gouvernement canadien. Quatre ans après le séisme haïtien, Michaëlle Jean se rend presque tous les mois sur place pour toujours dans les avancées. Parmi les actions engagées : la formation de 350 maçons à la construction antisismique, des équipements scolaires, des formations journalistiques, des aides dans les secteurs culturels ou encore météorologiques. En 2013, l'Unesco annonce la reconstruction du nouveau campus de l'université d'État d'Haïti, qui accueille depuis peu 2 000 étudiants, ainsi que du parc industriel de Caracol ; le plan d'aménagement du parc national historique ; la restauration de maisons de bois ; la reconstruction des ministères et de nombreux logements sociaux pour compléter la relocalisation des 300 000 sinistrés qui vivent toujours dans les camps et dont le nombre s'élevait à 1 600 000 au plus fort de la crise en 2010.

M. d. C.

Le racisme et la xénophobie sont des formes d'ignorance qui peuvent se combattre par l'éducation. La femme politique italienne et ex-ministre de l'intégration en est convaincue

Cécile Kyenge

Cécile Kyenge : «*La question de la citoyenneté concerne tout le monde*»

Racisme et xénophobie sont des formes d'ignorance qui peuvent se combattre par l'éducation. La femme politique italienne et ex-ministre de l'intégration en est convaincue

Cécile Kyenge

Il n'on se retient de prononcer certains mots au sein des institutions et des formations politiques, surtout quand on est un élu, que l'on peut découvrir le sens de l'autre, la valeur de l'autre... La politique doit faire toujours plus, c'est vrai, mais la société fait ou ne fait pas ce que les politiques s'abstienent de dire ou de transgresser. Il faut combattre les stéréotypes.

Donc c'est la famille, la femme qui sont au centre de ce combat ?

Résolument ! Une politique d'intégration véritable passe par une politique du genre. Il faut porter attention à la condition de la femme, de la femme immigrée surtout en l'occurrence. Il faut renforcer ses capacités d'intervention et de réalisation dans la société. C'est quand la femme est renforcée dans son rôle citoyen, dans son rôle de femme ou de mère qu'elle renforce à son tour une intégration qui veut se reconnaître telle. La société entière y gagne.

Une intégration sans racisme est-elle possible en Italie ?

Bien sûr ! Le processus est culturel, pas seulement politique et juridique. Voilà pourquoi mon ministère travaille à des priorités qui vont dans le sens de renforcer la vision culturelle que nous avons du phénomène de l'immigration, par exemple. Nous avons lancé un plan triennal contre le racisme, la xénophobie et toutes les autres formes de discrimination. En portant principalement nos efforts sur la jeunesse, nous avons lancé

Femmes de la diaspora : entre engagement ici et là-bas

Corine Marteau

Les femmes africaines de la diaspora représentent la moitié des migrants arrivant sur les sols européen, américain et même asiatique. Le regroupement familial n'est plus le seul motif de leur présence sur ces territoires

Corine Marteau

Les femmes ne suivent plus leurs conjoints, mais quittent seules leur pays natal pour devenir étudiantes, entrepreneures, cadres, collaboratrices salariées ou occuper des emplois liés au secteur libéral. Elles n'hésitent pas non plus à s'investir comme dirigeantes d'associations.

Sur le continent africain, les femmes se caractérisent par un dynamisme important. À titre d'exemple, elles occupent plus des deux tiers des emplois issus des secteurs informel ou agricole. Ces femmes africaines contrôlent dans la même proportion les finances informelles. Selon la Banque mondiale, le taux de l'entrepreneuriat féminin est plus élevé en Afrique que dans toutes les autres régions du monde. Malgré ces exemples éloquents, le constat est sévère, et dans une majorité de pays africains ces capacités humaines, économiques, sociales et l'ensemble des droits qui y sont attachés demeurent occultés et inexploités.

Les femmes de la diaspora œuvrent à la valorisation et à l'autonomisation nécessaire des femmes, mères et filles d'Afrique. Elles prennent une part active au développement du continent en partageant leurs expériences professionnelles et associatives. L'aide ne se limite plus seulement aux transferts d'argent, qui peuvent prendre la forme de caisses de solidarité (tontines), mais ces femmes participent également aux transferts de compétences et transmettent leurs connaissances dans les domaines de l'enseignement ou de la santé. Elles contribuent par ces échanges à ce que les

Corine Marteau

femmes restées au pays deviennent plus autonomes et bénéficient davantage de leurs droits fondamentaux.

Les héroïnes parsèment le monde. Les échanges de richesses, de savoirs ne sont pas univoques, et la femme africaine peut également constituer un excellent miroir en termes d'engagement et de courage pour les femmes ayant fait le choix de quitter leur pays d'origine. Je rappelle à ce titre que depuis une décennie quatre femmes africaines ont reçu le prix Nobel de la paix. Il est d'ailleurs intéressant de préciser que Wangari Maathai et l'actuelle présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, ont fait une partie de leurs études aux États-Unis et ont en cela appartenu à la diaspora africaine.

Corine Marteau



avec le Conseil de l'Europe le programme dit Hate Speech qui se sert des diverses potentialités du web pour combattre l'incitation à la haine raciale. Un autre aspect vise l'élimination dans notre arsenal juridique de toutes les normes discriminatoires. Le combat est de longue haleine et implique différents secteurs de la société, mais il n'y a pas de doute, c'est un parcours inévitable qu'il fallait entreprendre.

Corine Marteau

Propos recueillis par Lucien Mpama

Corine Marteau

Les femmes africaines de la diaspora représentent la moitié des migrants arrivant sur les sols européen, américain et même asiatique. Le regroupement familial n'est plus le seul motif de leur présence sur ces territoires

Corine Marteau

un pays africain, en l'occurrence le Rwanda, qui détient le plus fort taux de représentation féminine au Parlement dans le monde. Parmi ces parcours et en écho à ce forum mondial des femmes francophones qui se déroule à Kinshasa, mes pensées fraternelles s'adressent aussi à la ministre pour l'Intégration d'Italie, Cécile Kyenge, native de Kambove.

Toutes ces actions d'ici ou là-bas contribuent à renforcer la femme africaine non seulement en tant que pilier essentiel du développement économique et social du continent, mais aussi en tant que digne représentante de la paix et des droits humains en Afrique.

Corine Marteau

Née à Sibiti au Congo Brazzaville et ayant passé toute sa jeunesse dans ce pays, Corine Marteau vit maintenant en France. Exerçant dans les métiers de la restauration, Corine Marteau est également très impliquée dans le milieu associatif notamment dans les groupes œuvrant pour la valorisation de la femme africaine. Parmi ses nombreuses actions, elle a organisé le cinquantième anniversaire de la journée internationale de la femme africaine à l'UNESCO en 2012. La même année, elle a organisé une rencontre parisienne entre la première dame du Congo et les femmes de la diaspora congolaise autour du thème «entrepreneuriat au féminin».

Corine Marteau est née à Sibiti au Congo Brazzaville et a passé toute sa jeunesse dans ce pays. Elle a travaillé dans les métiers de la restauration. Elle est également très impliquée dans le milieu associatif, notamment dans les groupes œuvrant pour la valorisation de la femme africaine. Elle a organisé le cinquantième anniversaire de la journée internationale de la femme africaine à l'UNESCO en 2012. La même année, elle a organisé une rencontre parisienne entre la première dame du Congo et les femmes de la diaspora congolaise autour du thème «entrepreneuriat au féminin».

Francophonie un monde au féminin pluriel

Jean Digne : «*La femme africaine nourrit tous les secteurs de la création*»

L'Unesco m'a désigné comme expert auprès du Centre régional d'action culturelle de Lomé en 1977. Depuis cette époque j'ai découvert l'Afrique plurielle et, bien sûr, le rôle de la femme africaine au cœur des savoir-vivre, de la culture de proximité et de l'élégance au quotidien



Ce respect pour l'homme, cette énergie de la mère, cette complicité entre femmes au profit des enfants m'a touché et m'a donné une autre image de l'Afrique que celle qui vient de chez nous en Europe.

La complicité entre elles, les responsabilités qu'elles partagent pour accompagner la vie sociale et artistique m'ont troublé humainement et philosophiquement. L'engagement quotidien des savoir-faire, l'engagement artistique naturel, cette hospitalité souriante, j'ai pu les retrouver si présentes dans les grands rendez-vous culturels : le Fespaco, la Biennale de Dakar, le Siao, etc.

L'égalité hommes femmes revendiquée en Europe se réalise au quotidien en Afrique dans le partage des responsabilités. La femme assure la vie réelle et la charge de la famille.

L'Afrique nous a fait entendre ses voix féminines qui ont dépassé les frontières du continent : Miriam Makeba, Bella Bellow, Agelique Kidjo, etc. Oumou Sy nous invite dans son école de stylisme et crée ce brassage international unique autour de la mode africaine. Dans tous les secteurs de la création, nous rencontrons ces talents et cette originalité dans la production artistique nourrie par la femme africaine. Vivre en Afrique, c'est voir la femme africaine loin des clichés qui circulent en Europe.

Pour moi, ce rapport de connivence et d'échange remplace la ligne classique

de la séduction, on trouve chaleur humaine et distinction. Une confiance semble innée et durable dans cette complicité amicale.

Jean Digne

Directeur de la revue *Stradda* et conseiller Afrique international du Studio national des arts contemporains du Fresnoy, Jean Digne a précédemment dirigé l'Institut français de Naples, l'Association française d'action artistique (AFAA), et le Musée du Montparnasse.

Marie-Léontine Tsibinda : une femme écrivain et libre

Les Dépêches de Brazzaville : Dire que vous êtes écrivain vous définit-il ?

M.-L. Tsibinda : Écrivain, oui, mais qui ne veut pas se laisser enfermer dans un carcan. L'art d'écrire est un art infiniment subtil, fugace. Il vous donne un instant insaisissable à matérialiser par des mots, des images ou des métaphores. Ces mots font de vous un écrivain unique, comparable à aucun autre, même si l'imaginaire demeure la source commune de la création littéraire. Et l'imagination ne s'achète pas comme une chemise taillée sur mesure. Le véritable écrivain reste libre dans son laboratoire créatif.

Vous vivez au Canada. Est-il plus juste de parler d'exil ou d'immigration dans votre cas ?

L'exil et l'immigration ont un point commun. Ils donnent une nouvelle terre d'espérance, d'autres opportunités à saisir. Des rencontres et des amitiés nouvelles. Et cela me fait penser aux beaux vers de Lamartine dans son poème Milly ou la terre natale. Dans la vie, il y a toujours des fourches où stopper avant de reprendre la route vers de nouveaux horizons.

Est-il facile lorsqu'on a quitté l'Afrique de la faire résonner dans ses écrits, de raconter l'Afrique, de toucher les femmes africaines ?

Les femmes en Afrique ou ailleurs dans le monde ont des problèmes communs, c'est comme faire des gammes au piano avec divers degrés, diverses nuances. Un livre publié est comme une gamme jouée au piano : elle résonne dans le monde, et le monde l'apprécie ou pas. Si

Une redynamisation du patrimoine culturel africain sera une source immense de revenus

dans un livre je parle des violences au foyer, des peines de cœur, des guerres, est-ce que cela existe seulement en Afrique ? Partout il y a des guerres, visibles et invisibles. L'homme est un tout universel : il a un esprit, une âme et un corps. C'est quand l'esprit domine l'âme et le corps que tout s'équilibre. Autrement, rien ne va. Raconter ne peut pas se limiter à toucher l'Afrique, nous sommes un monde qui a besoin des uns, des autres. Je peux parler de l'Afrique et toucher un cœur d'Amérique. L'interface du Net le prouve : un problème personnel, un regard universel.

En tant que femme de lettres, estimez-vous être une femme de pouvoir ?

Femme, oui. Pouvoir pour pouvoir, non. Ce que je cherche en tant que femme de lettres, c'est de partager ce que j'ai avec les autres. Car même la plus belle femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a ! Donner de l'espoir, donner du courage, de l'amitié, de la joie... Que la femme donne le meilleur d'elle-même pour bâtir sa maison ! Tout commence à la maison, les enfants étant les bâtisseurs du futur.

Un enfant bien éduqué saura respecter ce qui est à autrui. Une femme qui sait qu'elle a le devoir de réussir ce qu'elle fait au foyer ou au bureau, sur les planches ou à l'écran, est une femme solide intérieurement. Elle saura inculquer à ses enfants des valeurs sûres qui ne se basent pas seulement sur l'aspect extérieur des choses, mais sur les vraies valeurs de la vie, comme le respect et l'amour, le divin qui nous appelle à aimer sans compromission. Qu'importe la place qu'elle occupe, une femme n'est femme que quand elle sait marcher avec dignité et intégrité. Alors là, on peut parler de femme de pouvoir.

Selon vous, le développement de l'Afrique passe-t-il par le développement de la culture ?

Le développement de l'Afrique est une question qui demeure réelle. Après les cinquante ans des indépendances, nous avons l'impression que l'Afrique est en arrêt sur image culturelle, socialement, politiquement. Ce n'est pas le cas. Au cœur de la tourmente des places financières, l'Afrique tient la route, elle



avancé à son rythme, pays par pays. Mais si les Africains mettent ensemble leurs efforts et voient ensemble les problèmes qui minent leurs économies et se mettent à attaquer le mal à la racine, l'Afrique ne sera plus un colosse aux pieds d'argile. Elle a toutes les potentialités. Aujourd'hui, malgré les guerres, les pillages économiques, les fuites de capitaux et autres, elle tient debout. Le développement ne peut plus être uniquement économique.

Une redynamisation de son patrimoine culturel est capitale. Elle est une source immense de revenus. Et c'est possible.

Un mot sur votre actualité ?

Outre des publications collectives dans des anthologies bilingues ou françaises en poésie et en prose (A Rain of Words, Translation, Du Congo au Danube, Monsieur Mandela en poésie, et en prose The Quilt of Belonging), j'ai publié du théâtre, une pièce collective, La Grande Brassée, avec le soutien de la Ville de Gatineau (Québec). Le Sanglier de Tsirhi est un conte que l'on retrouve sur Amazon.com en attendant l'édition papier. En septembre 2013, La Porcelaine de Chine a

FRANCE - DOMINIQUE LOUBAO

Femme armée grâce à la culture

Dominique Loubao est la présidente de l'association Plume noire. Association fondée en 1995 qui a la volonté de promouvoir la littérature du monde noir et francophone



L'association a créé le Salon du livre de la Plume noire, qui se tient tous les ans à l'automne en France, dans les Dom-Tom, et désormais à l'international. D'origine ivoirienne et juriste de formation, Dominique Loubao a été chef de projet à l'Unesco, puis s'est dirigée vers les métiers de la culture par passion. Elle se révèle être une femme de convictions qui veut rassembler grâce à la littérature. En effet, la fondatrice du Prix Plume noire, est reconnue pour promouvoir de manière effective la littérature d'Afrique et des outre-mers et faire émerger des personnalités dans la littérature francophone.

Mais son combat pour l'exposition de ces nombreuses œuvres au grand public ne s'arrête pas là. Elle veut aussi mettre en avant les femmes. Chaque année, elle organise des tables rondes pour que des femmes aux parcours différents s'expriment autour de problématiques contemporaines. Comme elle le dit souvent, Dominique Loubao veut offrir un «*guen-loir*» à toutes ses femmes qui n'ont plus besoin de se taire pour réussir. Elle considère que la poésie est le cri d'un sentiment souvent enfoui. Elle l'utilise elle-même en disant haut et fort que les différents ministères de la Culture africains devraient soutenir davantage leurs artistes.

Dominique Loubao a fait de la culture une arme qu'elle a choisie à la place de la politique, car les finalités pour elles sont les mêmes : se battre pour toutes les personnes qui ont des choses à exprimer.

G.L.

Littérature

Calixthe Beyala : «*Si la Francophonie va mal, c'est qu'on a voulu en faire un instrument politique*»

Les Dépêches de Brazzaville : Le thème du Forum mondial des francophones est «*Femmes actrices du développement*». Qu'est-ce que cela vous évoque ?

Calixthe Beyala : Nous savons très bien que l'Afrique est un continent matriarcal. Si vous remontez dans le temps, les plus grandes résistances contre la colonisation notamment ont été menées par des femmes, que l'on pense à Souraya du Tchad qui a mis les Français en échec, ou bien encore à Kimpa Vita, la seule femme brûlée vive par les Portugais. Quand on regarde l'histoire des peuples d'Afrique, ce sont des femmes qui ont fondé les royaumes. On a nié tout le travail de libération fait par les femmes en Afrique du Sud. Qui parle par exemple de Dulcie September assassinée en région parisienne ? Et que fait-on de Winnie Mandela ? C'est elle qui s'est battue en réalité, si elle n'avait pas été là ce combat n'aurait jamais abouti et on veut la renvoyer au simple rang de criminelle alors que la vraie héroïne c'est elle. Il y a une volonté de gommer le rôle de la femme, spécifiquement à l'homme africain qui est dommageable pour lui-même, car ainsi que le veut la tradition si l'on est roi et que l'on n'a pas de reine, on ne peut pas monter sur le trône. Alors que signifie de parler des femmes actrices du développement ? Les femmes sont les principales actrices de la survie du continent. Sans elles, ce continent se serait écroulé depuis des lustres. Je me souviens dans les années 1990, lorsqu'il y a eu les «*réajustements structurels*», les hommes qui étaient habitués à être fonctionnaires, abattus, partaient en déliquescence absolue et ce sont les femmes qui ont retroussé leurs manches et se sont mises au travail pour nourrir les familles, continuer d'envoyer les enfants à l'école. Si l'on analyse l'économie réelle de l'Afrique, ce sont les femmes qui la portent, l'éducation des enfants ce sont elles. Je pense que moi et mes oeuvres sommes au-devant de la scène et que c'est réellement nous qui portons le continent.

L'OIF va bientôt renouveler son secrétaire général. Qui voyez-vous à la tête de l'institution ?

Moi ! Je suis la candidate qu'il faut. Si la Francophonie va si mal, c'est qu'on a voulu en faire un instrument politique, un instrument de pouvoir au lieu d'en faire un instrument de culture, de réunification des peuples et de fraternité. Au lieu d'en faire un instrument populaire, on en a fait quelque chose destiné à une élite. J'avais fait à l'époque la proposition d'une Francophonie populaire qui avait été adoptée notamment par Jacques Chirac. Il faut faire exister la Francophonie afin qu'elle puisse servir de levier pour fédérer les femmes francophones et leur permettre d'aborder ensemble leurs problèmes. Plus unies, nous serons plus fortes et nous pourrions plus facilement faire respecter nos droits, car dans les documents de tous les pays l'égalité de droits est reconnue. L'OIF pourrait veiller à une meilleure éducation des jeunes filles pas seulement de l'alphabétisation, mais en matière de formation. En effet, il faut cesser de pen-

ser que les filles seront toutes de bonnes ménagères ou de bonnes littéraires, elles peuvent être aussi mathématiciennes, de bonnes inventrices. Il s'agit d'utiliser tout le potentiel féminin pour développer le monde francophone. J'entends par développement le bien-être de l'humanité avec l'homme au centre. Car aujourd'hui on a mis l'argent et l'économie au centre. On a fait de l'homme un esclave de l'économie alors que c'est l'économie qui doit être au service de l'homme.

Quelle est votre réaction à l'élection de Catherine Samba-Panza à la tête de la Centrafrique ?

J'espère qu'une femme, avec cette capacité que nous avons, va réussir à calmer les passions dans ce pays chaotique et éteindre les feux. Je pense qu'elle va réussir à fédérer ce pays qui a besoin de panser ses blessures, à faire revivre ensemble comme cela se passait jusqu'alors musulmans et chrétiens malgré ce qui s'est passé. Même si cela est difficile. La Centrafrique est le ventre mou de la Cémac par lequel peuvent venir toutes sortes de fléaux. C'est un pays extrêmement vaste, peu peuplé, avec des frontières totalement poreuses. Aura-t-elle l'autorité nécessaire pour porter cela et colmater les brèches ? Elle est présidente de la transition, mais quel pouvoir réel aura-t-elle ? J'espère que sa transition va durer le plus longtemps possible, car si elle est présidente de transition, cela signifie que l'on ne va pas la laisser se représenter.

Vous vous êtes beaucoup investie dans l'éducation des filles et des femmes. Quel rôle les organisations internationales peuvent-elles jouer pour leur autonomisation et les aider à sortir de l'informel ?

Je n'ai jamais cru qu'il faille copier sur l'extérieur pour en sortir. Il faut d'abord faire l'éducation de nos garçons et apprendre aux hommes à laisser la priorité à leurs femmes. Je suis convaincue que l'Afrique ne

se développera que quand les femmes africaines se déploieront. En tant que femmes, nous avons plus que les hommes le souci de la gestion de la chose publique et du bien commun, du bien-être collectif. Les femmes doivent aller de l'avant et prendre le pouvoir pour faire avancer l'Afrique. Je me méfie du terme de pays émergent, car il signifie que nous étions dans les ténèbres ou que nous n'avons jamais existé, et devenir un pays développé dans le sens occidental n'est pas une solution pour nous.

Vous manifestez un fort attachement aux traditions africaines tout en étant une femme résolument moderne. Comment faire cohabiter femme, modernité et traditions ?

Pour moi c'est assez naturel, je suis arrivée très jeune en Occident. Mais j'avais auparavant reçu de ma grand-mère, née à la fin du XVIIIe siècle, avec qui j'ai vécu, la culture africaine. À ses côtés, j'ai vite compris que nous avions de très belles choses. Je ne prends pas tout de ce que l'on me propose ailleurs : il y a des valeurs cardinales africaines que je tiens à garder absolument, dans l'éducation des enfants, dans la façon d'être avec l'autre, par exemple chez moi pas besoin de prendre un rendez-vous pour rentrer, la maison est ouverte, comme on l'a toujours fait en Afrique. Je refuse l'individualisme forcené qui amène d'ailleurs la dislocation des sociétés occidentales.

L'Afrique ferait mieux de ne pas tout prendre, car il y a des nourritures qu'il faut savoir ne pas porter à sa bouche et des libertés à ne pas acquérir. Il y a la pilule, mais je préfère éduquer ma fille à quel type de sexualité elle pourra avoir et savoir attendre le bon âge et le bon cadre. Je considère que j'ai un devoir d'éducation vis-à-vis de mes enfants, pas un devoir d'amitié. Toutes ces valeurs qui se brouillent en Occident, l'Afrique les a gardées.



Bien sûr il y a des aspects aliénants pour les femmes dans notre culture : la polygamie qui n'a pas son pendant féminin, l'excision ou la répartition inégalitaire des rôles homme-femme au sein du foyer. Mais il y a plein de choses sur lesquelles nous étions en avance sur les sociétés occidentales et que nous avons abandonnées, car accusés de sorcellerie. Par exemple, les pratiques africaines faisaient des opérations au cerveau pour enlever les tumeurs sans endormir les patients bien avant les Occidentaux, et les patients ne mourraient pas. Je voudrais consacrer la dernière partie de ma vie à récupérer tout ce savoir afin qu'il ne se perde jamais.

Propos recueillis par R.-M.B.

Calixthe Beyala est née au Cameroun. Elle suit une scolarité remarquable et quitte Douala à l'âge de dix-sept ans pour la France. Elle y passe son bac pour ensuite effectuer des études de lettres tout en développant un attrait pour l'écriture. Avec plus d'une vingtaine d'ouvrages à son actif, Calixthe Beyala se fait ambassadrice de la littérature africaine francophone à l'étranger. Décorée et distinguée, elle a reçu le Grand Prix du roman de l'Académie française en 1996 pour son livre *Les Honneurs perdus*.

Sonia Rolland : une Miss France engagée pour son pays et les femmes de la diaspora

Sonia Rolland est la première Miss France d'origine africaine. Née d'une union franco-rwandaise, elle quitte le Rwanda en plein génocide. Son élection de Miss fut un réel tremplin. Aujourd'hui, elle est vue comme une comédienne à succès. Elle a créé une ONG, Maisha Africa, afin de subvenir aux besoins des enfants au Rwanda

Les Dépêches de Brazzaville : Quels souvenirs gardez-vous de votre enfance au Rwanda ? À quelle fréquence y retournez-vous ?

Sonia Rolland : Les meilleurs certainement, quoique parfois lointains... Mais je me souviens d'une enfance heureuse, avec des parents qui travaillaient beaucoup et recevaient le week-end. C'était souvent la fête. Je naviguais très aisément entre mes deux cultures, française et rwandaise, et, bien sûr, mes deux langues. Nous avons quitté le Rwanda en 1990, puis nous y sommes retournés en 2001 après mon année de Miss France. Nous avons vécu au Burundi de 1992 à 1994 pour finir en Bourgogne... Vous connaissez la suite.

Comment avez-vous eu l'idée de créer votre ONG, Maisha Africa ? Quelles sont vos principales actions ?

En 2001, lors d'un voyage de retour au Rwanda en famille, j'ai eu une révélation. En tant que personnalité

Maisha Africa : une organisation qui met en lumière le Rwanda

Maisha Africa est une organisation non gouvernementale qui a pour visée de rebâtir l'environnement de la jeunesse rwandaise à la suite du génocide. L'ambassadrice et présidente phare de ce projet n'est autre que Sonia Rolland. Véritable personnalité française, elle ne s'est pas arrêtée à son expérience de Miss France, mais en a fait bon usage.

Cette visibilité lui permet chaque jour de lever des fonds et de sensibiliser ses partenaires au redressement du Rwanda, qui reste exemplaire. Les champs d'action sont multiples. La reconstruction en est la clé de voûte, et elle est matérielle, sociale, mais aussi psychologique. Les axes que défend l'organisation sont nombreux et effectifs : financement des projets de scolarisation, rénovation des habitations des enfants ainsi que les équipements qui vont avec. Depuis sa création en 2001, Maisha Africa s'est spécialisé aussi dans l'aide d'urgence, cela prouve bien que c'est une association quotidienne qui œuvre pour une amélioration effective du pays. Des grands projets aux aides personnalisées, l'association ne néglige aucune piste pour améliorer le quotidien de nombreuses personnes au Rwanda. L'ONG s'est associée à la création d'un orphelinat et chaque jour facilite l'insertion de jeunes. Et dernier projet, mais non des moindres : la construction d'une boutique-épicerie dans le district de Kamonyi, au centre d'un village d'enfants.

>>>

Cinéma

Rencontre avec Euzhan Palcy, la première dame du cinéma panafricain

Euzhan Palcy, vous avez été pionnière sur beaucoup de points. Vous êtes la première Noire à recevoir un César en 1984 avec Rue Case-Nègres, la première et seule femme à avoir dirigé Marlon Brando sur Une saison blanche et sèche, la première Noire produite à Hollywood, la première Noire primée à la Mostra de Venise. Aviez-vous conscience, lorsque vous viviez tout cela, de marquer l'histoire ? De franchir des étapes clés ?



Pas du tout ! Je fais les choses parce qu'elles sont nécessaires, je les vis puis je passe à la suivante. J'ai toujours fonctionné comme ça. À tel point qu'après le succès international de Rue Case-Nègres, mes proches me demandaient ce qui n'allait pas, pourquoi je n'avais pas l'air heureux. J'étais simplement épuisée. Je suis quelqu'un qui mène une course contre la montre : en tant que femme noire, le combat est dix fois plus ardu et le temps passe très vite. Lorsqu'on parvient enfin à arracher et obtenir des choses, on se rend compte que des années se sont écoulées, des années qu'on ne récupérera jamais. Ma tâche accomplie, je suis passée à autre chose.

Étiez-vous impressionnée pas Marlon Brando ?

Non. Je suis allée chercher Marlon Brando à une époque où il ne voulait plus faire de

cinéma, il n'avait pas tourné depuis dix ans. Mais pour moi, il était le seul à pouvoir interpréter ce rôle (Ian McKenzie dans Une saison blanche et sèche, NDLR). Personne ne m'impressionne, c'est peut-être ça ma force. Brando était un être humain comme moi ! Je le respectais profondément pour son immense talent. Mais il fallait aussi que je le dirige et qu'il me donne ce que je voulais. C'était aussi ce qu'il attendait de moi.

Vous faites de l'humanitaire, vous soutenez aussi de jeunes cinéastes. Est-ce que c'est aussi important pour vous la solidarité entre femmes ?

Le respect, l'honnêteté, la solidarité sont des valeurs essentielles pour moi. J'essaie moi-même de les pratiquer dans mon quotidien, c'est l'éducation que j'ai reçue aux Antilles. Et ce sont les valeurs qu'j'inculque aux jeunes autour de moi. Et je crois beaucoup en la solidarité féminine.

Je ne fais pas de féminisme. Le premier féministe que j'ai connu était mon père. Je n'ai donc aucun problème avec les hommes. Mais je dois avouer que je suis fière d'être une femme et j'ai énormément d'admiration pour la femme. Ces femmes généreuses que je rencontre quand je voyage, qui avec un rien font des choses extraordinaires, ces femmes courageuses qui font preuve d'abnégation pour que leurs hommes et leurs enfants vivent mieux. Cela me rend fière ! C'est pour ça que je dis à mes sœurs : *«Vous êtes des reines, restez sur votre piédestal, ne vous rabaissez jamais ! Respectez ce que vous êtes !»*

En tant que réalisatrice, scénariste et productrice, estimez-vous être une femme de pouvoir ?

Oui, car c'est un métier qui, fait avec conscience, nous donne la possibilité de faire évoluer les mentalités, de les faire avancer. Avec la plume, les images, on peut influencer sur les gens et leur permettre de se découvrir, connaître leurs limites, inciter chez eux la réflexion, les éduquer et leur permettre d'agir. Aimé Césaire parlait d'armes miraculeuses, je dirais que le cinéma en fait partie, au même titre que la poésie.

Le cinéma a-t-il changé en trente ans ? Le cinéma évolue avec le monde, les nou-

velles technologies. Mais le cinéma a aussi pourri les mentalités, notamment par la violence. C'est une arme à double tranchant. Il faut donc des créateurs qui aient un sens de l'éthique, qui soient conscients du rôle qu'ils jouent, de leurs responsabilités. Certains sont cinéastes par passion, comme on fait du tennis. D'autres pour la gloire. D'autres le font comme une mission, pour contribuer à l'évolution du monde. C'est mon cas. C'est une route ardue, jonchée d'épines, qui demande d'énormes sacrifices.

Est-il plus facile pour un Noir de faire un film à Hollywood ou à Paris ?

À Hollywood, il y a des producteurs qui se battent, des indépendants ouverts à une histoire bouleversante qui vont vous épauler. Par exemple, il manquait de l'argent pour 12 Years A Slave, c'est Brad Pitt qui a contribué ! Sans lui, le film ne se faisait pas. Mais maintenant que le réalisateur (Steve McQueen, NDLR) a fait ses preuves, il va pouvoir faire ce qu'il veut, c'est comme ça à Hollywood ! Dans les séries américaines, il y a des Noirs qui ont des rôles dignes de leur talent : président, médecin, avocat. Où sont les séries, les films français ? Peut-être que cette année il y aura un ou deux Noirs invités aux César. J'ai reçu un César en 1984, mais on ne m'a jamais appelée pour en remettre un. Je suis plus connue aux États-Unis

qu'en France.

Qu'est-ce que vous préconisez pour que cela change ?

Je pense que c'est au continent africain de dégager de l'argent pour le peuple et la famine bien sûr, mais aussi pour la culture. L'art est une vitrine. L'Afrique doit comprendre qu'il faut qu'elle place la culture au cœur de son développement. Car tout passe par la culture, le cinéma, l'audiovisuel. En consommant les images des autres, on ne se voit pas, on ne fait que singer les autres. Ces autres qui viendront nous vendre l'image qu'ils se font de nous et finiront par réécrire notre histoire. Et c'est notre responsabilité aujourd'hui de changer cela. De grandes entreprises viennent pomper ce que nous avons dans nos pays. Pourquoi ne pas passer un accord avec ces gens-là ? Instaurer une taxe pour la culture sur leurs bénéfices qui permettrait de former des cinéastes, produire des films, aider les artistes. J'en ai parlé au président du Burkina-Faso lorsque j'ai été présidente du Fespaco. Rien n'a été mis en place pour l'instant, mais il n'est jamais trop tard.

Votre rêve aujourd'hui ?

Réaliser une grande fresque africaine. Tout est à faire. Les histoires sont là, la page est vierge, il faut la remplir.

Propos recueillis par A.M.

Franciane Abassan : «*Tout un pan de l'économie s'écroulerait sans les femmes en Afrique*»

Les Dépêches de Brazzaville : Le cinéma a du mal à se faire une place en Afrique. Est-ce parce que les pays africains ne perçoivent pas encore la culture comme une industrie comme en Occident ?

Franciane Abassan : Cela dépend des pays. Le Nigeria ou l'Afrique du Sud sont deux pays africains en avance sur les autres en ce qui concerne le poids financier des industries culturelles. Au Nigeria, avec «*Nollywood*», l'industrie cinématographique pèse 590 millions de dollars par an de recettes et représente le deuxième bassin d'emplois dans le pays avant l'agriculture. Le Nigeria tourne beaucoup sur place, il célèbre son industrie, Nollywood, qui fait rentrer des devises avec ses cérémonies Red Carpet. Les Nigériens consomment aussi localement leurs séries, et d'ailleurs la Banque mondiale aide actuellement le gouvernement nigérian à soutenir l'industrie du divertissement et d'autres secteurs. Les Sud-Africains ont des films qui se vendent à l'export, notamment des films d'animation comme Zambesia, sorti en France sous le titre Drôles d'oiseaux avec des personnages doublés par des acteurs anglophones connus tels Samuel L. Jackson ou Liam Neeson ou encore Jeff Goldblum. La Côte d'Ivoire, l'Angola ou le Ghana ont également une avance sur les sitcoms ou les séries, mais le Nigeria reste un cran au-dessus. Il y a là une opportunité qu'il faut saisir pour nos pays. Mais pour que les projets soient exportables, que les acheteurs acquièrent les programmes, il faut que nos films soient exemplaires en termes de qualité dans l'écriture ainsi que dans la technique afin

d'être à la hauteur des standards internationaux, notamment pour les films d'animation où il existe des standards élevés. Il faut être ambitieux. Le film Viva Riva du Congolais Djo Tunda Wa Munga a été apprécié par la critique et a fait un beau parcours dans les festivals à sa sortie en salle. Des réalisateurs connus tirent leur épingle du jeu, comme Mohamed Saleh Haroun, souvent sélectionné au Festival de Cannes et qui a même eu le prix du jury à Cannes avec Un homme qui crie en 2010 ! Ou en 2013 lorsqu'il était en compétition avec le film Grigris. En Côte d'Ivoire, nous avons un premier projet de film d'animation en 3D qui aabouti au Festival de Cannes et qui a même eu le prix du jury à Cannes avec Un homme qui crie en 2010 ! Ou en 2013 lorsqu'il était en compétition avec le film Grigris. En Côte d'Ivoire, nous avons un premier projet de film d'animation en 3D qui aabouti au Festival de Cannes et qui a même eu le prix du jury à Cannes avec Un homme qui crie en 2010 ! Ou en 2013 lorsqu'il était en compétition avec le film Grigris.

Que peut apporter une industrie du cinéma forte au continent ?

Il est plus qu'urgent de se réapproprier la définition de nous-mêmes. Il faut que l'on puisse raconter nos histoires parce que cela nous valorise aux yeux du monde et nous permet de recréer les éléments de notre fierté. Si nous ne le faisons pas, ce sont d'autres qui écriront notre histoire. Cela est tellement important pour la construction de notre jeunesse ! Pour voir découvrir des histoires méconnues ou oubliées de personnages contemporains qui ont eu un impact même en Occident, pouvoir s'identifier à eux. Contrairement à ce que l'on a pu dire, l'homme noir ou la femme noire sont entrés dans l'histoire et ont marqué l'histoire. C'est important, car beaucoup veulent nier



cela. Il faut aboutir à des films qui avec de la fantaisie, de l'innovation dans l'écriture racontent toutes ces histoires. Nos élites ont souvent une vision réductrice du cinéma comme divertissement, mais c'est une industrie très forte quand elle est employée avec exigence, très puissante en terme d'impact. Il n'y aurait plus une seule vision mais plusieurs, et quand des enfants ou de jeunes adolescents peuvent s'identifier à des personnes qui ne sont plus européens ou américains, ils peuvent être fiers. Cela peut être un vecteur de vocations futures. Qui sait si cela ne suscitera pas le futur Spielberg ou le futur Scorsese africain avec beaucoup de choses à dire ou à montrer ? À l'heure actuelle, beaucoup de talents sont ignorés et c'est dommage.

Qui dit industrie, dit aussi ressources humaines. A-t-on le personnel qualifié nécessaire sur le continent ?

Au-delà d'être exigeant sur l'écriture et l'histoire, il y a la formation. Il existe des écoles de cinéma en Afrique du Sud, au Sénégal et au Nigeria, mais beaucoup de cinéastes apprennent sur le tas en tra-

villant en tant qu'assistants-réalisateurs. Pour faire faire à notre industrie du cinéma le saut qualitatif, il est préférable de s'adresser à des professionnels qui ont déjà su montrer leur expertise plutôt qu'à des technocrates. Il faut des partenariats entre studios naissants, entre réalisateurs, directeurs artistiques, story-boarders confirmés et spécialistes de leurs domaines qui viennent en Afrique former de nouveaux talents. Nous en avons déjà identifié certains qui sont prêts à venir en Afrique pour collaborer et permettre aux studios africains d'atteindre le niveau technique exigé par les acheteurs internationaux. Des acteurs de renom américains ou français, brésiliens, veulent bien travailler en Afrique sur des projets avec des réalisateurs africains de qualité. Le monde est moins fermé qu'avant, tout un pan de la société s'ouvre malgré la crise et le basculement vers la revendication du moi. Même des acteurs bancables, c'est-à-dire capables de faire des entrées, peuvent s'investir dans des projets qui les touchent ou dans lesquels ils se sentent concernés. Avant le film Intouchable, par exemple, il n'y avait pas d'acteur noir africain francophone bancable, aujourd'hui Omar Sy est un des acteurs préférés des Français. Il pourrait être un des interprètes d'un projet cinématographique ambitieux, de même que des acteurs africains qui font leur carrière aux États-Unis, comme Djimon Hounsou ou Chiwetel Ejiofor. Toutes ces collaborations possibles permettraient de faire émerger de nouveaux talents du continent.

Est-ce facile d'être une femme noire

dans l'industrie du cinéma ?

C'est différent d'être une femme dans l'industrie en France, car c'est un milieu qui reste en majorité masculin, élitiste et assez fermé. C'est seulement au bout de plusieurs années à travailler pour d'autres que l'on commence à comprendre le fonctionnement de cette industrie. Mais je ne me définis pas comme une femme africaine, jour après jour. Je me définis comme une productrice qui doit atteindre les objectifs que je me fixe chaque jour. Être femme, caribéenne, ivoirienne et française, c'est une dimension que j'ai déjà intégrée, c'est moi ! C'est une force et une richesse d'avoir tous ces mélanges en moi, c'est un plus qui me donne une aisance et la faculté d'être ouverte et de jongler dans différents milieux. Dans cette industrie, il faut rester curieux et passionné par son travail. Mon métier n'est pas évident : il faut convaincre différents partenaires institutionnels et privés pour financer des projets de films documentaires, d'animations, de fictions... Mais lorsqu'ils aboutissent, c'est une satisfaction immense de pouvoir les présenter au public.

Qu'évoque pour vous le thème du forum : femmes actrices du développement ?

Elles le sont déjà depuis longtemps, mais c'est bien de donner un nom à ce qui existe déjà. C'est elles qui ont à charge les familles, vont dans les marchés pour vendre, tout un pan de l'économie s'écroulerait sans les femmes en Afrique. Elles sont déjà actrices du développement de leur pays dans plusieurs domaines.

Propos recueillis par R-M. B.

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Rachel Mwanza : de shégué à enfant star

Avec son visage à l'expression changeante, affichant tantôt l'insouciance d'une ado de son âge fan de Beyonce, tantôt la dureté, résultat des années passées dans les rues de Kinshasa, Rachel Mwanza, ex-enfant-sorcier, ex-shégué, s'exprime avec passion

Son cri du cœur : un appel à la conscience des Congolaises et des Congolais sur le sort qu'ils font subir à des milliers de petits innocents accusés de sorcellerie, mis au ban de la société et désignés comme boucs émissaires faciles des malheurs de leurs familles. Autant de vies sacrifiées et de talents gâchés pour ces promesses d'avenir livrées à l'enfer de la rue dès le plus jeune âge. Car si Rachel a pu s'arracher à la vie que le monde essayait de lui imposer pour finalement vivre sa destinée en devenant une actrice internationale qui subvient aux besoins de sa famille et porte haut les couleurs de son pays aux quatre coins du monde, «*pour une Rachel sauvée, combien sont encore dans la rue ?*» Rachel vient de publier son livre-témoignage, Survivre pour voir ce jour, aux Éditions Michalon. Dedy Bilmbaa a prêté sa plume à la jeune fille qui ne savait ni lire, ni écrire au moment de la conception du livre pour qu'elle puisse dire au monde son histoire. Un texte fort qui nous fait entrer dans le calvaire que vivent des milliers d'enfants à travers le monde.

Quel message souhaitez-vous passer aux Congolais avec votre livre ?

Je n'ai pas besoin de pitié, mais les Congo-

lais doivent lire ce livre pour comprendre ce qu'est la rue. Quand eux dorment, nous, les enfants de la rue, on ne dort pas, on vit des choses. Dans la rue, on est comme des papillons, on ramasse des choses pour se nourrir et d'autres finissent par voler. Les gens doivent s'interroger : pourquoi seulement les enfants et les femmes sont désignés comme sorciers et jamais les hommes, par exemple ? Ils mettent dehors des innocents pendant que les vrais sorciers de leurs familles se cachent, car c'est très difficile de démasquer un sorcier. Il faut éduquer les populations pour qu'ils ne jettent plus les enfants dehors. Mais au-delà des enfants des rues, il y a beaucoup d'enfants qui souffrent dans leur propre famille, par exemple quand ils sont confiés à des tantes. Ces personnes doivent arrêter de faire souffrir les enfants des autres. On ne considère pas ces enfants, mais chacun doit comprendre que la vie d'une personne peut toujours changer en un instant tant que le cœur vit encore. Moi, je me suis beaucoup protégée pendant que j'étais dans la rue, mais il y a des enfants qui vivent des situations pires que celles que j'ai pu connaître. Moi qu'on avait traitée de sorcière, mise à l'écart, c'est moi qui m'occupe aujourd'hui de

ma famille, et ils acceptent maintenant ce que je leur apporte.

On oublie souvent que les enfants de la rue sont avant tout des enfants. On voit des fauteurs de trouble, on pense aux kulunas... Que pouvez-vous dire pour changer les regards ?

Je comprends les enfants de la rue. Quand les policiers les arrêtent, ils n'ont pas pitié de ces enfants, alors que ce dont ils ont besoin avant tout est de recevoir de l'aide. Pour pardonner, il faut comprendre pourquoi les enfants de la rue deviennent méchants. Personne ne nous aide, vous nous traitez de sorciers, vous nous jetez à la rue, c'est pour cela qu'on vous vole. Il faut avoir un grand cœur pour pardonner. Moi je l'ai fait vis-à-vis de tous ceux qui m'ont fait souffrir, car tout ce mal ne va pas m'aider à avancer. Le chanteur Zao a chanté qu'il faut essayer de tourner la page, c'est ce que je fais chaque jour.

Aujourd'hui, vous vous engagez en faveur de vos anciens compagnons d'infortune qui n'ont pas eu comme vous la chance de s'en sortir. Qu'est-ce qui vous motive dans ce combat ?

Ce combat, je le mène pour mon pays, car



j'aime mon pays. Je me demande pourquoi ce phénomène des enfants de la rue n'existe pas en Europe. C'est à nos dirigeants de mettre de l'ordre dans notre pays qui est très riche. Je crois en Dieu et je prie. Je voudrais inviter mes compatriotes à avoir un grand cœur et à pardonner. J'ai un projet de fondation avec l'Unesco qui souhaite me nommer ambassadrice de bonne volonté et porte-parole des enfants de la rue.

Ma grand-mère. Moi, je pars pour aller étudier à Montréal. J'écris actuellement un scénario pour un film. Je vais continuer ma carrière d'actrice et à travailler dur pour les enfants des rues.

Propos recueillis par R-M. B.

Quelles sont les nouvelles de votre famille et quels sont vos projets d'avenir ?

Ma mère vit toujours en Angola, où elle a un nouveau compagnon. Mes frères et sœurs l'ont rejointe à l'exception de mon petit frère Arcel qui vit à Kinshasa avec

Rachel Mwanza est une jeune actrice congolaise, connue pour son rôle dans le film canadien Rebellé et dans Kinshasa Kids. Elle s'engage auprès de l'Unesco pour devenir l'ambassadrice des enfants des rues à Kinshasa, dont elle faisait partie avant son ascension cinématographique. Elle vient de publier sa biographie, Survivre pour voir le jour.

>>>

publique, j'étais souvent sollicitée par des associations. Là, dans mon pays d'origine, il y avait beaucoup à faire et surtout au niveau de l'enfance vulnérable, les orphelins. J'ai donc décidé avec ma mère et des bénévoles de créer l'association en 2001 afin de lever des fonds pour aider des associations sur place. Puis nous avons eu des projets de reconstruction, tels que des habitations d'orphelins regroupés en famille, totalement vétustes... Nous en avons réhabilité et meublé 36 qui abritent des familles de six à huit jeunes. En mars, par exemple, nous allons inaugurer des classes de maternelles dans un complexe scolaire à Ntarama, au Rwanda, dont nous avons financé la construction.

Vous avez eu gain de cause suite à votre pétition contre le collier en forme de chaîne d'esclave proposé par une marque de prêt à porter. Que pensez-vous de ces écarts minimisés envers la communauté noire en France ?

Ils ont retiré ces bijoux de la vente. Ce qu'inous avait choqués, c'est que ces bijoux soient nommés «*Style esclaves*». Récemment, une marque a proposé des déguisements dits Zoulous, où le mannequin maillé en Noir portait un costume ridicule, avec une perruque Afro ornée d'un os... Bref, c'est triste, car il faut simplement imaginer le nombre de personnes qui conçoivent ça dans des cellules marketing et qui le valident. Parfois j'en viens à me demander si cela n'est pas fait sciemment pour créer le buzz... Les lois sont peut-être trop laxistes, car, aux États unis, par exemple, cela n'arriverait jamais ou alors cela serait très sévèrement puni.

Égérie et ambassadrice de la marque Mixa, vous avez coécrit l'ouvrage Beauté Black. Pensez-vous qu'il y a un manque de renseignements destinés aux femmes noires et métissées? Est-ce une façon d'éduquer toutes ces femmes qui ont parfois recours à des produits dangereux pour leur peau et leurs cheveux, et donc leur santé ?

Il y en a de plus en plus, et puis avec internet aujourd'hui il y a pléthore de conseils. Attention,



tout n'est pas à prendre, mais on peut trouver son bonheur. Il y a aussi l'apparition de magazines dédiés aux femmes noires, ou des numéros spéciaux comme ceux de Femme actuelle qui ont rencontré un succès à chaque rendez-vous. Aussi de nombreux blogs beauté spécialisés existent, comme celui de Sandrine Jeanne-Rose (Sandrinejeannerose.fr) avec qui j'ai coécrit mon livre Beauté Black. Nous en sommes très fières, car il est devenu un vrai guide de beauté indispensable.

Votre actualité ? Dites-nous tout !

Je tourne un documentaire sur le Rwanda. C'était un désir que j'avais depuis quelques années, car je me rends compte que la reconstruction du Rwanda est totalement méconnue du grand public, alors qu'à mon sens il y a un vrai regard à avoir sur ce pays, qui par la force d'un peuple, d'une rigueur et d'une vision à pu se remettre sur pied avec autant de rapidité et de modernisme, sans oublier son identité et ses valeurs. C'est une vraie réussite, un miracle !

Propos recueillis par G.L.

Living The African Dream : rêver pour une Afrique entrepreneuse

Living The African Dream est une jeune ONG qui veut promouvoir la culture entrepreneuriale en Afrique afin qu'elle se tourne vers un développement durable et équitable du continent. Grâce à Living The African Dream, les experts pourront repérer les talents créatifs des Africains pour les mettre en valeur dans des activités entrepreneuriales. Cela permettra de mettre en place des initiatives et des structures visant à accompagner ces jeunes talents. Les ambassadeurs, Fally Ipupa (artiste-musicien RD-Congo), Sonia Rolland (ex-Miss France et présidente de Maisha Africa), Jemal Taleb (avocat d'affaires), et Philippe Douste-Blazy (ancien secrétaire adjoint des Nations unies), Mahmoud Thiam (ancien ministre, CEO Thiam&Co) et Émilie Gomis (championne d'Europe de basket, Sénégal) sont partis du terrible constat que plus de 17 000 Africains sont morts en tentant de rejoindre l'Europe depuis 20 ans. Ainsi, ne serait-il pas plus simple de créer de l'emploi dans les pays concernés ? C'est pourquoi ils sont déterminés à créer un média entièrement destiné à l'Afrique ainsi qu'une interface pour promouvoir les initiatives africaines. Créer un réseau d'entrepreneurs et mettre en lumière les actions de la jeunesse, c'est le souhait de Living The African Dream.

Mode

Princesse Esther Kamatari ou l'éternelle volonté de transmettre les valeurs

Engagée dans une perpétuelle volonté d'éduquer, de transmettre, de léguer aux jeunes générations les vraies valeurs, la princesse Esther Kamatari a confié sa vision de la femme africaine aux Dépêches de Brazzaville

Princesse Esther Kamatari, ici en 2012

C'est une femme longiligne, à l'œil pétillant de malice, qui est venue à notre rencontre à l'heure précise, dans les locaux de la rédaction des *Dépêches de Brazzaville* à Paris. Son port de tête lui donnant fière allure, la fille du prince Ignace Kamatari, frère du roi Mwambutsa IV du Burundi, a été la première top-mo-dèle noire en France. De personnalité affirmée, elle allie l'écriture, le mannequinat, la politique – elle est élue à Boulogne-Billancourt - et la formation des femmes dans divers domaines au travers de nombreux projets.

Fière de ses origines burundaises, elle exprime sa vision de la femme africaine: *«Pour ma part, transmettre est un devoir inné. Je possède en moi une richesse qu'il me semble indispensable de partager. Je la transmets justement pour qu'elle devienne l'héritage des générations futures, tel l'enseignement que j'ai reçu de mes parents. Je pense ainsi conduire leurs pas dans le bon chemin. Et ça, c'est formidable...»*

Les Dépêches de Brazzaville : Quel est le contenu de votre transmission ?
Princesse Esther Kamatari : Je transfère ce que mes ancêtres m'ont inculqué, comme par exemple auprès des femmes de Montfermeil. La municipalité, organise un défilé de mode annuel

Princesse Esther Kamatari, ici en 2012

pour célébrer les cultures. Tous les modèles sont portés par des mannequins d'un jour issus de la ville et mises en beauté par les maquilleurs de la Maison Guerlain, partenaire de ce défilé. C'est une ville où l'on dénombre près d'une quarantaine de nationalités. Chaque communauté présente ses créations. À travers celles-ci, le simple défilé de mode devient une présentation des cultures par le biais de vêtements traditionnels. Avec LVMH, je leur enseigne l'élégance et le respect des codes vestimentaires. Au fur et à mesure s'installe entre nous la confiance. L'ouverture entre les uns et les autres s'installe, on apprend à se connaître. Par le défilé des talents, je favorise le savoir-faire de ceux qui y participent. Ils apprennent ce qui leur servira tout au long de leur vie. En définitive, le défilé devient la cerise sur le gâteau, car, intérieurement, le contenu véritable de la transmission est le respect et le savoir, cette envie du vivre ensemble. Sans revendiquer le rôle de moralisateur, c'est sur ce principe que je conçois mon rôle d'éducation de la femme africaine.

Quelle est la place de la femme au Burundi, pays précurseur dans le combat de la femme africaine, en net recul cependant aujourd'hui ?

Princesse Esther Kamatari, ici en 2012

Ce combat est aussi le mien.

Je frissonne à la seule évocation de la condition féminine dans mon pays d'origine. La femme burundaise, ou plutôt la femme africaine possède de multiples bras. À chaque bras correspond une fonction, celle de mère, sœur, travailleuse au champ, femme au foyer, cuisinière, épouse, et j'en passe. Elle porte de nombreuses casquettes. Avant, elle était respectée et précieuse. Elle avait des droits fonciers sur sa terre. Elle gérait son foyer pendant que les hommes batifolaient. Aujourd'hui, ces droits ont disparu. C'est un scandale, car tous ces hommes qui pensent intervenir pour les femmes n'ont pas même de respect pour leur propre mère. Dutemps de la monarchie, la femme avait une place digne. Aujourd'hui existent de nombreux conflits, car l'homme se considère supérieur et la traite ni plus ni moins comme un enfant ou un outil. C'est scandaleux. Il refuse de lui rétablir sa place parce qu'elle fait peur sans crier, par son silence!

Comment avez-vous vécu l'avènement d'une femme à la tête de la RCA ?

Un conflit de plus dans l'Afrique saharienne qui commençait à s'enliser.

Princesse Esther Kamatari, ici en 2012



Pourtant, avec l'arrivée de Catherine Samba-Panza, je suis extrêmement fière de voir que c'est une femme qui va nous sortir de ce conflit. Le jour où les pays africains auront compris qu'il faut élire des femmes s'instaurera enfin la paix. Nos femmes murmurent des solutions radicales à l'oreille des décideurs. Nos femmes ne tuent pas leurs enfants, mais les éduquent. Nos femmes veulent la paix avant le pouvoir ostentatoire. Nos femmes savent établir de véritables compromis et pensent avant tout à l'intérêt général. Elles sont alors dérangeantes dans les différentes courses au pou-

voir qui sont plutôt l'apanage des hommes. La démocratie, ce n'est pas du prêt à porter, on ne peut pas la comprendre quand on meurt de faim et qu'on croupit dans la misère. Si j'étais un homme, je ne me battrais sans doute pas avec le même acharnement. Nous, nous sommes déterminées quoi qu'il arrive, et nul doute que nous réussirons, nous, les femmes, à installer la paix.

Propos recueillis par G.L. et M.A.N.

Princesse Esther Kamatari, ici en 2012

MODE

Adama Ndiaye : «L'Afrique ne va pas juste se développer dans les secteurs de l'agriculture ou minier, la mode va suivre aussi»

Adama Ndiaye, ici en 2012

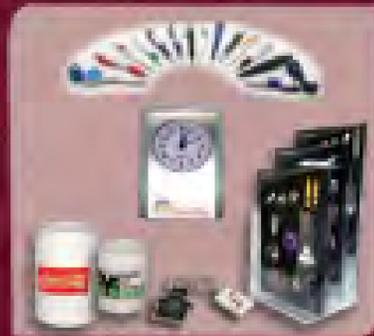


Adama Ndiaye, ici en 2012



The Brilliant Solution

Articles Cadeaux



Sérigraphie



Présentoirs



Display stands



Enseigne lumineuse



Décoration Véhicules



Kinshasa, D.R.Congo :- Tel : +243 990992700 / +243 818275686/68

Email : xlmediadrc@gmail.com / sales.xlm@gmail.com

Brazzaville, Congo :- Tel : +242 050181202 / +242 069065572 / +243 971005005

Email : xlmediabrazza@gmail.com / xlmediadrc@gmail.com

www.xlmedia.cd

Musique

Inna Modja : une artiste qui porte sa voix !

Grande invitée du forum mondial des femmes francophones, Inna Modja regrette de ne pouvoir célébrer la femme à Kinshasa (pour des raisons personnelles, elle ne peut se déplacer). Mais elle nous accorde du temps pour nous expliquer son engagement sans faille

Armée de sa douce voix et de ses convictions, la chanteuse nous livre son parcours atypique et son combat permanent pour les femmes et l'Afrique.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous faites partie de la nouvelle scène d'artistes francophones et vous êtes devenue une véritable It Girl, incontournable des médias. Qui est la véritable Inna Modja, en trois mots ?

Inna Modja: Si je devais me caractériser en trois mots, ce serait africaine, moderne et engagée. Je suis malienne d'origine et j'aime mon pays plus que tout. Je me sens si bien à Bamako, entourée de ma famille dans ce pays magnifique. Cela me pousse à dire que je suis africaine, car quand je vais à Kinshasa ou à Dakar, je me sens tout aussi bien. Ensuite, moderne, pas seulement dans ma musique qui mélange les genres, mais aussi par rapport à mon histoire. J'ai grandi entre deux cultures, la culture africaine et la culture occidentale à laquelle je me suis adaptée et que j'apprécie tout autant. La culture malienne est très traditionnelle, à la différence d'ici où tout s'accélère vers la modernisation. Et enfin, je me considère comme engagée, car je fais beaucoup de choses qui me tiennent à cœur. Grâce à mon métier, je peux me lever pour les causes que je défends.

Est-ce important pour vous de redonner à votre pays ? Quels sont les outils que le monde artistique vous a donnés ?

Je trouve que c'est important de donner en général. Comme je vous l'ai dit, je me sens africaine et, au-delà de cela, je me sens femme. C'est pourquoi

je me lève contre l'excision que j'ai moi-même subie. Je me lève aussi pour l'autonomisation des jeunes filles. La musique m'a donné la notoriété nécessaire pour faire entendre ma voix.

Vous êtes la marraine de Tostan France (association sensible aux questions d'éducation et d'autonomisation) et vous vous êtes récemment engagée auprès de la célèbre association l'AMREF (première ONG concernant la santé créée en Afrique)...

Oui, j'aime beaucoup ces deux associations qui sont formidables et qui font de très belles choses sur le terrain. Tostan, par exemple, est active sur tellement de terrains que c'est impossible de résumer leur action en quelques mots! Par exemple, ils aident les femmes à développer leur commerce grâce à la technique des microcrédits, ou bien à donner une éducation de qualité. L'AMREF rassemble de nombreuses sages-femmes, et c'est un métier dont toute l'Afrique a besoin étant donné le taux de mortalité infantile.

L'éducation pour vous, c'est un mot clé ?

Tout à fait, l'éducation fut ma propre chance. Tous les jours, je remercie ma famille pour cela. Chez nous, en Afrique, il reste beaucoup de choses à établir au niveau de l'alphabétisation. Les choses commencent à avancer grâce aux ONG. Mais cela doit devenir une priorité. L'éducation va en quelque sorte définir l'avenir de milliers de jeunes filles en Afrique. C'est avoir les armes pour exister dans ce monde. C'est pourquoi elles se doivent d'être autonomes. L'autonomisation vaut pour toutes les

femmes du monde, chacun devrait pouvoir subvenir à ses besoins et ne pas être dépendant d'une autre personne. Ma mère me disait souvent : « Ton travail, c'est ton premier mari ! » (rires)

Vous êtes ambassadrice de l'AMREF, ONG nominée pour le prix Nobel 2015, et marraine de Tostan. Avez-vous encore des engagements à nous dévoiler ?

Je prends tellement de plaisir à faire ce que je fais que je ne me repose pas sur mes acquis, c'est une chance de pouvoir aider. C'est pourquoi j'ai réalisé un court métrage sur les violences faites aux femmes, qui s'appelle La Valise de Marie-Laure et qui sortira



début mars. Ensuite, je suis très impliquée dans la production du premier grand festival de musique à Bamako pour fin 2014. En parallèle de cela, je trouve de l'inspiration pour mon prochain album qui devrait arriver dans la foulée!

Propos recueillis par G.L.

Née en 1991 au Sénégal, l'ONG internationale Tostan a développé un programme de renforcement des capacités communautaires dans huit pays d'Afrique. Ce programme d'éducation de trois ans, mené dans les langues africaines, est à l'origine d'un vaste mouvement d'abandon de l'excision et des mariages précoces et forcés dans plus de 7 000 communautés. Tostan encourage le dialogue autour des pratiques traditionnelles néfastes à la lumière des droits humains, comme le droit à la santé et le droit à être protégé contre toute forme de violence. Les participants aux classes reçoivent également de nouvelles informations sur les conséquences préjudiciables pour la santé de l'excision et des mariages précoces et forcés. Plus largement, le programme de Tostan encourage les femmes et les filles à devenir des leaders pour le développement de leur communauté.

Mireille Opa-Élion : «Le livre constitue le précieux sésame qui ouvre les portes de la connaissance, de la réussite, et du développement»

Diplômée en sciences et techniques de la communication, Mireille Opa-Élion est directrice générale du Livre et de la Lecture publique depuis 2010

Elle a été auparavant chargée de la communication du marketing et des relations publiques au Festival panafricain de musique. Elle a commencé sa carrière à la mairie d'Orléans, en France, comme auxiliaire documentaliste à la bibliothèque de l'Institut d'art visuel. Elle est présidente pour le Congo de l'ONG AECO créée en France, qui a pour objectif la création des bibliothèques d'écoles dans le monde entier. Elle nous parle de son engagement à rendre le livre accessible afin de lui assigner ses missions d'antan.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment menez-vous la politique du livre au Congo ?

Mireille Opa-Élion: De prime d'abord, j'aimerais parler des grands traits de la politique du livre dans notre pays. Jusqu'en 2009, la politique du livre ne disposait pas d'une assise solide. C'est avec la création par décret en janvier 2010 de la direction générale du Livre et de la Lecture publique que notre pays s'est véritablement doté d'un organe permettant de mettre en œuvre la politique du livre. Il convient de souligner que cette décision gouvernementale



procède de l'évidence que de nos jours le livre constitue le précieux sésame qui ouvre les portes de la connaissance, de la réussite et du développement. Il s'agit donc pour l'essentiel de favoriser, par des activités multiples et diverses, l'accès du public au livre, de soutenir l'édition et la diffusion du livre afin de permettre des rencontres entre les

auteurs et le public. Depuis 2010, il se dégage que les activités organisées par la direction générale du Livre et de la Lecture publique infusent un sang nouveau dans la culture du livre.

Les espaces de lecture publique ne sont pas visibles. Comment le ministère entend-il mener une politique

dans ce sens ?

Au sujet des espaces de lecture publique, il est vrai qu'une évaluation de la fréquentation des bibliothèques publiques présente des statistiques peu réjouissantes. Cependant, il importe de souligner que ceux qui les fréquentent n'en tirent pas moins des informations utiles à leur instruction. Nous devons retenir que la direction générale soutient un réseau d'une cinquantaine de bibliothèques disséminées dans notre pays. Pour illustrer mon propos, je signale que beaucoup de paroisses ont en leur sein des bibliothèques, lesquelles ont bénéficié de l'appui de la direction générale du Livre et de la Lecture publique, tant dans le domaine de la formation en bibliothéconomie qu'en ouvrages. J'invite donc les lecteurs à fréquenter ces bibliothèques et à en tirer le meilleur parti. À propos de la faiblesse des statistiques, elle résulte dans une certaine mesure de l'attrait des lecteurs pour d'autres sources d'information et de loisirs, notamment les nouvelles technologies de la communication.

L'initiative que votre direction a prise pour initier les journées du livre

porte-t-elle ses fruits ?

La direction générale du Livre et de la Lecture publique fait feu de tout bois pour amener le public à s'intéresser davantage au livre. Pour ce faire, de nombreuses activités autour du livre sont menées. À titre d'exemple, la troisième semaine du mois d'avril de chaque année est consacrée à des activités d'envergure avec les éditeurs, les librairies, les auteurs et écrivains, les critiques littéraires et le grand public. Ces activités se tiennent dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur. En outre, des jardins de lecture sont souvent organisés dans l'établissement scolaire et dans des espaces publics dans le même but. L'enthousiasme du public montre à suffisance que ces initiatives portent leurs fruits.

Où en est le projet des bibliothèques dans les collèges et lycées ?

Quoique cela ressorte du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation, la direction générale du Livre et de la Lecture publique s'efforce de soutenir quelques établissements scolaires avec les moyens du bord.

Propos recueillis par H-D.N.

Gastronomie

FRANCE

Fati Niang : «Il faut croire en ses rêves !»

C'est aux Dépêches de Brazzaville que la star montante de la gastronomie africaine se confie sur son parcours, son expérience et ses projets. Cette mère entrepreneuse est à l'origine du premier food-truck africain (camion adapté vendant de la nourriture) sillonnant Paris

Les Dépêches de Brazzaville : Présentez-vous en quelques mots...

Fati Niang : Je suis la fondatrice de Blackspoon. J'ai grandi et je suis née en région parisienne. J'ai fait des études commerciales et plusieurs formations pour affiner mon parcours. Étant l'aînée d'une grande famille, j'ai appris à cuisiner les plats sénégalais très tôt. Je connais les recettes sénégalaises grâce à ma mère, et c'est elle qui m'a enseigné mes premiers pas en cuisine et qui m'a donné l'envie de transmettre ce savoir.

Comment avez-vous eu l'idée du food-truck ?

Au départ, je voulais créer un restaurant africain, mais les quartiers parisiens dans lesquels je voulais m'installer coûtent extrêmement cher. Le phénomène des food-trucks est venu des New-Yorkais qui ont créé les premiers camions de burgers dans les quartiers d'affaires. Je me suis dit pourquoi ne pas l'adapter à la gastronomie africaine ! Après avoir eu cette idée, il y a un peu plus d'un an, j'ai commencé à travailler ce nouveau projet professionnel et j'ai fait de nombreuses études de marché pour découvrir avec étonnement qu'il n'y en avait pas en France. Cette solution était donc la meilleure. Je garde en tête mon projet initial qui est d'ouvrir un restaurant de gastronomie africaine digne de ce nom. Mais je suis heureuse de constater que le food-truck fonctionne bien et que les investisseurs s'y intéressent.

Comment est composée votre équipe et comment

avoir une cuisine de qualité à bord d'un camion ?

Je travaille avec une équipe nouvelle et dynamique. Nous voulons montrer que la gastronomie africaine peut être élégante et ne se sert pas dans des assiettes en plastique (rires). Comme la restauration n'est pas mon métier de base, je voulais prendre des raccourcis efficaces tout en faisant les choses bien. Je travaille avec un chef cuisinier qui a 25 ans d'expérience. Le chef prépare tous les matins les plats que je vais chercher avant de les vendre à l'heure du déjeuner. En plus de cela, nous faisons une petite cuisine dans le food-truck. Nous travaillons avec la société Moriba saveurs d'Afrique qui a un packaging design, et c'est ce que l'on recherchait pour nos boissons.

Que pensez-vous des restaurants «africains» en France ?

Honnêtement, je ne les trouve pas bien représentés... Cela reste un repas d'exception. Les gens n'y vont pas pour y manger quotidiennement, c'est toujours une sortie de découverte. Malgré nos grandes communautés en France, nous ne représentons qu'une niche sur le marché de la gastronomie.

Par exemple, je ne connais pas les plats sud-africains. Nous sommes tout petits sur le marché de la restauration, alors qu'avec tous nos pays nous devrions avoir un large choix. C'est pour cela que je veux promouvoir la gastronomie africaine.

Est-ce dur d'être une femme noire dans ce milieu de l'entrepreneuriat et de l'innovation ?

Effectivement, j'ai dû redoubler d'efforts, car les investisseurs sont méfiants et n'ont aucune confiance dans notre projet, ils pensent vraiment que les femmes ne savent pas compter (rires). Avec la banque, c'est toujours compliqué : pour eux, c'est toujours risqué. L'État m'a été d'une aide précieuse. L'important, c'est de porter son projet à bout de bras.

Vous avez des conseils à donner à tous les jeunes qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat ?

Il faut persévérer, vraiment s'accrocher : cela demande beaucoup de travail. En plus d'être maman de deux enfants, je suis mon propre boss à plein temps, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept ! Cela nécessite beaucoup d'ajustements et d'organisation. En tant que femmes, nous devons prouver que nous sommes capables en redoublant d'efforts. Pour ne pas se laisser déstabiliser, il faut montrer deux fois plus de rigueur et toujours rester professionnelle quand on est une femme. Il faut croire en ses rêves !

Propos recueillis par G.L.



Fati Niang est une jeune entrepreneuse d'origine sénégalaise, fondatrice du premier food-truck de gastronomie africaine dénommé Black Spoon.

FRANCE

Rougui Dia : la chef surnommée la perle noire de la gastronomie française

Rougui Dia ? Ce nom vous est peut-être inconnu, mais pas son histoire ! Née en région parisienne, son goût pour la cuisine vient naturellement des plats de sa mère d'origine sénégalaise, qui enchantèrent son enfance

C'est pourquoi, orientée dans l'hôtellerie à Villepinte, elle est plongée dans un univers qui la passionne et enchaîne les formations. On lui disait souvent : « Tu dois savoir que ce sera plus dur et plus long pour toi. » Et cela se prouve, car être une jeune fille noire n'est pas courant dans ce métier, c'est pourquoi elle peine à trouver un maître d'apprentissage. Mais cela ne la décourage pas puisqu'elle obtient son CAP de cuisine et son baccalauréat professionnel en 1999.

Lors des années 2000, elle est mise en contact avec Sébastien Faré, chef cuisinier dans un grand restaurant parisien. Elle gravit les échelons jusqu'à être nommée second de cuisine. En 2005, lors d'un réaménagement de personnel, elle devient chef de cuisine dans un des restaurants les plus prestigieux de la capitale, Le 144, le restaurant d'Armen Petrossian, personnalité russe qui a fait fortune dans le caviar et qui vient en personne goûter les plats innovants du chef Rougui Dia. Par son univers différent, elle se fait une place dans ce monde très fermé et très machiste qu'est la gastronomie. Notés trois étoiles dans le Michelin, ses plats sont de plus en plus épicés, expression naturelle de cette recherche constante du mélange des saveurs avec



la cuisine sénégalaise...

En 2013, elle rejoint le Buddha-Bar Hôtel en tant que chef de cuisine du restaurant Le Vraymond. Elle entre dans l'histoire de la gastronomie, car si elle est l'une des rares femmes à exercer ce métier, elle est la seule femme noire : « Il faut en vouloir et ne pas se décourager pour évoluer dans ce milieu. »

Grâce Loubassou

CULTURE

Béline Ayessa : «La femme prend une part active à la construction de cette nouvelle Afrique que nous appelons tous»

Béline Ayessa, journaliste de formation, dirige avec maestria depuis sept ans le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Cet espace deviendra un véritable espace culturel en 2014, avec la construction d'un second module qui comprendra une bibliothèque, un musée, un amphithéâtre, un cybercafé et un restaurant

Pour en savoir plus, nous lui avons donné la parole, non seulement pour parler de l'espace qu'elle a le privilège de diriger, mais aussi du rôle que doit jouer la femme, en particulier la femme africaine. Cela en rapport avec le Forum des femmes francophones qui se tiendra à Kinshasa, en RD-Congo, les 3 et 4 mars.

Les Dépêches de Brazzaville : Kinshasa abrite les 3 et 4 mars le Forum mondial des femmes francophones sur le thème « Femmes, actrices du développement ». Qu'elle est, d'après vous, la place des femmes dans l'avenir de l'Afrique et du monde ?

Béline Ayessa : Je pense que plus la femme accède à la parité, plus elle est appelée à jouer un rôle capital dans les sociétés du monde. Pour ce qui est de l'Afrique, les défis sont encore plus importants et la femme bien plus sollicitée qu'hier. Ce qui rassure, c'est qu'elle prend une part active à la construction de cette nouvelle Afrique que nous appelons tous. Elle est chef d'entreprise, Premier ministre, chef d'État, et dirige de grands projets. Cette implication annonce une femme qui sait se surpasser et qui ne se contentera plus de jouer les seconds rôles.

Vous dirigez depuis sept ans ce mémorial. Comment faites-vous pour que cet espace garde sa flamme ?

Vous savez, nous avons tous appris au collège, avec Bernard Dadié, que le travail assure l'indépendance. C'est ainsi que nous nous sommes investis dans le travail quotidien que nous assurons avec ardeur. Nous savions par exemple que l'entretien du site était délicat à cause du marbre, du granit et du jardin fleuri, alors nous n'avons toléré aucune négligence. L'éclat du site et de ses environs attire tout de suite le touriste et rassure le curieux. Nous avons pris des initiatives, contacté des personnes-ressources et engagé des projets. Chaque acte que nous avons posé témoigne en faveur de la maison, et aujourd'hui le résultat est là. De même, nous avons beaucoup communiqué pour faire connaître le site. La société civile a répondu, les élèves, les étudiants sont venus. Actuellement, de nombreuses rencontres intellectuelles ont lieu ici, et le site a été

identifié comme un cénacle. Nous sommes aujourd'hui plus que jamais déterminés à satisfaire les demandes de nos visiteurs, de nos usagers : les étudiants qui viennent pour des stages, pour enrichir leurs cours, les chercheurs pour des travaux divers... Nous voulons être à la hauteur de ces exigences. C'est ainsi que nous continuons à garder une flamme toujours brillante !

Quelle est votre vision de cet espace pour l'année en cours ?

En général, chaque année, nous avons un agenda que nous suivons et qui nous permet de maintenir notre activité à flots. Les activités permanentes, comme la conservation de la mémoire historique ou les visites guidées, sont toujours accompagnées et sous-tendues d'autres que nous réalisons en partenariat. Nous avons commencé l'année 2014 sur cette même lancée, et cette année verra d'ailleurs la réalisation du complexe culturel Pierre-Savorgnan-de-Brazza avec la construction du second module du mémorial qui permettra la mise en place d'une véritable bibliothèque, d'un musée, et d'un amphithéâtre avec cybercafé et restaurant. Notre but est d'aboutir à un lieu de mémoire et de partage confortable.

Vos perspectives pour les années à venir ?

Nous caressons chaque jour l'idée d'inscrire le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza au patrimoine mondial de l'humanité, et ce pour plusieurs raisons. Cela est lié à la personnalité même de l'explorateur franco-italien. Voyez le contexte dans lequel il a évolué : il aurait pu se livrer impunément à des excès, prendre des libertés avec les populations, comme l'ont fait bien des explorateurs avant ou après lui. Il diffusait des idées de paix là où d'autres cultivaient la violence. Le mémorial est appelé à évoluer en tant qu'institution culturelle et du patrimoine, mais aussi comme entité de recherches. Il façonne déjà le paysage de notre capitale. Demain, c'est lui qui donnera son identité à la ville de Brazzaville... On ne viendra plus jamais au mémorial par hasard, et qui n'a pas été au mémorial n'a pas été à Brazzaville.

Propos recueillis par Bruno Okokana